

LE MONDE LIBERTAIRE

LE MENSUEL SANS DIEU NI MAÎTRE DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'internationale des fédérations anarchistes

<http://monde-libertaire.org>



TECHNIQUES AMÈRES



I can techno satisfaction

TABLE DES MATIÈRES

3. Edito. Techniques amères

REFLEXIONS ANAR

- 4. A propos du 12 janvier 2019
- 5. La révolte de mai reflue-t-elle la bonne ?
- 8. Psychiatrie low-cost : La folie placée sous contraintes financières.
- 9. Qu'est-ce qui m'empêche de foutre le feu à ma banque ?
- 11. Les rhétoriques de la réaction contemporaine.

(A)NTRE ANAR HISTOIRE

- 13. Anarchistes et juifs, de la fin de la guerre à la création d'Israël.
- 17. L'Arc de Triomphe

PASSE-PORTS

- 19. Le monde comme il va ! Chroniques internationales.

ALIMENTATION

- 20. Débat Callac alimentation partie II

DOSSIER DU MOIS : TECHNIQUE et TECHNOLOGIE

- 24. Elle serait là, si lourde.
- 25. Intérêt et limites de la technocritique.
- 28. Technologies qu'en faire, et comment ?
- 33. Un peu de lucidité.
- 35. Critique de l'alternumerisme.
- 38. La technique est-elle toujours porteuse de pro-

- grès ?
- 39. Un mieux au travail
- 40. Bitcoins et changement climatique.
- 41. Crypto-cagnottes au secours des boxeurs !
- 45. Des paysans s'invitent au "Forum international de la robotique agricole".
- 48. Obso l'essence du capitalisme.
- 47. Bienvenue à Shenzen.
- 49. Pour des sciences en liberté.

- 54. L'intégrale de Live my Life d'Emma Goldman enfin parue.
- 56. Les affiches des combattants de la liberté
- 57. Les Editions du ML, nouveauté de janvier.
- 58. Liste des groupes et liaisons de la Fédération anarchiste.

(IN)CULTURES

FICHES DE LECTURE

- 51. Ce mois-ci le ML a lu, a vu et a aimé.

Abonnez-vous !

Sans pub, sans concessions, réalisé par une équipe entièrement bénévole, le Monde libertaire existe uniquement grâce à ses lecteurs réguliers.

Comme toute la presse militante, nous sommes extrêmement fragilisés par les coûts énormes de diffusion en kiosque. Les abonnements sont le seul moyen d'atteindre l'équilibre financier qui nous permettra de continuer à diffuser nos idées auprès du plus grand nombre. Il nous manque 300 abonnés pour parvenir à cet équilibre nécessaire.

Soutenez nous, abonnez-vous, abonnez vos amis !

le Monde libertaire mensuel

BULLETIN D'ABONNEMENT

3 formules d'abonnement, 2 possibilités de règlement

Diffusion à réabonnement complet à : LES PUBLICATIONS LIBERTAIRES - Services Abonnements, 146 rue Amstel - 75011 Paris



FRANCE METROPOLITAINE ET DOM. COM
Rédaction de tout nos abonnements en France métropolitaine pour les abonnements. Contact pour les autres.

Abonnement à durée libre

la solution facile et économique !

- Standard : 11,75 €/trimestre
- De soutien : 23,25 €/trimestre
- Réduit : 5,00 €/trimestre

- Vous recevrez tous les numéros en France Libre à prix réduit.
 - Vous recevrez les numéros en Suisse, Belgique et Pays-Bas à prix réduit.
 - Vous recevrez les numéros en Espagne, Portugal, Grèce, Italie, Autriche, République Tchèque, République Slovaque, République Polonoise, République Roumaine, République Bulgaroise, République Serbe, République Monténégro, République Macédoine, République Albanaise, République Arménienne, République Géorgienne, République Azerbaïdjanaise, République Turque, République Kirghize, République Ouzbékiste, République Kazakhe, République Biélorusse, République Lettonne, République Lituanienne, République Estonienne, République Hongroise, République Slovaque, République Polonoise, République Roumaine, République Bulgaroise, République Serbe, République Monténégro, République Macédoine, République Albanaise, République Arménienne, République Géorgienne, République Azerbaïdjanaise, République Turque, République Kirghize, République Ouzbékiste, République Kazakhe, République Biélorusse, République Lettonne, République Lituanienne, République Estonienne, République Hongroise.

NON ABONNÉS :
Les personnes qui ne sont pas abonnés peuvent s'abonner à nos numéros.

- Abonnement standard : 31 €
- Abonnement - soutien : 62 €
- Tarif réduit (étudiants) : 26 €
- Détaché : 0 €

Un an mensuel uniquement
Le paiement est effectué par mandat postal.

- Abonnement (standard) : 31 €
- Abonnement (soutien) : 62 €

FRANCOIS
Pour les abonnés en France métropolitaine et dans les pays limitrophes, les abonnements sont facturés en euros. Les abonnements en francs suisses, en francs belges, en francs néerlandais, en francs allemands, en francs italiens, en francs grecs, en francs espagnols, en francs portugais, en francs polonais, en francs tchèques, en francs slovaques, en francs hongrois, en francs roumains, en francs bulgares, en francs serbes, en francs monténégrins, en francs macédoains, en francs albanais, en francs arméniens, en francs géorgiens, en francs azerbaïdjanais, en francs turcs, en francs kirghizes, en francs ouzbékes, en francs kazakhs, en francs biélorusses, en francs lettons, en francs lituaniens, en francs estoniens, en francs hongrois.

Mode de règlement & Soutien

- Abonnement standard : 31 €
- Abonnement - soutien : 62 €

Mode de règlement

- Abonnement standard : 31 €
- Abonnement - soutien : 62 €

Validité des données personnelles automatiques pour l'abonnement au Monde Libertaire (abonnement à durée libre uniquement)

Je soussigné(e) déclare avoir lu et approuvé les conditions générales de vente et d'abonnement de la revue "Le Monde Libertaire" et autorise la publication de mon nom et de mon adresse sur le site internet de la revue.

Standard : 11,75 €/trimestre (abonnement annuel)

De soutien : 23,25 €/trimestre (abonnement annuel)

Réduit : 5,00 €/trimestre (abonnement annuel)

Mon nom (à imprimer) : _____

Prénoms : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Ville : _____

Pays : _____

Non abonné(e) :

par mandat postal (Montant à verser en EURO) : 31,75 € (standard) ; 62,00 € (soutien) ; 26,00 € (tarif réduit) ; 0,00 € (détaché)

par chèque (pour les abonnements à durée libre - sans autres frais) : 31,75 € (standard) ; 62,00 € (soutien) ; 26,00 € (tarif réduit) ; 0,00 € (détaché)

Mon nom (à imprimer) : _____

Prénoms : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Ville : _____

Pays : _____

ORGANISME CHANGIER
 PUBLICATIONS LIBERTAIRES
 146 RUE AMSTEL 75011 PARIS
 N° NATIONAL 531777 - N° SIRET 75011100004

Date et signature de l'abonné(e) :

Impression : 01/2019 - 146 RUE AMSTEL 75011 PARIS - 01 42 50 10 10 - 01 42 50 10 10

Le Monde Libertaire. Direction de la publication : Claudine Annereau. Imprimé sur les presses du Ravin bleu. 7, rue Marie Pia. 91480 Quincy-sous-Sénart. Commission paritaire: 0614 C 80740 Dépot légal 44145 1^{er} trimestre 1977 - Routage 205

Éditorial

TECHNIQUES AMÈRES

Dans l'Histoire de notre mouvement, l'Anarchisme, le progrès technique a très souvent été mis en corrélation avec le progrès social.

Par exemple, dans Paroles d'un Révolté, Pierre Kropotkine envisageait les progrès des techniques agricoles comme facteur d'émancipation dans le monde paysan.

C'était à la fin du XIX^{ème} siècle et l'espoir dans les vertus émancipatrices de la technologie était de mise dans les mouvements de luttes sociales. Le folklore anarchiste de l'époque allait même jusqu'à imaginer se débarrasser de la tutelle bourgeoise grâce à la Science : le Savoir et la Dynamite auraient dû suffire à renverser le monde capitaliste. Aujourd'hui, nous constatons que cette saloperie a survécu aux coups de boutoir de nos ancêtres et que les techno-sciences sont une arme au service du Capital.

Le Monde n'a fondamentalement pas changé de structure et les dominants ont fait de l'avancée technologique une arme et une source de profits faramineux.

A tel point que le substrat de nos vies, la Terre, s'en retrouve en danger vital.

Car plus personne ne peut le nier : le réchauffement climatique qui met en péril la survie de notre espèce et de nombreuses sortes d'animaux, est bien le fait de l'activité technologique humaine telle qu'elle est pratiquée depuis l'ère industrielle, c'est à dire depuis la fin du XVIII^{ème} siècle.

Il nous paraît évident que seule une décroissance économique mondialisée nous permettra d'éviter le pire.

La relocalisation de l'économie pour économiser de l'énergie est absolument nécessaire pour freiner ce phénomène délétère.

Mais il interroge aussi notre rapport aux technologies en général qui sont énergivores et très souvent à l'origine d'un énorme gaspillage et d'une modification très inquiétante des comportements humains...

C'est à une telle réflexion à propos des Technologies que notre journal, Le Monde Libertaire vous invite ce mois de Février 2019.

Bonne lecture,

Sylvain, pour le CRML

Précisions sur d'anciens articles

Plusieurs fois, des interventions du groupe d'Aubenas au monument pacifiste de Joyeuse ont été publiées dans *Le Monde libertaire*. Tout au contenu de ces interventions, j'en ai oublié de situer le pourquoi du comment et du quand de ces interventions publiques. Des lecteurs en ayant fait la remarque fort justifiée, voici un complément qui aurait dû paraître plus tôt :

Le rassemblement de joyeuse fut - en 2018 - le 15^e du nom.

Il est organisé par : La Libre Pensée, L'ALAMPAA (Association Laïque des amis des monuments pacifistes et anti militaristes de l'Ardèche) et l'ARAC (Association Républicaine des Anciens Combattants).

Les organisations participantes à ce rassemblement sont, en plus des trois citées précédemment : la CGT, la CNT, FO, la FOL, le Comité de la paix Aubenas et Tournon, le PCF, la FA, le POI, ainsi que LFI cette année.

En France le plus ancien rassemblement autour d'un monument aux morts pacifiste - de mémoire - est celui de Gentioux dans la Creuse. C'était, en 2018, la 31^e édition.

Bernard (groupe d'Aubenas) avec l'aide de D. Teyssier (Président de la Fédération Ardéchoise et Drômoise de la Libre pensée)

LE MONDE
LIBERTAIRE.NET
LE JOURNAL DE L'ANARCHISME EN FRANCE ET LA FÉDÉRATION ANARCHE



Pour une information plus réactive, rejoignez-nous également sur le Monde libertaire en ligne.

<https://www.monde-libertaire.fr/>

Vous pouvez également vous tenir informé.e de la vie de la Fédération anarchiste sur

<https://www.federation-anarchiste.org/>

A propos du 12 janvier 2019

Ce 12 janvier 2019, le mouvement a connu une hausse de la mobilisation. Il est donc assez fort pour tenir l'hiver et vient de reprendre sa route après avoir passé la période de la trêve dans ses abris pendant les Fêtes de décembre.

Au jour du 13 janvier le mouvement est à la croisée de deux chemins. Le premier est l'hypothèse réactionnaire, le second est celui de l'hypothèse révolutionnaire.

L'hypothèse réactionnaire est celle qui se réalisera le plus probablement si le front social qui mobilise le plus les troupes est celui de la manifestation hebdomadaire du samedi après-midi dans les centres des villes à fonctions métropolitaines. Il est parfaitement évident que sur ce front, les forces réactionnaires ont l'avantage.

Par exemple, sur le plan de l'affrontement institutionnel, les assemblées locales et révolutionnaires se voient concurrencées par la mise en place d'un simulacre de débat national mis en place par le gouvernement (donc fondamentalement réactionnaire, dans la mesure où c'est lui qui fixe le « cadrage » du débat) suite aux pressions exercées par les manifestations du samedi.

Sur le plan des affrontements, les forces de l'ordre réactionnaire sont tout à fait triomphantes puisqu'elles diminuent en nombre, mais l'action du camp révolutionnaire (les « casseurs ») ne progresse pas non plus (probablement refroidie par les déclarations du premier ministre et du ministre de l'Intérieur la semaine précédente).

Sur le plan médiatique, les réactionnaires peuvent se féliciter d'une « baisse des violences », ou plutôt d'une baisse des violences contre eux.

Face à l'hypothèse réactionnaire, l'hypothèse révolutionnaire. Dans cette hypothèse, les nouveaux venus et nouvelles venues sur le front de la lutte vont rejoindre leurs camarades au combat depuis longtemps déjà. Les occasions ne manquent pas, c'était l'objet même de l'opération des Gilets jaunes de la Commune révolutionnaire de Lorient dans la nuit du 11 au 12 janvier. Soutenir le front syndical, avec l'aide inestimable des combattants et des combattantes du Finistère sud, de Saint Nazaire, et des vétérans de la ZAD de Notre Dame des Landes. L'opération a échoué sur la plan stratégique, mais veut bien dire une chose : il y a une lutte, Lorient ouvre un front, nous avons des alliés.

Dans cette hypothèse, les combattants et les combattantes du sud-ouest ne vont plus déambuler dans Bordeaux l'après-midi, mais ouvrent un nouveau front : celui des ouvriers et des ouvrières ruraux et manufacturiers des campagnes de l'Aquitaine et de la périphérie de Bordeaux, au premier chef, les travailleurs et travailleuses de l'usine Ford de Blanquefort, au nord de Bordeaux.

La question qui subsiste est la suivante : comment organiser le mouvement ? Réponse : en fonction des besoins de la lutte. Cela implique que la forme du mouvement ne doit pas occulter le fond : la lutte sociale.

Sinon que se passera-t-il, si nous maintenons la forme au détriment du fond ? Le mouvement va s'embourgeoiser, cela a déjà commencé, il suffit de voir les manifestations à Bordeaux, ou à Paris. Elles sont un substitut à la réunion dominicale de la messe, dans des endroits où nous allions avant faire les soldes (les centres des métropoles qui seraient le « cœur de la mobilisation »). Nous nous opposons bourgeoisement à la société bourgeoise : reste que tout cela n'a rien de révolutionnaire, la preuve : le Rassemblement National parvient encore à graviter autour du mouvement.

Une idée : que le mouvement rejoigne enfin le front avec pour seul mot d'ordre : « convergence des luttes » et une seule stratégie, celle décrétée par les Assemblées communales et révolutionnaires.

Vive les Communes révolutionnaires.



La révolte de mai refleurira ! Cette révolte, sera-t-elle la bonne ?

Pour commencer cet article, je ne résiste pas à rappeler ce qu'a écrit Denis Langlois à propos de la commémoration des 50 ans de Mai 1968, par les dirigeants politiques actuels, les frères jumeaux de tous ceux qui ont exercé le pouvoir depuis cette date : « *Vous voulez nous commémorer, c'est-à-dire nous enterrer. Mais vous perdez votre temps. Nous sommes toujours vivants. La révolte de mai refleurira. Comment pouvez-vous imaginer que les gens se satisferont longtemps de cette existence étriquée, de cette vie au rabais où il convient de travailler, de consommer et de se divertir selon vos règles, selon vos ordres et surtout vos profits ? La vraie vie, c'est autre chose.* »

De révolte en révolte, il faudra bien qu'un jour, elle finisse par aboutir

L'histoire du mouvement ouvrier (des travailleurs(es) et du peuple) est jalonnée de révoltes, d'insurrections violentes et meurtrières, car les tenants du pouvoir, et, ce, depuis la nuit des temps, se battent pour conserver leurs privilèges et leur autorité. C'est la lutte des classes. Certes, ce sont toujours les possédants qui l'emportent mais ce n'est pas inéluctable. Il faudra bien que le rapport des forces change de camp. D'autant que dans le camp du peuple, il y a le nombre, la qualité... mais à chaque fois, il se fait voler le fruit de ses luttes par des opportunistes de droite comme de gauche...

Souvenirs...

Il y en a eu des luttes, et à chaque fois, elles ont contribué à des avancées so-

ciales importantes au prix du sang... Il faut donc que cela cesse. C'est pour quoi, je vais me permettre de rappeler ici quelques moments révolutionnaires menés par le peuple d'en bas et certainement, je vais en oublier quelques uns. Des révolutions qui, contrairement à ce que l'histoire officielle laisse apparaître, n'étaient surtout pas des mouvements spontanés. Elles avaient toutes des points communs : la misère, la faim, le chômage, la vie chère, une imposition toujours plus importante, la répression, le mépris des dirigeants, les guerres... que les peuples subissaient depuis de nombreuses années auparavant. En voici quelques unes...

- La révolte des Bonnets rouges et du papier timbré, en 1675-1676, contre la hausse des taxes et du papier timbré, requis pour les actes authentiques.

- La Révolution française, en 1789, contre la hausse faramineuse du prix du pain, 98 % de la population étaient dans un état de pauvreté extrême, 1787-1789 et les guerres.

- Les Trois Glorieuses, les 27, 28 et 29 juillet 1830 contre le prix exorbitant des denrées alimentaires ainsi que celui du pain, la pauvreté qui s'étend sur tout le pays, la suspension de la liberté de la presse, le départ d'un corps expéditionnaire pour la conquête de l'Algérie le 16 mai 1830. Déjà, le 25 juillet 1830 est marqué par des manifestations sur les grands boulevards et même une émeute.

- L'insurrection du 22 février 1848 est due à l'écrasement des salaires, à l'interdiction des réunions publiques (les banquets, repas politiques) et à la guerre en Algérie qui n'était pas du

goût du peuple. Ce qui déclencha l'insurrection, c'est l'interdiction par Guizot du banquet du 22 février 1848.

- La Commune de Paris, qui durera trois mois du 18 mars, jusqu'à la semaine sanglante (21-28 mai 1871). Les parisiens sont méfiants envers l'Assemblée nouvellement élue en février 1871, car les deux tiers des députés sont des monarchistes et des bonapartistes. L'Assemblée se méfie également du Paris populaire et décide le 10 mars, de siéger à Versailles, ville sous le contrôle des Allemands et symbole de la monarchie absolue. Dès le 10 mars, la nouvelle Assemblée décide la suppression du moratoire des effets de commerce, des loyers et des dettes. Ils deviennent exigibles immédiatement. Ce qui signifie que de nombreux ouvriers, artisans et commerçants allaient être privés de tout moyen d'existence (au moins 150 000 personnes étaient menacées de faillites ou de poursuites judiciaires). De plus, elle supprime la solde quotidienne de 1,50 francs des soldats de la Garde nationale, privant ainsi une partie des classes les plus pauvres de Paris, d'une source de revenu. Comme le gouvernement craint le peuple de Paris, il décide de le désarmer. Il s'agit de soustraire aux Parisiens 227 canons entreposés à Belleville ainsi qu'à Montmartre. Or, les Parisiens considèrent ces canons comme leur propriété, puisqu'ils les ont eux-mêmes payés lors de la guerre contre la Prusse, par le biais d'une souscription. Tous ces éléments ainsi que la pauvreté et la faim dues à la guerre seront le déclencheur de la Commune de Paris. La

Commune se dotera d'un fonctionnement autogestionnaire pour gérer la ville de Paris.

- Dans plusieurs villes de France (Marseille, Lyon, Saint-Étienne, Narbonne, Toulouse, Le Creusot, Limoges...) des Communes furent proclamées à partir du 23 mars 1871, mais elles ont été rapidement réprimées.

- La victoire du Front populaire en mai 1936, une alliance du Parti communiste, de la SFIO (Section française de l'internationale ouvrière) et des Radicaux-socialistes va permettre à Léon Blum de prendre la tête du gouvernement, dès le 4 juin 1936. Il devra immédiatement faire face à un mouvement de grève car, la méfiance



populaire vis-à-vis de la classe politique née des frustrations et les trahisons qui suivirent les victoires de la gauche en 1924 et 1932 étaient très présentes dans les têtes. Les grèves mobilisèrent près de trois millions d'ouvriers. Elles se traduisirent par des occupations des lieux de travail. Il s'agissait pour les travailleurs d'immobiliser les machines et à empêcher le patronat d'employer un personnel de remplacement. Ces grèves étaient également exemplaires car, elles étaient pacifistes. Il y avait une grande volonté de faire qu'elles se déroulent sans incident, sans violence et sans destruction de matériel. C'est dans ce contexte que des négociations furent menées par les syndicats et le gouvernement, le 7 et 8 juin 1936. Elles se soldèrent par les « accords de Matignon » : des augmentations de salaire entre 7 et 15 % ; l'instauration du droit syndical ; la création du statut de délégué du personnel ; la généralisation des conventions collectives. Devant la poursuite de la grève, Léon Jouhaux, le

patron de la CGT réunifiée, de concert avec Maurice Thorez, le secrétaire général du Parti communiste tentèrent de peser de toute leur autorité pour ramener « l'ordre ». Maurice Thorez décréta que les objectifs de ce mouvement étaient « *purement économique [...] et que toute autre interprétation ne pouvait être que le fait de provocateurs ou d'irresponsables* ». Il ira même jusqu'à déclarer : « *Il faut savoir terminer une grève dès que satisfaction a été obtenue !* ». Or, devant la poursuite de la grève, malgré les appels à la reprise du travail de ces deux grands défenseurs des travailleurs, les premiers accords furent complétés par la loi sur les 40 heures et les congés payés de 15 jours. 1936, prouve que Denis Langlois a raison quand il affirme que la fin est toujours dans les moyens : « *Pas de leaders, de dirigeants, de chefs grands ou petits, d'appareils soucieux d'assurer leur pouvoir. Débarrassons-nous de la théorie marxiste et élitiste des avant-gardes guidant le peuple ! Un mouvement révolutionnaire doit être l'affaire de tous et non la propriété d'un petit noyau de professionnels. On ne peut faire le bonheur des gens sans eux ou malgré eux.* »

- Mai 1968... Le malaise étudiant s'installe depuis plusieurs années et la réforme des universités va être le déclenchement de la révolte des étudiants(tes). Elle va réveiller le monde du travail qui était pressuré et assoupi. En seulement 43 jours, ce sont plus de 1100 manifestations qui verront le jour sur tout le territoire et le pays totalement paralysé comptera près de 10 millions de grévistes avec occupations des entreprises. La grève a été spontanée, sans le soutien des boutiques syndicales, les partis politiques ont été à la ramasse et ont ramé pour tenter de récupérer le mouvement en le discréditant, comme a pu le faire le Parti communiste. Le pouvoir en place y a répondu par une violence inouïe. Mai 68, était anti-autoritaire, l'insurrection remettait en cause le système capitaliste les mots d'ordre étaient clairs : supprimer la bureaucratie et les systèmes hiérarchiques, l'exploitation, la société de consommation pourtant à ses débuts et du spectacle. Il dénonçait

la violence de l'État... Mai 68 a permis cependant quelques avancées sociales comme : l'augmentation du SMIG (Salaire minimum interprofessionnel garanti) de 35 % et une augmentation des salaires dans certains cas de plus de 10 %.

Les Gilets jaunes

Aujourd'hui, le mouvement des Gilets jaunes semble vouloir remettre en cause le système. Il s'appuie sur des travailleurs(es) et un peuple pressurés plus plus plus qui ne vivent pas et tentent de survivre. Et le pouvoir en place les humilie, les fustige, les insulte, les rend responsables de la crise... Ce peuple de sans-dents, cette racaille, ces faïnésants, ils voudraient vivre comme des nababs alors qu'ils ne travaillent pas... Il serait bon que les Gilets jaunes et l'immense majorité du peuple qui se reconnaît dans leurs multiples revendications ne se laissent pas influencer par les donneurs de leçons, les journalistes, les experts, les moi-je-sais en tout genre, les syndicalistes, les politicards qui gravitent autour d'eux pour détourner le mouvement de ses objectifs, et le faire rentrer dans l'ordre républicain. Car, à les écouter et les entendre, il n'y a point de salut en dehors du capitalisme. Or, cette révolte est la démonstration qu'il est possible de faire autrement, il suffit comme le font actuellement les Gilets jaunes de prendre son destin en main.

Je vais arrêter cet article, toujours par une autre citation de Denis Langlois, qui prend tout son sens en ce XXI^e siècle où la démocratie est bafouée par un système électoral inique, et qui appelle à l'abstention révolutionnaire : « *Pas question de participer aux élections, de soutenir des candidats contestataires, de voter pour le moins mauvais. La droite, l'extrême droite et ceux qui se prétendent de gauche sont des frères siamois ayant en commun la défense des hiérarchies sociales et le soutien aux puissances économiques et financières.* »

Justhom (Groupe de Rouen)

Psychiatrie low-cost : la folie placée sous contraintes financières

Manque de personnel, manque de lits, recours beaucoup trop réguliers à la contrainte physique... Les coupes financières et le retour vers une logique asilaire dans les hôpitaux psychiatriques peuvent avoir des conséquences terribles sur le respect du droit des patients et leur santé mentale. Difficile d'aller mieux quand on subit de longs isolements, des contentions à répétition ou abruti par les médicaments sans voir de médecin. D'anciens patients témoignent de leurs parcours de fous.

Depuis qu'il a été diagnostiqué bipolaire, Stéphane a arrêté de compter ses hospitalisations en psychiatrie, aux quatre coins de la France et même une en Espagne. «En tout, j'ai du passer deux ans entre les murs, et j'utilise ce mot car je le vis à chaque fois comme un emprisonnement. On sait quand y on rentre mais pas quand on en sort: c'est un peu l'arbitraire psychiatrique», raconte l'ancien professeur, de sa voix calme, qui s'emballe parfois. Il a connu ce qu'on appelle la contention, quand on attache un patient pour le calmer. «A Montpellier, après que mes amis aient remarqué mes changements de comportement brusques j'ai été hospitalisé de force. J'ai été mis à l'isolement, attaché à un lit pendant trois jours. Je ne pouvais pas atteindre la sonnette d'appel, je me suis pissé dessus, je suppliais l'infirmier de me détacher, sans résultat». Aujourd'hui militant au sein d'Advocacy, une association de défense des droits des pa-

tients et membre d'un groupe d'entraide mutuel entre anciens pensionnaires des HP, il y dénonce des hospitalisations forcées et des mesures de contention pas toujours justifiées, toutes deux en augmentation depuis quelques années dans les hôpitaux publics. Forcément, le rabotage des budgets de l'hôpital public n'aide pas à développer la qualité des soins. «Le manque de soignants engendre un recours beaucoup trop important à la chambre protégée, au traitement sup-

plémentaire et oui, à la contention. On se bat pour ré-humaniser le soin», explique Marie, une salariée de l'HP de Rouen et membre des Blouses noires. En psychiatrie plus que dans d'autres domaines médicaux peut-être, la réduction des effectifs et du nombre de lits dans de nombreux hôpitaux psychiatriques a des répercussions sur le respect des droits des patients et leur santé. Côté législatif, le nombre de patients enfermés sans leur consentement augmente depuis 2011, pour atteindre



81 000 en 2017, soit plus que le nombre de personnes incarcérées en France. Et peu sont autorisés à sortir par le juge des libertés au bout des douze jours réglementaires.

L'hospitalisation sans consentement et la détention sont deux versants différents d'un même édifice de plus en plus sécuritaire, de gestion de la folie plus que de soin. Quand une crise survient, les soignants n'ont plus le temps d'essayer de calmer en prenant à part et en rassurant: ils ont parfois une trentaine d'autres patients à gérer. Et donc emploient plus souvent qu'il ne faudrait la manière forte, en attachant un patient à son lit, en le mettant à l'isolement, ou bien en dégainant la seringue. «Un clopixon semi-retard et la personne dort trois jours, décrit Julie, une ancienne infirmière. Bien sûr, en tant que soignante, je peux comprendre que l'isolement soit parfois nécessaire, mais trop souvent, la contrainte est utilisée à tort.» Après deux ans à soigner la folie dans un hôpital du côté de la Savoie, elle l'est devenue à son tour, «folle», comme se définit ironiquement celle qui est devenue une militante anti-psychophobie. Après avoir faites des tonnes d'injections, elle les a reçues à son tour, se rappelle des neuroleptiques pris au gramme, qui «zombifient et vident le corps»; les médicaments, on n'a pas fait mieux comme prison. Et les chambres d'isolement? «Une vraie torture, à part ressasser ses problèmes, il n'y a absolument rien à faire. Certains médecins appellent ça de l'hypo-stimulation. J'appellerais plutôt cela de la privation sensorielle, on m'a même confisqué mes livres quand j'y étais», explique Julie qui a fait le décompte de ses jours passés à l'isolement: deux mois et quinze jours. «Dans mon cas, les souffrances liées de la contention ont alimenté mon ressentiment, ma révolte et ma rage, raconte Stéphane qui connaît bien lui aussi les soins sous contrainte. Chaque retour à l'hôpital provoquait des colères chez moi, qui n'auraient peut-être pas eu lieu si la prise en charge lors de mes premières hospitalisations avait été meilleures. A

chaque fois que je retourne à l'HP, c'est la même punition, le même traitement: les pompiers me font rentrer de force dans le camion, et je me réveille le matin en chambre d'isolement, une pièce vide avec un matelas en caoutchouc le corps contenu par les sangles. C'est aberrant, à quoi bon?», raconte Stéphane. A quoi bon être enfermé pendant des semaines sans voir l'ombre d'un médecin? Voilà des questions qui reviennent dans la bouche des psychiatrisés conscients et lucides sur leur sort, d'autant plus que les mesures de privation de liberté s'assortissent rarement de thérapies plus douces, ergothérapies où soirées karaoké, faute de soignants pour les animer.

«La justice a abandonné face à l'autorité médicale»

L'ennui plane dans les HP où les pensionnaires zonent devant la T.V, boivent des tisanes, et errent dans les couloirs sans parfois trop comprendre ce qui les fait souffrir, faute de diagnostic, et avec comme seul traitement des cocktails d'anxiolytiques et de neuroleptiques à assommer un éléphant. L'année dernière, Irène, étudiante en psychologie, a passé trois mois à l'hôpital de Saint-Agrève sans jamais être vraiment fixée sur sa pathologie, bipolaire ou schizophrène. Heureusement, depuis sa sortie, ses hallucinations et ses angoisses se sont calmées. «Le psychiatre je le voyais une fois par semaine pendant quinze minutes pour régler les doses de médicaments. Et si j'essayais d'évoquer mes angoisses, plus j'en parlais, plus il augmentait mes doses. Les infirmiers on les voit le matin pour la prise les médicaments et c'est tout; je me suis rarement sentie vraiment écoutée.» Le manque de moyens fait se déliter les liens humains entre soignants et malades, les premiers n'ont plus le temps de prêter une oreille attentive aux remous mentaux des seconds. Auriane, infirmière depuis treize ans et membre du collectif Psychiatrie parisienne unifiée constate les mêmes dérives sécuritaires, la même déshumanisation dans l'hôpital du

19ème arrondissement de Paris où elle travaille. «On nous demande d'hospitaliser moins de jours, on connaît moins bien les gens qu'avant, on n'a plus le temps de les aider dans leur quotidien. Les patients qui restent plus longtemps, ce sont ceux qui ont été hospitalisés de force.» Un management des lits s'impose aux soignants, quand comme à Paris, l'agence régionale de santé souhaite développer les traitements ambulatoires (hors de l'hôpital), et le recours cliniques privées en supprimant des lits et en fusionnant trois HP (Maison Blanche, Saint-Anne, Perray-Vaucluse) en un seul Groupe public de santé. Folle situation, où les places dans les hôpitaux s'amenuisent pendant que le système médico-judiciaire s'emballe et place sous contrainte psychiatrique de plus en plus de personnes, depuis la loi de 2011 qui a durci et généralisé les modalités des soins sans consentement.

«On a pas mal de patients qui vont mieux au bout d'une semaine, alors on fait une demande de permission de sortie à la préfecture, et c'est quasi systématiquement non», embraye Auriane. En France, les personnes internés de force doivent passer devant le juge des Libertés et de la Détention au bout de douze jours d'hospitalisation. En 2017, les hommes de loi ont prononcé 6991 mainlevées sur les 74 929 dossiers de remise en liberté traités. «La justice a abandonné face à l'autorité médicale, tente d'expliquer Stéphane. Au sein d'Advocacy, on est en croisade contre ça, on milite pour défendre nos droits car ils sont bafoués à l'hôpital.» Le constat, loin d'être extravagant, est partagé par la contrôleur générale des lieux de privation et de liberté, Adeline Hazan, qui a dénoncé le recours banalisé et abusif aux enfermements forcés pour cause de «péril imminent» dans son dernier rapport d'activité. Pour beaucoup de patients, la loi de 2011 est comme une épée de Damoclès au dessus de leur tête: elle peut les conduire à être enfermés sans leur consentement si ils en disent trop sur leurs problèmes mentaux. Alors, au rendez-vous avec le psychia-

tre, certains taisent des hallucinations pour ne pas repartir à l'HP ou pour en sortir. Plusieurs fois le corps médical a asséné à Solène la menace de l'hospitalisation forcée quand elle faisait de piètres tentatives d'évasion en dévissant les vis d'une grille d'aération. « De toute façon, dans les faits, je me sentais déjà enfermée dans un univers froid et inhumain. On m'a interdit les visites pendant un temps, on m'a confisqué mon portable», se rappelle la jeune fille.

Confiscation des effets personnels

Nul besoin est d'être hospitalisé sous contrainte pour connaître les joies de l'enfermement et de l'absurdité d'un système de soins usé. Carol, une jeune informaticienne se rappelle de son arrivée volontaire au centre psychiatrique d'orientation et d'accueil de l'hôpital Saint-Anne, après une longue dépression et des envies suicidaires : «En hospitalisation libre, théoriquement on peut partir quand on veut, mais ça s'est pas passé comme ça pour moi. On m'a pris mon téléphone de force, forcé à me mettre en pyjama, mis mes affaires dans un placard sous clé, menacé d'une hospitalisation forcée. On m'a

dit que c'était le règlement. Personne ne m'avait prévenu que ça se passerait comme ça. Puis j'ai finalement eu une permission un week-end, et quand je suis revenue, ils avaient donné mon lit à un autre patient. J'ai décidé de me barrer, je voulais les prévenir les infirmières mais elles étaient débordées, j'ai attendu trois heures et je suis partie.» Depuis la jeune femme est un peu prise en étau entre l'hôpital où elle ne souhaite pas retourner et le manque de structures de soins hors HP. Dans ces conditions, difficile pour elle de renouer le fil avec une vie stable, et un suivi médical sur le long terme. Le fameux tournant de l'ambulatorio, qui justifie actuellement la suppression de lits dans les hôpitaux, permettra peut-être de proposer des solutions à des patients comme Carol, en développant les lieux de soins hors les murs? «Dans les années 1970, il y a eu un courant antipsychiatrique, qui prônait la fin de l'hôpital, pour que les fous se soignent dans la ville. Mais on s'est bien fait arnaquer: le nombre de lits a été réduit et derrière, il n'y a pas eu de création de structures intermédiaires pour compenser», analyse Julie. Stéphane, qui a du mal à trouver un psychiatre dans sa

région a trouvé une planche de salut au sein de son groupe d'entraide mutuel, qui lui offre un espace d'écoute, et où il peut profiter de l'expertise d'autres personnes bipolaires ou atteintes d'autres troubles mentaux pour l'aider à aller mieux. « Sans vouloir détruire la psychiatrie, je crois qu'il faut qu'on développe des thérapies alternatives, hors hôpital: une prise en charge des fous et de la folie dans une autre perspective», s'enthousiasme-t-il, en pensant aux approches « Open dialogue » fleurissant au Québec, en Europe du nord et un peu en France. Celles-ci prônent la désinstitutionnalisation du secteur psychiatrique, la prise en compte de la maladie pas uniquement dans sa dimension médicale mais aussi psychosociale, ainsi que le développement de réseaux de patients et de pairs-aidants, d'anciens malades qui peuvent aider les autres à guérir à leur tour, au sein de structures d'accueil moins carcérales et plus ouvertes sur la ville.

Qu'est-ce qui m'empêche de mettre le feu à ma banque ?

Qu'est-ce qui m'empêche de mettre le feu à la banque qui détient mon compte courant obligatoire ?

Si je la brûle, des locaux classés au titre des monuments historiques ornés de plafonds en polystyrène partiront en fumée, et probablement aussi que des client.e.s périront par les flammes, de même que des employé.e.s en poste à ce moment-là – les autres, ceux.celles qui auront pu s'enfuir à temps ou qui se seront trouvé.e.s en

congé, d'agrément ou de maladie, étant mis.es d'office au chômage technique, ou déplacé.e.s comme des curseurs vers une autre agence du même groupe ou un autre *emploi à la con*.

Quant aux ordinateurs contenant l'argent et les données personnelles de millions de travailleur.euse.s, ils fonderont, peut-être, mais l'argent étant scriptural, et plusieurs copies de ces données se trouvant consignées dans de lointaines sauvegardes numé-

riques (soi-disant là-haut, dans les nuages, mais en vérité chez les fournisseurs d'accès, autrement dit potentiellement, en France en tout cas, rue du Faubourg-Saint-Honoré, à Paris), l'argent et les données resteront intactes.

Ce qui n'empêchera pas, si je brûle ma banque, sa direction et ses actionnaires de se plaindre du coût tragique prétendument engendré par un tel drame sur la croissance économique – française, voire globale. Et en atten-

dant l'aide financière de l'État, c'est-à-dire du peuple, nécessaire aux travaux de réparation, de rénovation et d'embellissement du site réduit en cendres, ou plutôt *outré* cette aide, le prix desdits travaux sera payé par les client.e.s les plus petit.e.s.

D'ailleurs, si je brûle ma banque, toutes les autres banques, et avec elles les assureurs, en profiteront pour modifier leur politique commerciale : à titre de précaution, et en fonction des statistiques du ministère de l'Intérieur, le montant des frais, primes et cotisations, sera augmenté, et ces augmentations affecteront en priorité la situation des client.e.s le plus en difficulté.

Aussi, afin d'anticiper les conséquences funestes (soi-disant pour la vie humaine, mais en réalité pour la santé boursière) de tout nouvel embrasement, serait-il accidentel, les stratégies de surveillance et de répression imaginées par l'État, et orchestrées par la police et l'armée réunies, seront renforcées.

Et, au terme d'un long procès, public, pour l'exemple et retentissant, d'un protocole médiatique dégoulinant de compassion, mon feu de joie ayant porté atteinte aux valeurs universelles de paix, de justice et de liberté, le peuple dira ce que le pouvoir veut qu'il pense, à savoir : « Voyez ! Voyez comme sont les anarchistes ! Ils détruisent et ils sèment la mort ! »

Et le résultat final de mon incendie militant sera résolument contraire à mon objectif initial. Victime d'un *client felleux, intraitable et atrabilaire* (ainsi que l'argueront les financiers, nos maîtres, dans les médias dominants, qu'ils possèdent, et qu'ils se sont offerts avec notre argent, qu'ils brûlent), ma banque sortira grandie de mon acte de résistance. Pas un téléspectateur, pas une téléspectatrice qui ne continuera d'occulter qu'elle n'appartient pas pour rien à l'un des plus grands groupes d'affaires au monde ; qu'elle n'enregistre pas par hasard des bénéfices annuels toujours records ; qu'elle pratique la défiscalisation et l'évasion fiscale, finance en secret le terrorisme politique, économique et écologique, se paie à

bas prix une armée de petits nervis en charge d'enrichir les individus les plus riches de la planète par l'appauvrissement des pays et des continents les plus pauvres ; qu'elle vole, en somme, qu'elle écrase, qu'elle anéantit – qu'elle mérite donc bien de flamber.

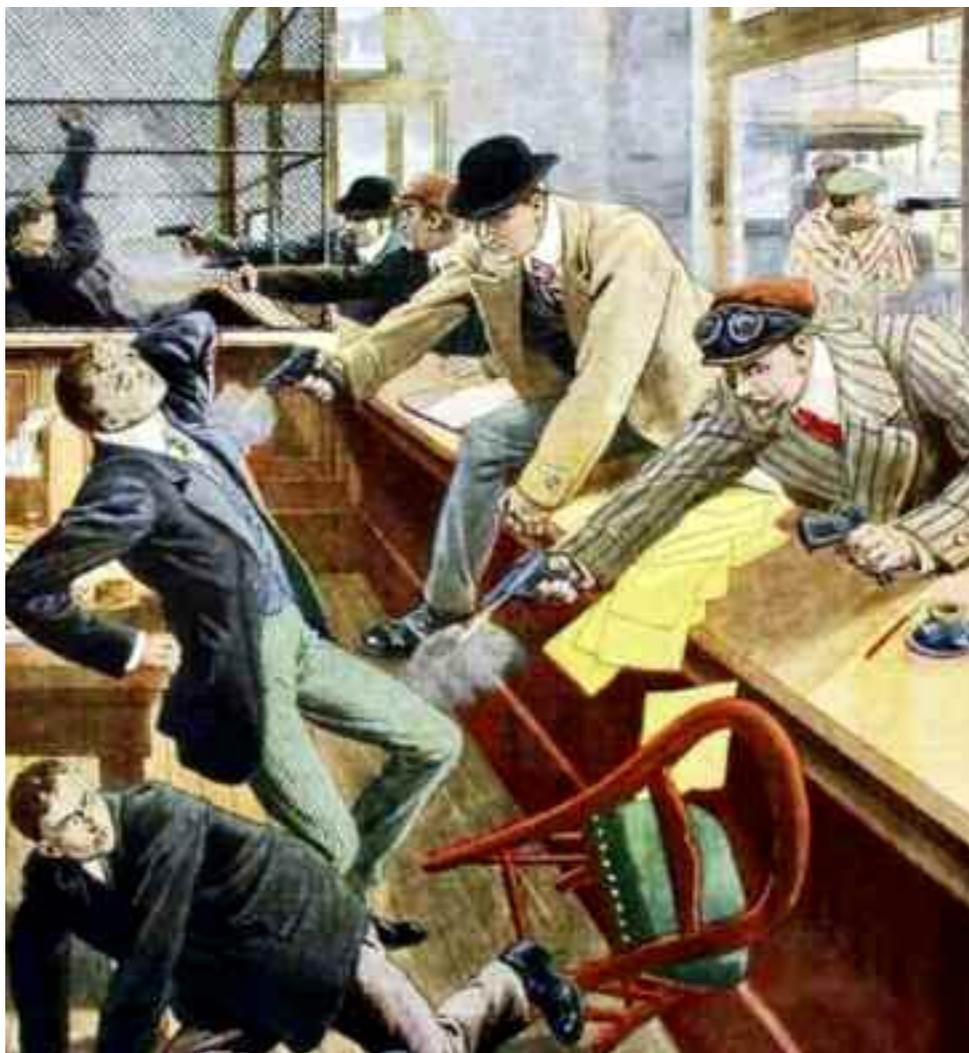
«Ma banque [...] n'enregistre pas par hasard des bénéfices annuels toujours records ; qu'elle pratique la défiscalisation et l'évasion fiscale, finance en secret le terrorisme politique, économique et écologique.»

Voilà ce qui m'empêche de mettre le feu à la banque qui détient mon compte courant obligatoire : ce n'est pas la crainte de casser, la peur d'être jugé ou l'angoisse de mourir, c'est la honte, en faisant des étincelles, en jouant avec le feu, de mettre au bû-

cher un phénix, qui, à peine les dernières braises éteintes, renaîtrait de ses cendres – encore plus beau et plus vivace, et avec un plumage encore plus vivement coloré.

Sans compter que mon plan d'épargne en actions, mon assurance-vie et mon compte offshore seraient aussitôt clôturés – aussitôt et unilatéralement –, et que, mon argent ne travaillant donc plus, désormais démuné et à jamais cramé, du fond de ma petite cellule, froide, obscure, hivernale, sans même un petit feu de bois pour me réchauffer, non seulement je n'aurais plus les moyens de flamber, mais encore je n'aurais pas de quoi cantiner. Adieu, donc, barbecues et saucisses grillées.

PAR STÉPHANE POLSKY-HICHERI
Liaison William Morris
de la Fédération Anarchiste



Les rhétoriques de la réaction contemporaines.

Lecture croisée de Deux siècles de rhétoriques réactionnaires, de Hirschman, et la situation actuelle.

Quels sont les discours contemporains sur les « réformes », en entendant par là très largement toute tentative de légiférer vers un progrès (nouveaux droits, interdictions économiques, salaire minimum ré-élevé etc.) ? Le discours dominant, de tendance libérale, disons celui qui se trouve aux commandes en France et plus largement en Occident depuis plusieurs décennies, et présentement incarné par Macron, utilise plusieurs arguments, en suivant une veine de propos en réalité classiques. Ces arguments sont bien éclairés par la typologie de Hirschman, économiste et historien de la pensée, sur les discours réactionnaires.

Qu'entend-t-on ici par « réaction » ? Il s'agit traditionnellement d'un discours se situant contre un mouvement d'émancipation en cours. Historiquement il s'agit par exemple du philosophe anglais Burke et du penseur français Joseph de Maistre suite à la Révolution Française. Bien sûr les discours réactionnaires ne sont pas toujours marqués au fer rouge : ils sont souvent bien plus subtils que le discours fasciste ou extrémiste, et se retrouvent dans plusieurs idéologies, aussi bien chez les conservateurs que chez les libéraux. Bien souvent les réactionnaires ont intégré « l'ordre moral », c'est-à-dire le fait que certaines valeurs, liberté, égalité, autonomie etc. ne pouvaient être discutées frontalement. Que font-ils alors ? Ils endossent ces prin-

cipes dans le discours (« nous visons tous les mêmes fins, nous ne différons que sur les moyens ») tout en, en pratique, montrant que ces principes sont inatteignables par les moyens que proposent les progressistes.

« Les réformes ont des effets pervers »

Nous ne pouvons pas augmenter les salaires minimum : loin de rehausser les niveaux de vie cela va conduire à un appauvrissement général en augmentant les prix et réduire l'offre de travail des entreprises qui ne vont plus embaucher. Ce discours est classique, tout comme celui sur, par exemple, les minimas sociaux, qui loin d'empêcher la pauvreté la crée en ne permettant pas aux individus de se « responsabiliser » (Macron). En cela le moyen que l'on utilise, disons une loi augmentant les minima sociaux, a une conséquence diamétralement opposée à la fin visée. Cet argument remonte en réalité à loin, notamment aux lois sur les pauvres au XIX^{ème} siècle. Déjà Malthus affirmait que donner de l'argent aux pauvres les incitaient à la reproduction – elle-même néfaste puisque les denrées sont limitées – et à l'oisiveté. Alors que l'espérance de vie de la classe ouvrière était extrêmement basse et les condi-

tions de vie déplorables, les penseurs réactionnaires se plaisaient à critiquer, installés dans leur salon, l'oisiveté et la perversité des ouvriers, prêts à se mutiler pour ne plus travailler (eh oui ! Les bougres ont de l'argent gratuitement, donc ils peuvent se couper une main exprès!).

L'idée de ce type d'argument est très simple : en voulant faire le bien, viser un principe moralement bon, on crée l'inverse de ce qu'on souhaite faire. En voulant éradiquer la pauvreté on la crée. Ce discours, repris théoriquement par une distorsion du concept de main invisible de Smith (« nos actions ont des conséquences inattendues » devient « les conséquences inattendues de nos actions sont nuisibles »), est un classique des théoriciens libéraux, pointant du doigt les conséquences agrégées de nos actions individuelles. Mises ensemble nos actions ont souvent, selon eux, des effets qu'on ne peut anticiper, ces effets eux-mêmes étant contraires aux intentions guidant l'action. En voulant être vertueux et couper mes dépenses somptuaires je suis amené ainsi à faire baisser la demande globale et à créer du chômage. On se retrouve ainsi dans le monde mandevillien¹ ou « les vices privés font les vertus publiques » et où les vertus privées font le malheur public. Cette inversion des valeurs est le cœur de cet argument. Rhétoriquement il fait toujours son effet, comme le rappelle Hirschman : « L'argument de l'effet pervers doit à son petit air de paradoxe et à sa subtilité primaire d'emporter la conviction des amateurs de découvertes instantanées et de certitudes absolues »

« *Ces réformes sont futiles, rien ne va changer* »

Rien ne sert de légiférer sur la fraude fiscale, puisque les patrons vont partir à l'étranger. Rien ne sert de légiférer sur l'égalité homme-femme, les différences sont naturelles ! Il en va ainsi avec toutes les tentatives de « moralisation » de la vie politique par ailleurs, qui se voit à chaque affublée de la même critique. La *nature humaine* ne se soumet pas aux lois ! Voici l'argumentaire qu'on peut retrouver *grosso modo* sous les discours, parfois plus techniques, de l'exécutif. Rien ne sert de s'agiter, rien ne changera.

Sur quoi est-il fondé : sur la futilité de toute action humaine vis-à-vis d'un ordre naturel des choses qui est intangible. Celui-ci, de la même façon comme le montre Hirschman, à des racines anciennes. Ces racines sont à la fois religieuses, comme chez De Maistre ou l'idée d'un ordre des choses établi produit par Dieu est une caractéristique du monde social, et scientifiques dans des versions contemporaines. Le monde social à son inertie, les rôles genrés par exemple sont bien répartis et contraignent fortement les comportements, et il est non seulement mauvais de vouloir bouleverser cela mais en plus impossible, puisque ces rôles sont trop bien ancrés. Ici l'argument peut s'appuyer tour à tour sur une position naturaliste (ornementée d'éléments de biologie ou de psychologie évolutionnaire si besoin est) ou « sociologique » (la tradition est un processus in-intentionnel, le principe d'une norme est qu'on ne peut la bousculer par une action volontaire). L'idée est néanmoins toujours la même : l'ordre des choses nous dépasse, il constitue une réalité sur laquelle nous n'avons pas réellement de prise. On

peut bien s'agiter, cela n'aura aucun effet tangible. On peut alors bien critiquer « l'agitation vaine » de ses opposants.

« *Cette réforme est bien intentionnée mais va remettre en cause tout ce qu'on a fait avant* »

La démocratie c'est bien, mais intégrer la démocratie dans l'entreprise, c'est du totalitarisme, c'est la fin de la démocratie. Ici on a le thème de la mise en péril. Les réformes sont bien intentionnées, elles veulent élargir quelque chose qui est déjà en vigueur, mais elle va au contraire renier tout ce qui a été fait. Augmenter la couverture santé ? Vous n'y pensez pas, c'est justement en augmentant la couverture sociale qu'on la détruit, puisqu'elle va devenir intenable financièrement ! Idem pour toute tentative d'augmentation d'un minimum social ou d'un budget social. L'idée derrière ce dernier argument identifié par Hirschman, qui là encore en trace les utilisations, est celui d'un *passage à la limite*. L'État actuel est déjà satisfaisant, faire plus ce n'est pas progresser, ni même stagner, car le mieux est l'ennemi du bien. On voit comment cette rhétorique peut-être efficace en ce qu'elle repose en réalité sur des intuitions et des discours pré-conçus résonnant chez tout le monde.

Pourquoi ce ne sont que des rhétoriques.

Tout cela n'est que de l'analyse de discours pouvez-vous dire. A aucun moment je n'ai fait autre chose que de décrire les arguments utilisés. Il n'y a pas besoin de le faire : ils ne sont pas réellement des arguments prenant des éléments pour les démontrer, mais des schèmes argumentatifs qui peuvent

être utilisés pour une multitude d'éléments. Revenez sur les différents exemples donnés et vous verrez que je n'ai jamais fait de démonstration, mais j'ai en revanche fait appel à votre intuition, vos idées reçues, votre goût du paradoxe, votre plaisir de la subtilité.

Pour ceux néanmoins qui voudraient quelques éléments critiques, ceux-ci sont simples. La thèse de l'effet pervers est en réalité une transformation fautive du principe des conséquences in intentionnelles d'actions intentionnelles. Tout particulièrement utilisé par les auteurs libéraux comme Tocqueville et Hayek cet argument n'explique pas pourquoi les conséquences des actions devraient être nuisibles plutôt que bénéfiques. De plus il se trouve souvent en contradiction avec leur pratique : Hayek fonde l'ordre social sur l'idée d'une imprévisibilité des conséquences des actions, or si l'effet pervers s'y mêlait... Pour l'argument de la futilité la réfutation il n'est pas besoin de discuter en finesse les allégations scientifiques des tenants de cette position, mais uniquement de les mettre face à leurs contradictions, pourquoi s'agiter autant à empêcher un projet qui ne changera rien selon leurs propres dires ? Enfin pour l'argument de la mise en péril, celui-ci est fondé sur l'idée que la perpétuation d'une réforme se nie elle-même. Les réactionnaires se déguisent ainsi en défenseurs de la démocratie ou des droits de l'homme, qu'il faudrait défendre contre leurs excès. Une analyse détaillée de ces positions en révèle l'absurdité.

— NCJ (Groupe Graine d'Anar, Lyon).

Anarchistes et juifs.

De la fin de la guerre à la création de l'Etat d'Israël

En guise de préalables

Il faut bien sûr se méfier des anachronismes. Regarder la situation en 1945 avec des yeux d'aujourd'hui ne peut être que trompeur. Nous savons depuis une trentaine d'années qu'une grande partie des juifs européens ont disparu dans les camps. Les massacres de toute sorte sont du domaine public. Mais au fond que savait-on en 1945 ? C'est bien la question. Le premier numéro du Libertaire de cet après-guerre est publié avec la date du 14 décembre 1944. A ce moment-là la guerre est loin d'être finie. Il faudra attendre encore presque six mois pour que Berlin tombe. Ce Libertaire n°1 essaye de faire le point sur la situation générale. Ses rédacteurs déclarent que si « *la lutte contre l'hitlérisme doit être menée à bonne fin, nous n'entendons pas par-là apporter une adhésion complète à toutes les formes que peut revêtir cette lutte* ». Ce qui marque à sa lecture est un article célébrant mai 36 en Espagne avec la photo de Durruti.

Dans le deuxième numéro qui est paru en février 45, une colonne est consacrée au peuple allemand. Le parti travailliste britannique vient de déclarer « *que le peuple allemand devait partager au même titre que ses chefs la responsabilité de cette guerre* ». Ce que conteste l'auteur de cette colonne. Les Allemands ne seraient pas « *tous capables de mitrailler Asq ou Oradour, de persécuter les israélites...* » Il apparaît ainsi que dans les rangs anarchistes on ne sait pas ce qui s'est passé à l'Est. La dernière libération des camps, celui de Theresienstadt aura lieu le 7 mai 1945. Le Libertaire -5- annonce le retour en masse des prison-

niers, conséquence de l'ouverture des camps par les Américains et les Soviétiques. Il ne semble pas y avoir de prisonniers juifs ! Mais dans le numéro 6 (juin 45) un article en page 2 intitulé *Atrocités nazies* reconnaît clairement ce qui vient de se passer et que m'on nommera des années plus tard la Shoah. « *Nous n'oublions pas la barbarie cruelle entre toutes qui condamnait, toute une collectivité à l'extermination pour le simple fait qu'elle était d'origine juive, Cet antisémitisme exacerbé n'épargnait pas plus les enfants que les femmes ou les vieillards. Et nous n'avons pas attendu la guerre pour le combattre* ». Le reste de l'article compare cela à d'autres traitements criminels, de la guerre des Boers à ceux à la centrale de Clairvaux. La spécificité de l'extermination juive n'est pas encore comprise. Au même moment, le Réveil anarchiste suisse publie dans son numéro clandestin de mai 1945 un texte signé semble-t-il par André Prudhommeaux relatant le fait que « *Les journaux regorgent de détail sur les macabres découvertes faites par les Alliés dans les camps de concentration allemands. Il n'est pas douteux, d'ailleurs, que c'est encore pire que ce que les plus pessimistes pouvaient craindre. Dans la longue liste des carnages qu'accompagne l'histoire universelle, les dirigeants du Troisième Reich effacent jusqu'aux plus sinistres souvenirs, tant par le nombre de leurs victimes que par la nouveauté des procédés mis en œuvre pour les exterminer* ».

Il semble qu'après ces déclarations un certain silence retombe sur l'horreur. Il en est dans la presse et dans le courant anarchiste comme dans le reste de la

société. L'envie de vivre prend le pas sur la nécessité de l'inventaire. Ce silence va durer dans le milieu libertaire longtemps. Pourtant à lire l'excellent livre de François Azouvi *Le mythe du grand silence* (Fayard 2012) ce n'est pas l'absence d'informations qui pêche. Au contraire. Nous verrons un peu plus loin en ce qui concerne l'histoire de l'Exodus que la position des anarchistes telle qu'elle s'exprime dans le Libertaire du moment perdue encore aujourd'hui.

En 2008 est paru aux Editions de l'Eclat, un ouvrage collectif dont le titre semble clair, *Juifs et anarchistes*. Pourtant on y cherchera vainement une réflexion sur ce que fut la Shoah où disparurent nombre de compagnons anarchistes et juifs. Dans la recension que je rédigeais au sujet de ce livre peu après sa parution, Acontretemps n°35, je disais « *La Shoah y est totalement absente, si l'on fait exception des sept lignes que lui consacre Rudolf de Jong dans sa contribution. Sept lignes pour évoquer un événement considérable, une extrême abomination ayant conduit plus de six millions de personnes vers l'horreur. Sept lignes quand le sujet a suscité des myriades de livres. Sept lignes, c'est décidément court pour traiter de la Shoah quand son existence même remet en cause – et pour l'humanité entière, auquel s'accorde le projet libertaire – la possibilité de vivre debout.* » Je pense aujourd'hui que l'on peut chercher dans la répétition de cette apparente indifférence les racines du négationnisme que certains petits groupes pratiquèrent dans les années qui suivirent Mai 68. Dérives sur les-

quelles nous reviendrons en temps et en heure.

Le Procès de Nuremberg

Cet événement se veut le point final de cette guerre qui a transformé le monde. Il s'ouvre le 20 novembre 1945 et va durer presque un an. Ce procès du nazisme et de ses crimes de guerre va très peu parler des 6 millions de juifs qui en seront les victimes particulières. Le nombre total de victimes a été évalué entre 50 et 80 millions de personnes décédées. Dans un article paru dans le numéro 5 des *Cahiers de la Shoah* en 2001, l'historienne Anne Grynberg rapporte ce que Jules Isaac (co-auteur des manuels d'histoire Mallet-Isaac) écrit au directeur du Monde, Hubert Beuve Méry le 7 janvier 1946 : « *Quelques mois à peine après Auschwitz, on pouvait espérer que le monde civilisé serait secoué jusqu'au tréfonds de l'âme par cet excès de monstruosité sanguinaire, qu'il s'unirait dans un devoir de commémoration et de réparation, que tous ces lieux de torture deviendraient des lieux sacrés pour l'humanité entière. [...] Hélas, nous sommes loin du compte. Tant que les Églises et leurs fidèles n'auront pas pris conscience de ces responsabilités initiales chrétiennes, l'antijudaïsme gardera sa virulence* ».

Pendant ce temps-là le procès de Nuremberg continue. Le Libertaire de cette période en rendra compte. Dans le numéro du 20 janvier 1946 l'article en première page avec ce titre *La Farce de Nuremberg* donne le ton. « *Les procès politiques du genre de ceux qu'on nous donne en spectacle ne sont pas, cela va sans dire, des opérations de justice mais des moyens de gouvernement* ». Une comparaison, pour le moins curieuse, est faite plus loin avec les procès de Moscou. Puis il y a une curieuse exonération des crimes nazis : « *Le châtement des dirigeants nazis constituait l'un des problèmes les plus faciles à résoudre avec dignité et rapidité il suffisait précisément de poursuivre Goering, Rosenberg, Ley, etc. pour leur crime réel, C'est-à-dire la création et la propagation d'une des idéologies les plus malfaisantes et les plus avilissantes que l'histoire humaine ait connues ; il s'agissait*

de les condamner en tant que nazis ; point n'était besoin d'un long procès contre ces déséquilibrés du superpatriotisme ». L'auteur continue dans la même veine, ce n'est pas le nazisme que l'on veut punir mais les « crimes de guerre ». Pour lui c'est le « *moyen mirifique d'enlever tout sens au procès* ». S'il s'agissait de châtier ceux qui se sont conduit en criminels de guerre, dit-il il eut fallu un procès mondial. Il ajoute en écrivant ceci « *on espère bien par ce moyen empêcher les citoyens de PENSER ce qui se passe* ». Il termine son article comme ceci : « *Alors, on commence à comprendre pourquoi les puissants tiennent tant à prolonger et à solenniser la grande farce de Nuremberg* ».

Le Libertaire N°43 qui publie un article sur les criminels de guerre proclame en exergue « *Les accusés de Nuremberg ne valent pas cher mais leurs juges pas davantage* ». L'auteur termine en disant « *Non, il n'est pas raisonnable de parler de criminels de guerre. Il y a la guerre tout court et le régime qui l'engendre ! Et une étude approfondie nous conduirait à admettre que tous ceux qui l'ont faite sont des criminels tout court. Mais cela n'a aucune importance. On va immoler à Nuremberg ou ailleurs quelques centaines de premiers rôles et grâce à cet acte, de "justice" 2 milliards et demi d'assassins marcheront de par le monde l'âme sereine et la tête haute en oubliant que seule leur lâcheté, en permettant au capitalisme et à l'Etat de se prolonger est à l'origine de l'ascension et des forfaits de tous ceux qu'il est convenu d'appeler des criminels de guerre.* »

Dans le numéro du 20 septembre 46 Marcel Lepoil écrira sous le titre *De Buchenwald à Nuremberg* un article où il dédouane le peuple allemand de toute responsabilité dans ce qui vient de se passer, il ne serait possible que de lui reprocher sa soumission au « fascisme capitaliste ».

Le 1^{er} octobre 1946 le verdict de Nuremberg tombe. Un certain nombre d'accusés condamnés à mort vont être pendus dans les 15 jours qui suivent. Le Libertaire et le Réveil anarchiste vont en rendre compte. Il m'a semblé important de reproduire la façon dont ces deux organes vont considérer cet événement.

Voici ce qu'en dit le journal français du 25 octobre.

« *Ainsi un certain nombre des responsables de l'immonde tuerie ont été châtiés. Ce n'est certes pas les anarchistes qui s'élèveront pour défendre leur mémoire et trouver le procédé expéditif ou sanguinaire. Pour une fois — la chose vient d'être signalée — nous sommes en plein accord avec le principe de la punition des criminels sociaux. Il serait quand même trop décevant d'assister indéfiniment au triomphe des promoteurs de l'innommable chose et l'homme sensé ne peut qu'applaudir à la mise hors d'état de nuire de la séquelle criminelle. [...] Cependant, notre désaccord ne s'arrête pas ici, il serait vraiment facile — et odieux — de se ruer sur les seuls vaincus et de leur jeter le coup de pied de l'âne, Et les criminels de guerre, que les rangs des vainqueurs recèlent inmanquablement, n'ont-ils donc pas, eux aussi, leur part de responsabilité dans le meurtre de CINQUANTE MILLIONS D'HUMAINS ? Resteront-ils impunis ? [...] Nuremberg relève de procédés partiels et répugnants. Condamner les vaincus, absoudre les vainqueurs, c'est, en définitive, le DROIT MIS AU SERVICE DE LA FORCE. [...] Pour que le jugement et la sentence aient un plein effet moral et physique tant sur les criminels sociaux que ou sur les peuples, il aurait fallu qu'ils fussent spontanés et rapides. Tuer alors que la légitime défense ou la peur, ne peuvent plus être invoquées, c'est faire œuvre d'assassinat, qu'on le veuille ou non. La fin du Duce fut normale et légitime. Pris en flagrant défit, alors que sa malfaisance pouvait encore se manifester selon un possible et éventuel retour offensif des armées fascistes, Mussolini, bête sanglante et encore dangereuses, devait être abattu sur le champ* ».

Le Réveil anarchiste suisse d'octobre 1946 aborde de son côté la même question, celle de la justice :

Après les pendaisons. Les condamnés à mort de Nuremberg ont passé de vie à trépas. Nous ne perdrons pas notre temps à les plaindre, car leur scélératesse n'était pas douteuse. Mais les travailleurs auraient tort de croire que ces exécutions sont la clôture du chapitre des guerres. Si ces quelques coquins finissent ainsi au bout du

chanvre, il s'en faut de beaucoup que la paix soit assurée. Toute la clique des fauteurs de guerre, gouvernants et brasseurs d'affaires, continuent leur infâme besogne. Ce n'est donc pas la sentence rendue en leur nom, avec un luxe tout théâtral, qui doit nous rassurer, car si une fabrique de cordes a reçu une commande, toutes les usines de canons et munitions du monde fonctionnent à plein rendement. Plus que jamais il faut mener la lutte contre le militarisme, contre le capitalisme, contre l'exploitation et contre l'esprit de domination sous toutes ses formes.

Le lecteur pourra se demander pourquoi autant de place est accordée ici à ce procès. Les débats et les actes qui ont suivis ont une importance incontournable pour la suite de notre propos. Deux concepts ont été alors définis juridiquement. Celui de crime contre l'humanité et celui de génocide. Il y eut confrontation entre ces deux idées qui avaient déjà vu le jour avant le conflit. C'est le premier qui l'emporta. Au fond le plus facile à faire passer. D'autant plus que le génocide des juifs par les nazis gênait tout le monde aux alentours. Ce qui prit plus tard le nom de Shoah est alors considéré comme une des horreurs commises par les nazis.

A l'issue du procès une charte est adoptée qui définit le crime contre l'humanité qui a lieu « dans le cadre d'une attaque généralisée ou systématique dirigée contre toute population civile ». Fin

1948 les Nations unies adoptent une convention pour la prévention et la répression du crime de génocide visant « des actes commis dans l'intention de détruire, ou tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux ». Il faudra attendre 1994 pour que ce crime soit introduit dans le code pénal français.

Personne au cours du procès ne réalise que c'était le cœur du projet national-socialiste. Pour ceux qui seraient intéressés de creuser le sujet un roman hybride, historique et récit personnel, *Retour à Lemberg* (Albin Michel) peut aider à comprendre ce qui s'est passé alors. Ce silence est aussi au racines du grand silence fait à cette horreur dans la presse anarchiste du moment. Tout ce qui touche alors à l'Espagne est prioritaire, les crimes du franquisme sont, eux, bien connus.

L'Exodus

Le 11 juillet 1947 un bateau quitte le port de Sète avec des rescapés des camps nazis à son bord. Si sa destination officielle est la Colombie il se dirige en fait vers la Palestine. Son nom fera la une de tous les journaux dont le *Libertaire* du 14 août 1947 avec ce titre *Le drame de l'Exodus*. L'article n'étant pas signé il est possible d'en conclure qu'il illustre la position du journal si ce n'est celui de la Fédération anarchiste.

Son contenu prête pour le moins à discussion. L'auteur reconnaît que cette histoire, dans cette « période éprouvante » passe presque inaperçue. Le monde aurait-il perdu sa sensibilité après ce qu'il a traversé ? L'auteur veut bien commenter cette aventure mais seulement en posant le problème de fond d'un point de vue libertaire. L'auteur reconnaît que les Juifs du monde entier veulent créer une patrie en Palestine et nous, anarchistes et libertaires, disons que les patries divisent les hommes. Le nationalisme juif ne nous intéresse pas plus que le nationalisme français, anglais, allemand ou russe. Jusque-là il ne s'agit que de l'expression d'un position anarchiste classique. La phrase suivante, plus particulièrement son début, à cette époque-là heurte : *Et le racisme juif, cette volonté de créer un monde à part, ce refus de se mélanger à l'ensemble de la race humaine comme s'il s'agissait d'un troupeau de pestiférés...* Suit une attaque contre le colonialisme britannique qui, bien qu'il ait ouvert la porte de la Palestine aux juifs avec la déclaration Balfour, empêche l'Exodus de déposer ses passagers en Palestine. Si l'auteur reconnaît qu'il s'agit là de victimes, néanmoins leur morale politique n'est pas meilleure que celle de leur persécuteur. A la fin de l'article l'auteur, se défend d'être pour l'impérialisme britannique puisqu'il est contre le sionisme. L'accusation d'être dans ce cas antisémite n'existe pas encore. Pour autant quelques questions se posent. Qui sont les juifs embarqués sur l'Exodus ? il y a 4500 personnes rescapées de la Shoah. Empêchées de débarquer. Le navire sera éperonné par les navires de guerre britanniques. Embarquées sur ces navires, retour en Europe. Les passagers finiront par être internés en zone britannique en Allemagne. Dans cet article du *Libertaire* il n'y a pas un mot sur les origines de ces passagers, des raisons profondes de leur fuite, de ce à quoi ils ont échappé. Un autre commentaire s'impose. Il concerne ce que l'auteur nomme le racisme juif, ce refus de se mélanger... S'il existait un pays où les juifs s'étaient intégrés complètement à la société, c'était bien l'Allemagne. Il n'est pas nécessaire de rappeler le nombre de



morts juifs dans les rangs allemands durant la première guerre mondiale. Les auteurs de ce texte montrent là leur profonde méconnaissance de la société d'Outre-Rhin. La littérature allemande d'avant le troisième Reich porte témoignage de cette situation. Leur incompréhension de ce qui allait leur arriver vient justement de cette intégration. Ce qui était avant-guerre une aberration idéologique, reposant sur un antijudaïsme effréné et multiséculaire, a changé de nature avec ce qui vient de se passer à Auschwitz, Birkenau et autres lieux effrayants qui prendront bien plus tard le nom de Shoah par balles. La tragédie de l'Exodus est, selon Azouvi, pour beaucoup d'intellectuels qui étaient restés silencieux après 1945, l'occasion d'une *session de rattrapage*. L'un d'eux, que les anarchistes connaissent bien, Albert Camus va préfacier un livre dont le titre est tout un message *Laissez passer mon peuple*. Il me faut reproduire ce que dit François Azouvi à ce propos. Tant la position de Camus est à l'encontre de celle du Libertaire et de la FA de l'époque. Camus non plus n'a pas parlé en 1945 du génocide. Sans doute par pudeur, comme le suggère cette note de ses *Carnets*, écrite en 1947 après la publication des *Jours de notre mort* de Rousset : « *Ce qui me ferme la bouche, c'est que je n'ai pas été déporté. Mais je sais quel cri j'étouffe en disant ceci.* »

Dans cette préface, Camus écrit : [...] *Le monde a horreur de ces victimes inclassifiables. Ce sont elles qui pourrissent tout et c'est bien leur faute si l'humanité n'a pas bonne odeur. Voilà pourquoi, continue-t-il, il faut lire le livre de Jacques Mery : parce que c'est un livre gênant, qui empêchera de dormir et de danser en rond. Mais il le faut bien. Qui répondrait en ce monde à la terrible obstination du crime si ce n'est l'obstination du témoignage* ». Pour ma part, relisant cet article du 14 août 1947 je le trouve tout à fait représentatif des positions libertaires sur ce sujet par la suite.

Trois ans plus tard, dans le Libertaire du 11 août 1950 un grand article en page trois est titré *Départ en Israël* et signé Moïshé Chaym dont le ton est complètement différent. Entre temps le 14 mai 1948, L'État israélien est créé. Le Libertaire du 21 mai, en première page annonce cette création. L'auteur parle d'une guerre officieuse puisque tout le monde reconnaît le nouvel État. Il reconnaît avec raison que « *nous n'en sommes actuellement qu'au début d'une vaste « affaire* ». Le numéro suivant, celui du 28 mai titre en première page, *Juifs et arabes sacrifiés par les « Grands* ». Après un exposé des faits sur lesquels nous reviendrons par ailleurs l'auteur, Gaston, écrit : « *Abdallah (roi de Transjordanie à ce moment-là) tyrannise ses*

propres populations paisibles et étouffe tout rapprochement entre les travailleurs ; la Hagana-Irgoun terrorise les travailleurs juifs enrôlés de force dans une guerre sans issue et brise les réalisations et les espoirs des communes. Seule le rejet de tout nationalisme et l'entente libre des populations travailleuses pourront sauver la Palestine de la barbarie qui va en s'étendant ». Nous consacrerons par la suite un chapitre spécial à la question des kibboutz d'inspiration libertaire et à la façon dont le monde libertaire en parlera.

Moïshé Chaym, donc, présenté comme le correspondant du journal à Marseille, interview des jeunes gens qui vont partir en Israël. Le premier, originaire de Metz, raconte que pendant la guerre il est resté caché dans une cave, que la paix revenue il a fait une formation professionnelle qui lui a donné un débouché bien payé mais qu'il ne supporte plus l'étouffante société, qu'il se vit comme un déclassé, qu'il a rencontré certains sionistes, des camarades, qu'il a vécu 16 mois dans une communauté agricole juive établie en France, une dizaine, qu'il veut aller en Israël pour vivre *dans un milieu communautaire qui à ma connaissance n'existe que là-bas*. Le second interviewé est un militant politique aguerri, membre d'une organisation de gauche radicale, le Hachomer Hatzair (la Jeune garde). M. Chaym va avoir droit à un discours politique structuré présentant la situation politique israélienne, un parti social-démocrate, réactionnaire, puissant au pouvoir avec Ben Gourion. Une opposition toute aussi structurée dont *la tâche principale sera de combattre l'État qui se dit socialiste pour sauver les réalisations collectivistes*. L'article se termine avec cette phrase de Moïshé Chaym : *Il apparaît qu'il est une étude qui reste à faire sur les analogies entre le courant social-sioniste et les autres courants du socialisme révolutionnaire. En bref ce que Koestler n'a pas dit !* Chaym doit faire référence à *Analyse d'un miracle* qu'Arthur Koestler a consacré à la création d'Israël.



L'Arc de triomphe

Contrairement à ce que voudraient nous faire croire les pouvoirs en place, depuis que Napoléon a décidé la construction de l'Arc de triomphe par le décret du 18 février 1806, ce n'est pas pour célébrer la paix mais bien pour attiser les guerres et pour glorifier les armées et la violence que ce bâtiment trône en haut des Champs-Élysées.

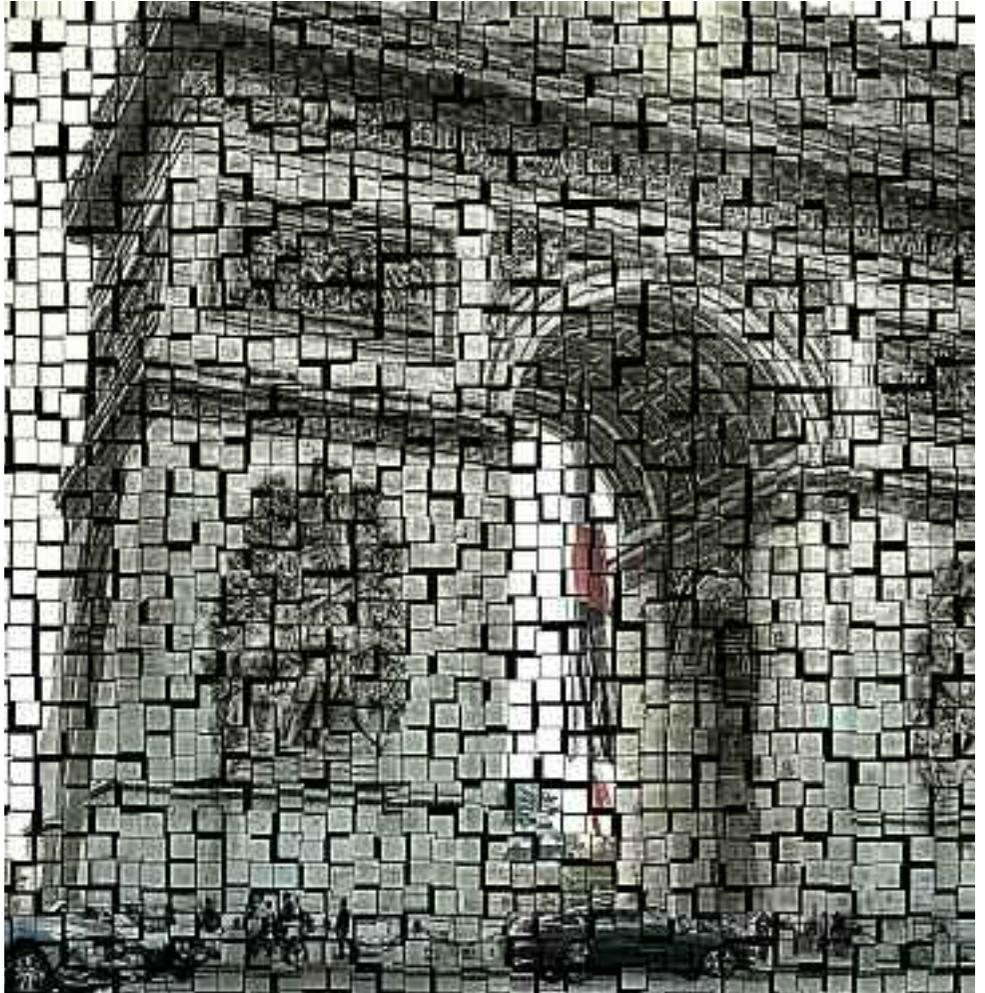
L'Arc de triomphe : une ode à la guerre

Il s'agit en fait de perpétuer le souvenir des victoires des armées françaises mais surtout les crimes et les exactions commis à travers le monde par les armées au service de capitalisme. Ce monument plus qu'imposant est un symbole de domination et de pouvoir. Donc, toutes les cérémonies qui s'y déroulent régulièrement pour célébrer la paix ne sont qu'hypocrisie. Lorsque la flamme du soldat inconnu est ranimée, il s'agit en fait de ranimer la fibre nationaliste et guerrière du peuple. D'où les défilés de militaires, l'exposition des anciens combattants ployant sous les décorations et les drapeaux bleu-blanc-rouge des différents corps d'armée et qui sont des appels à la violence et surtout pas à l'apaisement.

La décision de construire ce funeste monument a été prise par un des plus grands despotes de l'Histoire, Napoléon 1^{er} qui a porté la terreur, la désolation, la mort à travers l'Europe. Au lendemain de la bataille d'Austerlitz, Napoléon déclara aux soldats français : « *Vous ne rentrerez dans vos foyers que sous des arcs de triomphe.* » Il faisait référence à ceux érigés sous l'empire romain afin de commémorer un général vainqueur défilant à la tête de ses troupes.

L'Arc de triomphe est un bâtiment revanchard

Il représente l'Empire, la Royauté et la



République de Monsieur Thiers... La construction de l'Arc de triomphe sera abandonnée sous la restauration. Louis XVIII ne reprendra la construction qu'en 1824. En 1830 Louis-Philippe reprend la pensée initiale de Napoléon et dans un esprit de réconciliation (sic), associe les armées de 1792, sous la révolution et les armées napoléoniennes. Louis-Philippe et Adolphe Thiers, le fossoyeur des mouvements révolutionnaires, décidèrent du choix des thèmes qui figurent sur les fresques : le départ des volontaires, communément appelé La Marseillaise ; le triomphe de l'empereur ; la frise située au sommet se divise en deux parties (le départ des armées et le retour des armées).

La construction sera reprise en 1832 et achevée en 1836. Il sera inauguré le 29 juillet 1836, pour le sixième anniversaire des Trois Glorieuses... Une insulte supplémentaire aux ouvriers parisiens tombés sous les balles des militaires. Car ce bâtiment a été érigé à la gloire des militaires et surtout pas des travailleurs qui dans tous les cas (guerres, insurrections, manifestations...) ne sont que de la chair à canon...

En 1882, un quadrigé (char à deux roues attelé de quatre chevaux de front) figure sur un socle. Il représente une allégorie de la France ou de la République tirée par un char à l'Antique qui s'apprête à écraser « *l'anarchie et le*

despotisme ». C'est évident que ce monument est une incitation à la violence et montre que les dirigeants de ce monde capitaliste craignent le peuple comme le lait sur le feu. Ils ne supportent pas que leur pouvoir soit remis en cause. Les débordements du peuple sont imprévisibles, il faut donc le surveiller constamment et si besoin est, le matraquer, voire le massacrer, le tuer... Pour se justifier, les politicards ont une cette « géniale idée » d'y enterrer le cadavre d'un soldat de 14-18 (peut être bien un fusillé pour l'exemple, qui sait), le 11 novembre 1920. Ce soldat est censé représenter tous les soldats morts pour la France au cours de l'Histoire.

Ce que beaucoup de gens ignorent, c'est que le président du Comité de la Flamme (organisme quasi officiel qui gère toutes les cérémonies à l'Arc de triomphe) est le très réactionnaire général Bruno Dary, ex-responsable du service d'ordre de la « manif pour tous », proche du Front national. Mon pauvre soldat inconnu, mort pour la France ou fusillé pour l'exemple, ils se foutent de toi, mais surtout se servent de toi, pour justifier et glorifier non pas les morts mais les guerres.

Cet Arc de triomphe est tout ce qu'il a de plus guerrier. La preuve, il n'y a pas de flamme du civil inconnu. Et pourtant les civils(es) ont payé un lourd tribut : agressés, bombardés, mutilés, déchiquetés, tués, massacrés, violés, opprimés, expulsés, déportés... Pas de discours pour les civils(es) morts pendant les guerres.

Quelle connerie la guerre !

Entre les entre-deux guerres qui ne sont pas la paix, tous les fauteurs de guerre, les responsables des guerres viennent s'y recueillir aux dates anniversaires et les hypocrites y invitent les rescapés de ces guerres. Et tout ce petit monde communie religieusement au son de la « sonnerie aux morts ». Ils viennent régulièrement ranimer la flamme du soldat inconnu. Mais ils ne se rendent même pas compte de leur ineptie et de leur bêtise... Comme si le soldat inconnu allait réapparaître. c'est quasiment lève toi et marche ! *Quelle*

connerie la guerre, comme le disait si bien Jacques Prévert.

Ce lieu est devenu le rassemblement régulier de tous les va-t-en-guerre, de tous les nostalgiques des guerres coloniales, des guerres entre les peuples et y compris des guerres civiles... Il faut mater les récalcitrants et tous ceux qui refusent de se soumettre et d'obéir aux ordres. Et quoi de mieux pour revivifier l'esprit conquérant, l'honneur de la patrie, le sens du sacrifice... que de se retrouver entre anciens militaires, anciens combattants, anciens soldats (appelés) qui n'ont rien à faire en ce lieu, autour de drapeaux tricolores et écouter de la musique militaire et les discours de dirigeants politiques qui exaltent la bravoure des braves soldats qui ont donné leur vie pour la France ! Ils mentent impunément. Car, ces soldats ont cru donner leur vie pour la France mais c'est pour les industriels, les marchands de canons qu'ils sont morts, les braves.

Le capitalisme fait la guerre hors de ses frontières (les guerres mondiales) pour s'approprier les richesses des autres pays et étendre ses frontières, ou il fait également la guerre dans son propre pays contre le peuple qui remet en cause sa domination (les guerres civiles).

L'Arc de triomphe est un bâtiment synonyme de haine envers le peuple. L'Arc permet aux militaires, aux politicards et aux industriels de contenir le peuple et de justifier les guerres à partir du moment où régulièrement, on vient tous en cœur célébrer le sacrifice des citoyens, ceux d'en bas, morts pour la France (sic). Ceux qui ont la vie sauve sont heureux et n'ont pas conscience qu'ils viennent sublimer la violence et la guerre au nom de la paix (sic). Une bonne guerre de temps en temps pour supprimer un certain nombre d'individus relève de la nécessité car, trop nombreux, ils risquent de mettre leur pouvoir en danger. Des fois qu'ils réussissent à inverser le rapport des forces.

Un bâtiment maudit

Voilà pourquoi l'Arc de triomphe est un bâtiment maudit. Il suinte la haine, la violence et la mort. Il représente l'hy-

pocrisie, le pouvoir et le décervelage des peuples au plus haut point car, prétendre qu'il est un monument symbole de paix et de réconciliation, est une monumentale supercherie. Les Communards en 1871 avaient détruit la Colonne Vendôme érigée sous Napoléon pour commémorer la bataille d'Austerlitz, eh bien, l'Arc de Triomphe devrait être détruit...

Un symbole de la violence capitaliste

Les Gilets jaunes sont des gens révoltés qui ont acquis une certaine expérience de la répression sous toutes ses formes et ont pris conscience que la lutte est un combat. La violence quotidienne du capitalisme et de l'État est bien plus forte que toutes les violences qui ont lieu lorsque le peuple manifeste pour l'amélioration de ses conditions de vie et de travail. Il y a bien plus de violence et de provocation dans les marchandises abritées derrière une vitrine que le fait de la briser !

Je ne sais pas si les Gilets jaunes connaissent et savent ce que représente l'Arc de triomphe mais en tout état de cause, en investissant ce monument, ils ont dénoncé un symbole de la violence de la répression et de l'hypocrisie du système capitaliste. Que Jupiter se méfie, les Gilets jaunes, telles les femmes qui ont marché sur le palais pour aller chercher le roi le 5 et 6 octobre 1789 (le boulanger, la boulangère et le petit mitron) pourraient bien le renvoyer rapidement dans ses foyers avec la « chocolatière ».

Justhom (Groupe de Rouen)

Le monde comme il va : Être ancien combattant c'est pas facile !

Sortir vivant d'une guerre n'est déjà pas évident ni facile, surtout si on a été soldat. Les civils rescapés sont considérés comme des victimes et à ce titre reconnus. Un combattant devient un ancien combattant. Il passe de l'état d'acteur à celui de ... ? Dans un livre important récemment publié, *Une histoire de la guerre*, (Seuil 2018) un de ses auteurs parle de la difficulté pour ces individus de « sortir de la sauvagerie ». Beaucoup d'entre eux sont victimes de stress post traumatiques conséquence à la fois de ce qu'ils ont fait et de ce qu'ils ont subi. Ce qui suit montre à quel point ils gênent ceux qui les ont envoyés à la guerre. Au fond rien ne vaut un ancien combattant mort, on peut le célébrer tranquillement sans qu'il exprime son désamour comme celui qui est enterré sous l'Arc de triomphe.

USA : Le taux de chômage des anciens combattants a chuté est passé de 3% à 2.7%, selon leur ministère en 2017, alors que celui des autres parties de la société est de 4%. Mais ces chiffres cachent une autre réalité. Ils sont dix millions à ne pas avoir de travail ou à en chercher un. Selon une ONG d'ancien combattants, un tiers d'entre eux sont sous-employés. La Chambre de commerce américaine a publié un rapport où elle disait que 44 % de ces gens ont quitté leur travail au cours de la première année parce qu'ils ne se sentaient pas utiles et qu'ils devaient se battre pour trouver un sens à leur travail !

Chine : Le gouvernement chinois a inauguré, le 16 avril 2018, le premier ministère des anciens combattants de l'histoire chinoise. Il semblerait que ce soit un peu tard. Ce serait pour répondre à une série de grande manifestations d'anciens combattants qui réclament tout à la fois, une assurance santé, leur pension et les emplois qui leur ont été promis. Il y aurait eu 50 manifestations ces derniers temps dont les deux plus grandes à Pékin, où ils ont défilé en uniforme, chantant des hymnes militaires avec des banderoles revendicatives. La plupart avaient entre 40 et 60 ans. Lors de la manif de février 2017 l'un d'eux a déclaré : *nous sommes le cauchemar de la République populaire de Chine !*

Australie : L'agence gouvernementale d'études en vue d'améliorer la vie des Australiens a condamné l'Etat pour sa mauvaise gestion des anciens combattants et déclaré que tout devait être reconstruit du sol au plafond. Les 13 millions de dollars dépensés n'ont pour effet que de rendre pire la situation des anciens soldats, blessés ou malades.

France : La retraite des anciens combattants coûte cher au budget national. Là comme ailleurs il est possible de raboter. Cette retraite a été créée en 1930. L'an passé, les crédits destinés à la retraite du combattant ont atteint 741 millions d'euros, soit 3,7 millions d'euros de plus qu'en 2016. On voit les appétits bercyens s'aiguïser. Pour la Cour des comptes et Bercy ces versements sont devenus obsolètes puisque ces combattants ne sont plus des appe-

lés mais des professionnels qui bénéficient d'assurances sociales et de mutuelles et de droits à la retraite. Donc quand Macron adresse ses vœux aux armées, il leur dit en même temps faites ce que nous vous demandons et en comptez pas sur nous après. Malgré tout on trouve encore des jeunes qui pensent que l'armée est un avenir !

Bosnie : L'agence Reuters nous a appris qu'au mois d'avril 2010 la police bosniaque avait fait usage de gaz lacrymogènes et de canons à eau pour repousser des anciens combattants de la guerre de 1992-1995 qui manifestaient à Sarajevo contre une réduction de leurs pensions. Cette manifestation avait donné lieu à des scènes de violence jamais vues depuis des années dans la capitale bosniaque. La police avait tiré des grenades assourdissantes et les vitrines bordant la rue avaient volé en éclats. Le durcissement des critères d'obtention de pensions d'anciens combattants était une mesure d'austérité prise par le gouvernement de Sarajevo pour obtenir les deuxième et troisième tranches d'un prêt du Fonds monétaire international (FMI). Ben voyons !

Je crois qu'un grand mouvement social devrait avoir lieu pour faire baisser le prix de la chair à canon.

Le guetteur.



Camp d'été 2018 de la Fédération Anarchiste – Saison I, premier épisode.

De natura rerum- PART II.

La première Saison du Camp d'été de la Fédération Anarchiste qui s'est tenue l'été dernier à la Ferme Intention du village Breton de Callac a été l'occasion de nombreux et fructueux échanges regroupant fédérés, anarchistes, sympathisants et curieux. Le Monde Libertaire vous propose une série d'articles de synthèse. Ce second article complète le thème agriculture et nourriture. Les questions et interventions ont été regroupées afin d'en faciliter la lecture, et l'on ne peut totalement exclure que quelques notes personnelles y aient trouvées leur chemin, lors de la transcription puis de la mise en forme des interventions.

Dans une perspective de projet social libertaire, se posent bien sûr les questions des moyens de production et de distribution. Mais il faut nous extraire de l'injonction à nous identifier à *homo œconomicus*, ludion schizophrène enfermé dans le double rôle de producteur ou de consommateur. Il est nécessaire de réactualiser l'évidence : nous sommes des êtres vivants qui produisent et consomment, et déploient mille autres activités. Nos pratiques alimentaires sont en rapport direct – intime – au temps et à l'espace, aux saisons et aux territoires, au singulier et au collectif. On ne peut donc détacher les questions économiques de celle des modes d'alimentation, qui entraîne avec elle de larges pans de nos existences. Parmi les formes que prend le refus de la domination capitaliste se

trouvent par exemple la réactualisation de pratiques très concrètes, comme celle – ancestrale – de la cueillette, de l'auto-production, ou encore la maîtrise d'une cuisine saine et adaptée à nos besoins, à partir de produits frais ou bruts, ainsi que les méthodes de conservation résilientes et économes en énergies.

« Mais ce gâchis n'est pas qu'alimentaire, il est porteur d'un nihilisme moral »

Émergent ainsi les thèmes de la récup', du glanage voire du vol, comme des modalités de débrouilles pragmatiques tout autant que politiques. Certains squats par exemple collectent chez les commerçants la nourriture en surplus pour la cuisiner et la partager pour avec les habitants du quartier ou des migrants de passage. Inversement, une étude de rudologie – l'étude des déchets – aux États-Unis d'Amérique a mis en évidence que les membres des classes moyennes inférieures jetaient massivement les produits avant leur date de péremption. Plus massivement encore, les contraintes capitalistes et bureaucratiques de normes, de profit, de « beauté » ou encore de quotas créent mécaniquement un gâchis aberrant, estimé en France à 150 kilos par personne et par an. Ce modèle de production-distribution impose de jeter des produits consommables, fruits d'un travail dont il faut pourtant assumer le coût, et produit du gaspillage à tous les étages et à toutes les échelles. In-

dividuelle, par imprévoyance, incompetence et négligence. Et collective, pour cause de recherche du profit, de bureaucratie, de nomophilie et d'hygiénisme. Que ce soit dans les restaurants, les cantines des lieux de travail ou encore dans les écoles et les hôpitaux, le gâchis se loge partout. Mais ce gâchis n'est pas qu'alimentaire, il est porteur d'un nihilisme moral, comme on peut par exemple le constater dans le cas des écoles primaires. Sous couvert d'hygiène, et en vérité pour des raisons d'économies et d'industrialisation, l'introduction des self-services et de « la chaîne du froid » dans nombre d'écoles primaires est une source de désordre non seulement alimentaire mais aussi éducatif. La cuisine n'est plus préparée et servie sur place par des cantinières maternantes, les « mamies », qui assuraient la cohésion des tablées et le suivi bienveillant du repas de chaque enfant. Elles sont maintenant remplacées par des salariés précaires et pressurisés, s'activant invisibles derrière les étagères où sont empilées des « portions », afin d'expédier le repas dans les délais. Sans contact, ni avec les enfants, ni avec les équipes pédagogiques, ces personnes travaillant à la chaîne sont déshumanisées, et cette destruction du lien social atteint également les enfants. Livrés à eux-mêmes à un âge critique où les pratiques sociales et alimentaires se consolident, ils s'agrègent et mangent au gré de leurs pulsions : n'importe quoi et n'importe comment. Et c'est bien sûr dans l'indifférence totale d'une bureaucratie dont les seuls critères de « reporting » sont les paramè-

tres de la sacro-sainte chaîne du froid, que près du tiers des repas finit à la benne. La qualité et la convivialité ont été congelées puis broyées par une ingénierie abstraite, inhumaine. Et de surcroît, n'étant pas mesuré, le gâchis n'existe simplement pas.

« la pression du quotidien est souvent plus forte que la connaissance »

Cuisiner donc et passer à table... on tend à faire des plaisirs de la cuisine et de la table, une évidence, et à tel point que le « *Repas gastronomique Français* » est inscrit depuis 2010 au patrimoine immatériel de l'humanité ! Il est vrai que pour le plus grand plaisir de nombre d'entre nous, nous cultivons l'art et la manière de partager ensemble un bon repas, de pratiquer ce rituel qui réunit le bien manger, le bien boire et le bien converser. Le choix des mets, des vins et des convives, la précision des recettes, la décoration de la table et la mise en scène des plats, la place de chacun, les sujets que l'on aborde – ou pas – tout cela nous importe et un savoir-faire se transmet d'une génération à l'autre. Donc, plutôt un grand bonheur ! Certes... certes... mais il y a toujours un côté obscur, et *le grand bonheur, chacun le sait aussi, ça n'est pas toujours et ça n'est pas pour tous !* Pour certains, et plus souvent d'ailleurs pour certaines, c'est plutôt une lourde, très lourde contrainte, qui revient chaque jour et jusqu'à trois ou quatre fois, et qui s'alourdit encore s'il faut nourrir des enfants victimes des mirages de la malbouffe. Les plats cuisinés sont la solution capitaliste au manque de temps, parfois de savoir-faire. Plutôt que cuisiner, il suffit de payer un peu plus, de travailler toujours plus... Ces plats pourtant, c'est bien connu, sont trop gras, trop salés, trop sucrés, ingénierés plutôt que cuisinés et augmentés d'ingrédients toujours plus suspects. Cette nourriture remplit les poches des dirigeants et actionnaires d'une industrie alimentaire des plus cyniques, au prix de la forme et de la santé de ceux qui la consomment. Mais savoir n'est pas

pouvoir ; la pression du quotidien est souvent plus forte que la connaissance, et on constate que la viande, les fruits et légumes, les pains et céréales cèdent du terrain aux produits transformés et aux plats préparés. S'il est certain que le gaz et l'électrification des cuisines ont allégé le fardeau et contribué à desserrer - pour nombre de femmes - la force des chaînes qui les attachent à leur fourneau, le problème du poids et du partage des tâches ménagères reste entier. Des formes de mutualisation, de cuisines collectives peuvent contribuer utilement à en répartir la charge. La question de ce qu'on mange et comment on mange renvoie ainsi directement à celle de la mise en place de moyens partagés, conduisant aussitôt à réfléchir aux modes d'habitation, en particulier collectifs.

“Ces plats, pourtant, c'est bien connu, sont trop gras, trop salés, trop sucrés, ingénierés plutôt que cuisinés et augmentés d'ingrédients toujours plus suspects.”

Prix des produits, revenus des producteurs

Évaluée à 35% en 1960, la part de l'alimentation dans les dépenses de consommation est maintenant de 20%. Une bonne nouvelle qui n'est qu'apparente, car la part du logement est passée pendant le même intervalle de 12% à près de 30%. Cet effondrement n'a été que l'occasion d'un transfert vers les poches des banques et des propriétaires. Accepter de payer plus cher son alimentation, c'est donc assumer une vision globale de la société, comprendre quels sont les justes prix d'un logement correct et d'une alimentation saine, et quelle est la juste rémunération des producteurs. Mais les prix des aliments peuvent-ils durablement dépendre des revenus des acheteurs ? Des systèmes de mutualisation combinant argent et prix libre peuvent-ils fonctionner sur la durée sans une diversité de revenus parmi les acheteurs, pour soutenir la mutualisation par des mé-

canismes de compensation. Les AMAP¹ se sont données comme rôle de soutenir l'agriculture paysanne et redynamiser les communautés locales, cela peut donc passer aussi par des soutiens financiers. Mais on peut remarquer après des années de pratique, que les utilisateurs d'AMAP ou les sociétaires des coopératives alimentaires sont *souvent* blancs et de catégories sociales moyennes ou aisées. Comment rendre ces espaces plus ouverts et plus accessibles, comment élargir les pratiques qui fonctionnent bien ? On est en effet rapidement confronté à la question de ce que chacun est prêt à faire de son argent, mais toujours sous la contrainte dure de ce que l'on *peut* vraiment en faire. Et cette dernière considération en conduit certains directement chez LIDL, comme cela a été partagé.

Ce genre de projets, enfin, ne demande pas toutefois uniquement de pouvoir participer financièrement, mais aussi de la disponibilité en temps, et surtout, à la base, la prise de conscience de l'importance d'une forme même limitée d'autonomie alimentaire.

Des labels et des normes

A défaut d'être dans toutes les bouches le 'Bio' se trouve au moins dans tous les discours ; cette percée incontestable due, comme souvent, à l'acharnement de quelques *utopistes*, est certainement le signe d'une victoire, d'un frein mis à l'agriculture capitalo-techno-productiviste. Mais la longévité du capitalisme tient aussi à sa puissante capacité d'adaptation, et la récupération est une de ses méthodes : incorporer la contestation qu'il ne peut affronter, pour en dissoudre l'aspect subversif. Que signifie en effet le label 'bio' quand il est maintenant dépolitisé et utilisé par les grandes surfaces commerciales pour dépolluer leur image tout en augmentant leurs profits¹, tandis que dans l'ombre des couloirs de Bruxelles, leurs lobbyistes s'activent à grands frais à en dégrader la portée ?

Il ne devrait pas y avoir besoin de label 'bio' mais plutôt l'impossibilité du

non-bio, car bien avant d'être un ensemble de techniques dont la mise en œuvre est formalisée par un label, le bio est une *attitude*, une défiance vis-à-vis d'un système agro-alimentaire pour lequel nos corps ne sont que des moyens. Ce qui est choquant est qu'on tolère l'existence de cette malbouffe, et qu'on doit payer pour l'éviter, par de l'argent ou de la paranoïa lorsque l'on fait ses courses, progressivement transformées en parcours du combattant. Une petite parabole de plomberie rappelait pendant le débat que pour les authentiques producteurs bio, la mise en place de labels et de normes n'encourage nullement l'amélioration des pratiques, mais les pénalise plutôt en ajoutant de lourdes contraintes de paperasse et de bureaucratie improductive, voire contre-productive. Les contrôles réalisés sont en pratique ceux des lignes de comptes et des factures... ce qui ne garantit pas grand-chose. On peut d'ailleurs interpréter la mise en place de ces systèmes de contrôle abstraits comme un support indirect à la gentrification des campagnes, et pour les participants aux débats, manger local, connaître et côtoyer les producteurs semble, à tous points de vue, un bien meilleur moyen de garantir la confiance.

Élever des bêtes, manger la chair?

En amont même du débat sur la légitimité de la consommation de chair animale, il semble acquis que du simple point de vue de sa soutenabilité, elle ne peut être que modeste, et redevenir occasionnelle. La croissance de la population humaine qui s'accompagne d'une forme d'universalisation du mode de consommation occidental carné, issu des trente glorieuses, pose le défi des seuils écologiques. Callac se devait donc, en premier lieu, de proposer une nourriture végétarienne à celles et ceux qui se refusent à manger de la chair ou en limitent volontairement la consommation. Ce fut l'occasion de déguster et parfois découvrir des plats savoureux préparés avec art et ardeur par une équipe aux multiples talents, emmenée par deux dynamiques cuisiniers tout droit venus de Belgique.

Au-delà du difficile accès à une terre non dégradée, la surconsommation d'eau par l'élevage devient un des problèmes aigus de la production alimentaire : l'élevage représente en effet 70 % de la consommation d'eau à l'échelle mondiale. Ces bêtes en surnombre produisent près de 15% des émissions de gaz à effet de serre d'origine humaine, et l'on pourrait aligner, les concernant, nombre d'indicateurs tendant vers le rouge. Le coût énergétique et écologique de la viande nous invite donc à être très pragmatique et à questionner sans plus attendre l'apparente évidence de notre culture carnée. Et si les animaux terrestres sont les plus fréquemment mentionnés, on ne peut oublier les bêtes aquatiques. Ces *novox* absolus sont également à la peine. Nombreuses sont les recommandations, pour des questions de santé, de ne pas manger les poissons issus de la pisciculture industrielle, en particulier le saumon, mais l'on sait également que les poissons de pleine mer sont en grand danger. Conséquence d'une surpêche hors de contrôle, les bateaux vont toujours plus loin, toujours plus profond, pour y pêcher les poissons toujours plus jeunes d'un nombre croissant d'espèces. *La consommation massive de chair doit cesser, c'est un fait*, et ce sujet est d'ordre international, intimement lié au rééquilibrage de la richesse entre le nord et le sud. Alors qu'en France, après avoir explosé après guerre jusqu'à devenir bi-quotidienne la consommation de viande diminue depuis les années 80¹, la Chine a multiplié sa consommation par 7 depuis les années 1970. Si l'on raisonne donc en internationaliste, il apparaît vite que le niveau de consommation de chair des sociétés occidentales ne s'exporte pas, il nous appartient de le réviser sans plus attendre.

« *Omnivores, nous pouvons choisir ce que nous (ne) mangeons (pas)* »

Reste enfin la question éthique d'un

modèle adossé à la coercition, qui ne peut que nous interpellé en tant qu'anarchistes. Omnivores, nous pouvons choisir ce que nous (ne) mangeons (pas) ; cette liberté à un double prix, il nous incombe de l'éclairer et de l'exercer. Les historiens nous disent certes que la consommation de viande est multi-millénaire et fut un des support au développement et à la croissance de notre espèce. Mais ils nous rappellent également que l'ingestion de chair est une question qui travaille l'humanité probablement depuis que nos ancêtres ont compris la mort. Une question qui se décline selon de nombreuses dimensions, allant de la compassion pour la souffrance animale, aux croyances en diverses formes de métempsychoses, en passant par les tabous les plus variés imposés par les autorités religieuses. Les religions bien sûr se sont emparées de la chair, inventant et imposant aux crédules un fatras d'interdictions plus farfelues les unes que les autres : pas de porc ici, pas de vache là-bas, ou encore interdiction du mélange de viande et de lait, la liste est très longue... On l'a un peu oublié, mais les catholiques n'ont pas été de reste, interdisant au gré des bulles papales la consommation du lièvre (trop lubrique), du cheval (trop proche), ou encore imposant le poisson le vendredi (en mémoire de la Passion du Christ) et l'agneau de Pâques (en mémoire de sa « résurrection »...). Travaillant à définir et pratiquer la « vie bonne », les philosophes n'ont pas non plus été de reste. Il y a plus de vingt-cinq siècles, la secte des Pythagoriciens était végétarienne et nombre d'écoles philosophiques ont pris position contre l'ingestion de chair¹. Ce sujet, à la fois intime et public, toujours plus prégnant, a donc toute sa place dans la culture et les espaces anarchistes. Pour le dire autrement, il n'est pas besoin d'endosser les habits de l'antispécisme¹ pour compatir à la souffrance animale et en tirer des conclusions sur son alimentation ; pour constater que *la domestication des animaux n'apporte que bien rarement le bénéfice mutuel d'une relation symbiotique, mais repose le plus souvent une relation de domination*



mobilisant, selon les espèces, un mélange peu ragoutant d'argent, de ruse¹ et bien sûr, de force. La perception d'une forme de continuité enfin, entre l'exploitation animale et l'exploitation humaine, incite également à se poser la question de son abolition. A part quelques précurseurs¹, le projet social anarchiste, largement imprégné de l'humanisme des Lumières, s'est longtemps satisfaisait d'être celui d'une société humaine fraternelle, préservée des nuisances de l'argent et du pouvoir – *les femmes souvent et les animaux étaient repoussé aux marges.* Mais un nombre croissant d'entre nous semble penser qu'il faut aller au-delà et qu'il nous faut doréna-

vant explorer sans manichéisme ni bondieuserie, mais à la lumière de ce que nous rapportent les scientifiques, ce que serait une société juste pour tous les êtres sensibles. Pour certains, il faudrait que les anarchistes deviennent végétariens ou végétans, d'autres semblent hermétiques à cette position et n'envisagent pas de se passer de chair. Une difficulté ici, est que l'on ne peut se satisfaire d'une position de principe, on ne peut se payer de mots. Il faut aussitôt assumer les conséquences dans sa vie quotidienne et cesser de manger les animaux, ou au moins d'en réduire très sérieusement la consommation. Ce débat, parfois très passionné, mérite

d'être poursuivi, sans perdre de vue toutefois – et cela a été répété – que c'est le bien des sociétés humaines qui fonde notre objectif commun.

De nombreuses autres questions ont été évoquées mais non développées dans ces discussions, telles que la question des rapports entre les salarié.e.s agricoles et les paysan.ne.s ou encore celles de l'agriculture urbaine et de l'alimentation de villes de plusieurs millions d'habitant.e.s. La suite l'année prochaine !

– Les débatteurs de Callac, réinterprétés par Nuage Fou, Paris.

Elle serait là, si lourde

Elle serait là, si lourde
 Avec son ventre de fer
 Et ses volants de laiton
 Ses tubes d'eau et de fièvre
 Elle courrait sur ses rails
 Comme la mort à la guerre
 Comme l'ombre dans les yeux
 Il y a tant de travail
 Tant et tant de coups de lime
 Tant de peine et de douleurs
 Tant de colère et d'ardeur
 Et il y a tant d'années
 Tant de visions entassées
 De volonté ramassée
 De blessures et d'orgueils
 Métal arraché au sol
 Martyrisé par la flamme
 Plié, tourmenté, crevé
 Tordu en forme de rêve
 Il y a la sueur des âges
 Enfermée dans cette cage
 Dix et cent mille ans d'attente
 Et de gaucherie vaincue
 S'il restait
 Un oiseau
 Et une locomotive
 Et moi seul dans le désert
 Avec l'oiseau et le chose
 Et si l'on disait choisis
 Que ferais-je, que ferais-je
 Il aurait un bec menu
 Comme il sied aux conirostres
 Deux boutons brillants aux yeux
 Un petit ventre dodu
 Je le tiendrais dans ma main
 Et son cœur battrait si vite...
 Tout autour, la fin du monde
 En deux cent douze épisodes
 Il aurait des plumes grises

Un peu de rouille au bréchet
 Et ses fines pattes sèches
 Aiguilles gainées de peau
 Allons, que garderez-vous
 Car il faut que tout périsse
 Mais pour vos loyaux services
 On vous laisse conserver
 Un unique échantillon
 Comotive ou zoizillon
 Tout reprendre à son début
 Tous ces lourds secrets perdus
 Toute science abattue
 Si je laisse la machine
 Mais ses plumes sont si fines
 Et son cœur battrait si vite
 Que je garderais l'oiseau.

Boris Vian



Importance et limites de la technocritique

Technique : un savoir faire, notamment de procédés de fabrications. Par extension le terme en est venu à désigner le résultat de l'activité humaine visant à produire des moyens d'atteindre d'autres fins. Du marteau aux databases en passant par la caméra, tout cela rentre dans le cadre de ce qu'on appelle « techniques ».

Qu'est-ce que la technocritique ?

La technocritique est un courant intellectuel important de la deuxième moitié du XX^{ème} siècle. Elle a été portée par des gens aussi divers – et sans volonté de tous les citer – que Ellul, Illich, Anders, Huxley, et plus récemment *Le comité invisible* ou le collectif *Pièce et main d'œuvre*, ou encore, de façon plus descriptive et académique, François Jarrigue, en France. On peut résumer l'idée générale de la technocritique comme une critique de l'idée d'un progrès technique irrémédiablement tourné vers le bien des individus. Le progrès technique est compris dans ce cadre comme une idéologie au sens complet du terme, un ensemble d'idées faisant système, qui se révèle non seulement dans le rapport à la machine mais aussi plus largement aux formes de pensées qui émergent dans la société industrielle (rationalisation, automatisation, organisation du travail etc.). Chez Ellul par exemple le système technicien est autant le système des techniques qu'une rationalité générale qualifiant l'époque dans laquelle nous nous trouvons. En cela la technocritique est liée à une critique du capitalisme et du productivisme plus généralement – donc par exemple du socialisme réel. Si on considère par

exemple avec Ellul que la plus grande technique jamais inventé soit la bureaucratie et l'administration de l'Etat-Nation alors la technocritique est avant tout une philosophie politique contestataire, compatible avec l'anarchisme.

Les enjeux de la technocritiques

Les techniques et les technologies, ne faisons pas de distinction ici, en suivant la contestation de Ellul dans *Le système technicien*, entourent l'homme depuis longtemps. Chez certains anthropologues, au premier rang desquels Lévi-Strauss, la technique est ainsi une médiation nécessaire entre nature et culture, permettant l'émergence d'un monde humain. Quoi de mal à cela ? Il semblerait bien que la technique soit consubstantielle à tout agir humain sur son environnement. Pour autant les techniques n'ont jamais été aussi développées et omniprésentes qu'aujourd'hui ; les réseaux sociaux, les techniques de communication et d'information, les dispositifs de contrôles (caméra, puces, etc.) et de recueil de données, font partie – parfois de façon inaperçue- de notre quotidien. Elles se sont incrustées dans notre vie de façon bien plus envahissantes que le verre d'eau nous servant à ne pas boire avec les mains ou le marteau qui nous sert

à planter des clous. Ces techniques ont passé un seuil d'élaboration et de diffusion qui rend le rapport à l'homme absolument différent : elles participent d'un monde complexe, de plus en plus complexe, ou le rapport d'utilisation s'est inversé, ce ne sont plus seulement (bien que cela soit difficile à nier qu'ils le fassent aussi) les individus qui utilisent les techniques pour arriver à leurs fins, mais aussi les techniques qui encadrent, forment et structurent les comportements individuels. Le propre de ce qui est pointé par la technocritique est une inversion fin-moyen : ce que nous avons produit pour servir nos fins s'autonomise pour contraindre notre action plutôt que la faciliter. Ce rapport de co-constitution n'est certes pas nouveau mais prend une ampleur particulièrement importante dans nos sociétés où le contrôle technique échappe très largement à une très large partie de la population et ne pourra certainement jamais être repris en main efficacement au vu de la complexité grandissante des dispositifs. Le principe d'un développement complexe étant qu'il croît de façon exponentielle. Même les experts du domaine sont amenés à être de plus en plus nombreux et spécialisés, de telle façon que le système d'ensemble demeure dans son entièreté incompris.

Le discours commun nous promet abondance et bonheur grâce à la technique, nous soulageant de tous les maux : moins de travail, moins de pénibilité, plus de rapidité, de performance. Bien sûr ce discours est trompeur. Les technologies sont produites et conçues à des fins économiques, dans le cadre capitaliste, qui ne vise en aucun cas l'émancipation des

travailleurs. Lorsque des travaux sont remplacés par des machines ce n'est pas pour que les machines produisent de la valeur *pour* des travailleurs, qui pourront alors jouir tranquillement d'une certaine oisiveté – comme le pensaient certains ingénieurs des années 1960 qui espéraient la réduction du temps de travail – mais *à leur place*. Cela signifie que l'irruption de la technique ne produit rien de moins que la réorganisation du travail. Certes elle ne « détruit » pas nécessairement des emplois, comme on l'entend parfois, mais elle réorganise en permanence le marché du travail, avec de nouveaux besoins à pourvoir, de nouveaux types de travaux, demandant une formation spécifique. Dans ce cadre le rythme de l'innovation produit un processus de nécessité de la réadaptation continue des êtres humains. L'innovation est donc à la fois tout autant une opportunité de profit pour le capitaliste qu'une structuration de l'environnement social des individus. En cela la technique est totalement intégrée dans la logique capitaliste d'une innovation permanente visant à constituer des individus réactifs et adaptés aux besoins et évolutions du marché.

La conclusion de tout cela c'est que la technique n'est pas neutre (quoi que le terme de neutralité puisse vouloir dire). Car il n'existe pas une essence de la technique qui existerait par soi en dehors de ses relations constitutives, c'est-à-dire les relations sociales et matérielles qui sont le moteur de sa production. Ceux qui tiennent le discours d'une technique qui pourrait, telle la main – elle aussi une « technique » au sens d'un outil en un sens – faire le bien, une caresse, ou le mal, un coup, croient en l'existence idéale de la technique en soi. Tout usage est orienté, toute technique est prise dans un réseau de rapport de pouvoirs et de forces qu'il faut mettre au jour. Les techniques sont nées et se sont développées dans un rapport au politique et au gouvernement. La science du gouvernement s'est spécifiquement appuyé sur des technologies gouvernementales, la statistiques, les dispositifs de

contrôles, permettant de surveiller et de contrôler les populations. Bref la technocritique est salutaire car elle consiste à mettre en avant un problème majeur du monde contemporain, le problème des techniques et de leur nature politique, tout en mettant également en avant les mythes qui l'entourent (la « dématérialisation » est consommatrice en énergie et en composants, et donc pas écologique ; elle n'est pas « neutre » ; elle ne vise pas une société sans travail etc.).

On se doit donc d'aller plus loin que certaines critiques facile sur la technocritique, la qualifiant de « réac » (elle refuse le progrès technique), d'irrationnelle (elle ne comprend pas ce dont elle parle) ou de conservatrice (revenir à une société primitive).

Limites et ambiguïtés de la technocritique

Cette importance des questionnements sur la technique ne doit pas masquer les confusions, les obscurités et les ambiguïtés du discours technocritique, ainsi que les limites propres à son positionnement. Il est important cela dit de noter qu'il n'y a pas un mouvement technocritique, mais une multitude, diversifiée, qui disent des choses différentes, une fois le consensus exprimé plus haut. Les arguments qui suivent ne pourront pas ainsi viser « la » technocritique dans son ensemble.

Un fond idéologique parfois problématique

Chez les plus extrêmes la technique est vue comme une nouvelle tyrannie, une dépossession de soi, d'un être-au-monde, reprenant un vocabulaire classique de la philosophie allemande de la moitié du XX^{ème} siècle. Bien des discours technocritiques sont hélas hérités de la pensée du philosophe Allemand Heidegger. Le discours heideggerien, voyant dans la technique un arrondissement de l'être, en gros un moyen de masquer l'essence des choses, et faisant de la technique l'ultime danger de la civilisation, mène à une distinction entre la « réalité » qui serait masquée par les

technosciences et la vie aliénée des individus. Il s'agirait alors de se désaliéner en revenant à des entités immatérielles – parce que le principe de la technique c'est de réduire l'être à ce qui est mesurable techniquement – qui mènent bien souvent les technocritiques vers le mysticisme – par exemple Ellul qui considère que la solution est la foi protestante, ou plus largement nombre de technocritiques actuels qui flirtent avec des croyances mystiques (électrosensibilité, retour à des pratiques spirituelles douteuses etc.). Selon cette tendance, incarnée par Ellul, il serait vain de critiquer le capitalisme ou le système matériel de production des techniques, parce que la technique en soi serait mauvaise. On retrouve ici à mon avis une ambiguïté d'une partie des discours technocritiques qui sont amenés à ré-essentialiser la technique après l'avoir matérialisé dans des processus de constitution sociaux. La technique n'est pas neutre parce qu'elle est toujours orientée dans un usage spécifique, mais en revanche elle est toujours mauvaise parce que c'est son essence de nous tyranniser en tant qu'humain. Il y a ici un saut logique que nous ne pouvons que difficilement franchir. Cela s'accompagne donc d'un flou définitionnel sur ce qui vient distinguer l'outil, la technique, les technologies numériques et sur le passage de l'un à l'autre : quand est-ce que « l'aliénation » commence, à quelles conditions ? Jusqu'où mener la décroissance ? Si on voit bien la cible principale (la technoscience, pour reprendre une expression couramment employée), il nous semble que les discours technocritiques ont tendance à faire porter leurs critiques plus largement.

Que combattre ?

Définir ainsi la technique comme produite dans des rapports qui sont nécessairement orientés puisque ces rapports sont des rapports de domination matériels, c'est finalement relier la critique de la technique avec la critique d'un mode de production. Celui-ci peut être capitaliste ou plus largement

productiviste, mais aussi, au vu de l'importance du discours sur la surveillance, le contrôle des données etc., centralisé et étatiste. Ce qui est important dans la technique c'est alors la question du pouvoir : le pouvoir qui est octroyé à ceux qui possèdent, par exemple ceux qui possèdent les informations, qui peuvent structurer l'architecture de nos choix et de nos envies sur internet, qui peuvent nous suivre à la trace, qui peuvent nous retrouver, nous surveiller, nous arrêter, nous dominer et nous opprimer. En cela la société technicienne est consubstantielle d'un mode de production recherchant effectivement « l'efficacité maximale ». En revanche si on définit la technique comme en soi aliénante, indépendamment de tout contexte, on est amené à lutter contre une technique essentialisée, allant potentiellement de l'outil au réseau le plus complexe. Mais comme vous le voyez je ne suis ici pas mesuré puisque ma position est que « la technique » n'existe qu'au sein d'un nexus de relations constitutives qui la produisent, et donc que la pensée d'une technique en soi n'ayant pas de sens il est absurde de critiquer « la technique » comme ayant une nature intrinsèque

masquant la réalité du monde dans lequel nous vivons.

Bref quel est l'ennemi exactement ?

De plus bien souvent la centralité de la technique dans le discours technocritique conduit au remplacement des grilles de lecture. Pour le collectif pièce et main d'oeuvre la technique est le problème stratégique central. On abandonne ainsi les concepts marxistes ou libertaires d'exploitation, de classes ou de capitalisme pour utiliser des concepts plus flous, moins bien définis, et peut-être moins efficaces conceptuellement.

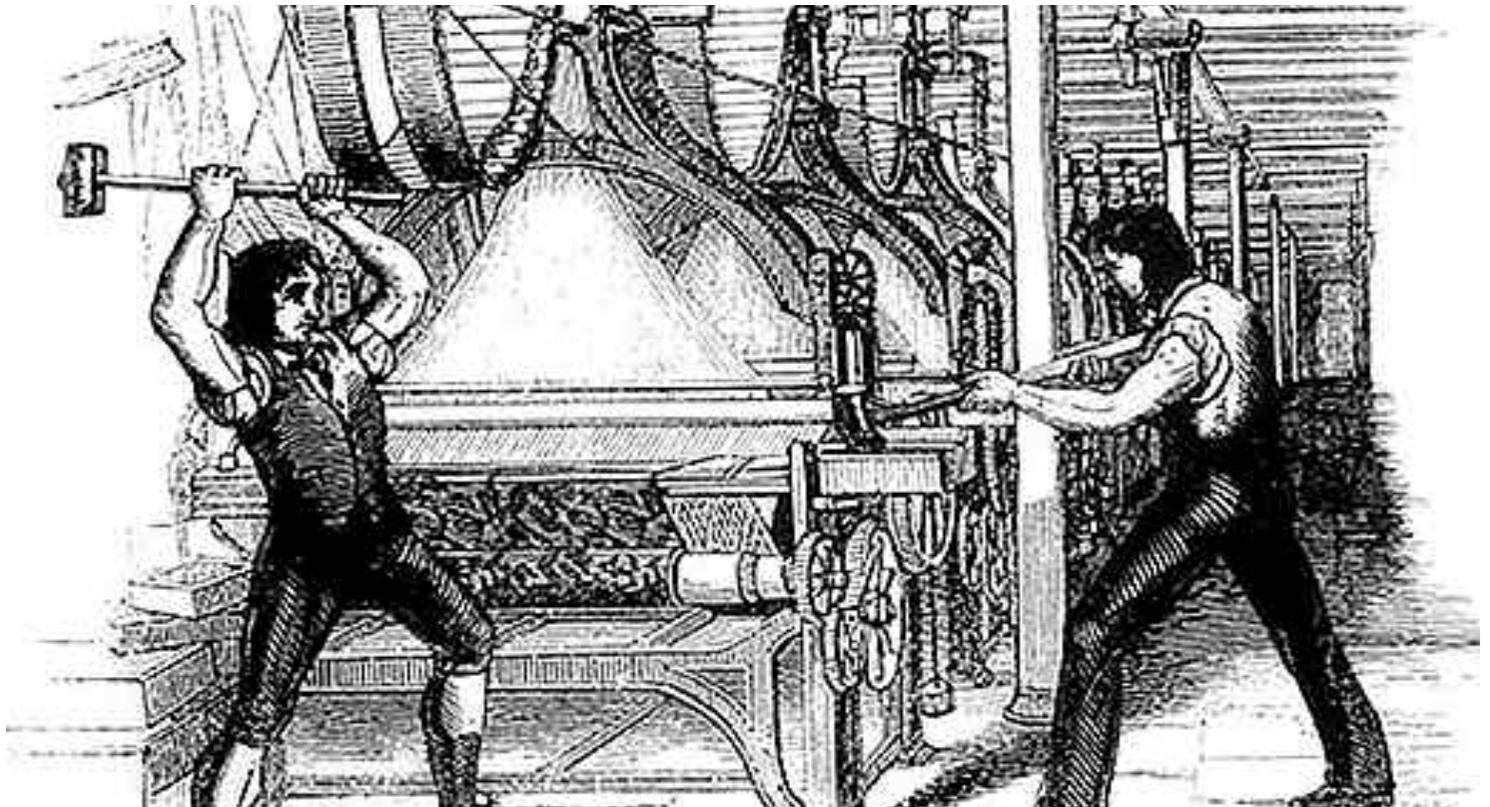
Les stratégies militantes.

Enfin une limite importante du discours sur la technique consiste dans les solutions proposées. Si le diagnostic est généralement intéressant, les propositions sont souvent désordonnées. Faut-il lutter individuellement en refusant de se mettre sur les réseaux sociaux, d'acheter des smartphones ou autres innovations ? Cette solution nous paraît vaine sur bien des points, notamment que d'un point de vue stratégique il est parfois préférable d'avoir tort avec tout le monde que d'avoir raison seul

dans son coin, ne serait-ce que pour pouvoir effectivement discuter avec les autres. Très souvent le discours technocritique se contente d'une forme de moralisation : « comment pouvez-vous ne pas vous apercevoir de votre aliénation ? ». Bien évidemment sans mettre au jour les conditions socio-économiques sous-jacentes à l'acceptation de la technique dans le monde contemporain cette question n'a que peu de chance d'aboutir à une prise de conscience quelconque.

Bref dans tout mon propos, de la définition de la technocritique aux arguments portant sur la nature de la critique aux ambiguïtés et difficultés pointées un fait revient sans cesse : la nécessité de prendre en compte la technique non pas comme un fait isolé mais comme un élément d'une structure de production et de consommation plus générale. Sans cette prise en considération et intégration dans un projet politique luttant contre le pouvoir et la domination plus largement la technocritique ne peut cesser de m'apparaître un peu stérile.

Wax



Technologie qu'en faire, et comment ?

Sciences et technologies sont le cœur battant de la modernité. Soutenues par L'État, financées par le Capital, imaginées par les scientifiques, façonnées par les ingénieurs et imposées à tous, elles façonnent notre monde et nos représentations. Le retour de la science porté par les Lumières nous a libéré du poids des religions et des communautés d'appartenance. Les effets de la technologie issue des nouvelles connaissances sont bien réels, pour augmenter notre confort, améliorer notre santé et déployer notre mobilité. Toutefois on peut considérer que la baguette magique est aussi maudite, qui transforme en ressource tout ce qu'elle touche, qui assèche toujours plus notre relation au monde, aux autres et à nous-mêmes. Le monde de la technologie est devenu celui du Capital et de l'ingénieur, l'efficacité est sa seule boussole, l'optimisation son unique objectif. Il est vital de le repenser et d'en reprendre possession !

En ces temps d'accélération, il est utile de revenir à la source et questionner l'essence de notre addiction à la technologie. Cette question est première, et l'histoire nous a légués de nombreux mythes qui la travaillent, dont ceux de la Grèce classique, qui systématisa tant d'éléments constitutifs des sociétés européennes. Nul n'est besoin de « croire » à ces récits du monde, de gober telle doxa religieuse ; ces ressources affinées au fil des siècles, sont tout autant libres de croyances que de droit. Nous choisirons ici le mythe de Prométhée qui nous semble éclairer justement nos interrogations contemporaines relatives à la science et à la technologie.

Naissance bricolée de l'animal technologique

Peu nombreux et immortels, les divins occupants du Mont Olympe sombrent dans l'ennui. Ils demandent alors aux deux frères, Épiméthée et Prométhée, de créer les animaux. Tandis que Prométhée s'affaire à donner forme aux hommes à partir de blocs d'argile, son frère, plus pressé d'en finir, bâcle un peu le travail. Il crée les autres bêtes et leur attribue sans trop y réfléchir, dents, griffes, fourrure, carapace, poils ou plumes, etc. la vitesse, la férocité, la ruse ou l'entraide sont attribués aux bêtes nouvellement créées. Et à tel point que lorsque Prométhée a terminé son œuvre, il ne reste plus de qualités disponibles pour les humains ; toutes ont été attribuées ! Prenant sa créature en pitié, le titan s'enhardit et vole à Héphaïstos le feu, et à Athéna l'art. Le feu fournira à l'homme la maîtrise de l'énergie, tandis que les arts lui permettront d'inventer des objets, de créer musiques et poèmes, et in fine, déployer l'enquête scientifique. Ainsi naît la technologie, association de la science et de la maîtrise de l'énergie.

Le mythe nous dit que nous sommes *L'animal technologique*, pour survivre et nous reproduire nous imaginons et fabriquons nous-mêmes les succédanés des qualités et des ressources dont la nature ne nous a pas dotés. Si l'on veut distinguer l'homme des autres bêtes, c'est ici – et nos sociétés contemporaines le démontrent bien – qu'il faut regarder. Si, l'on reconnaît maintenant que, des termites aux grand-singes, en passant par les castors ou les oiseaux, nombre d'espèces ont développées des techniques, et pour certaines plutôt complexes, on constate également que, par son ampleur et sa sophistication, la

production technologique humaine est sans commune mesure avec celle des autres espèces ; la différence est massive et d'ordre qualitatif.

Il faut donc une suite au mythe... Platon qui le reprend nous dit ceci. *Les hommes ont en fait utilisé ces merveilleux pouvoirs pour se détruire, fabriquant des armes funestes qui endeuillent les destins et détruisent les communautés. Voyant cela, Zeus réunit l'assemblée des Dieux, afin de diagnostiquer le problème et concevoir une solution. Le diagnostic est rapide et sans ambiguïté : ces hommes manquent du sens de la mesure et de celui de la justice. L'Hubris – la démesure – est le problème des hommes, et l'injustice celui des sociétés humaines. En guise de remède, les Dieux décident alors d'offrir deux nouvelles qualités au humains : pudeur et respect de chacun, et sens de la justice. Et surtout, ils insistent : tous doivent en être dotés et tous devront être mobilisés pour organiser la vie de la cité.*

Platon nous dit ceci : seule la société prise dans son ensemble peut comprendre les bénéfiques et les risques de la technologie et peut décider de ses usages pour le bien tous. L'attribution du sens de la mesure et de la justice à tous, plutôt qu'à quelques groupes spécialisés, installe les conditions de possibilité de la démocratie. Chaque citoyen peut et doit contribuer à la définition des règles qui régiront la cité et en particulier de celles qui y feront entrer telle ou telle technologie. Pour le dire autrement Platon affirme que *la possibilité de la technologie crée la nécessité de la démocratie*. Une démocratie directe, bien sûr, car des représentants professionnels, fussent-ils élus, auraient tôt fait d'accroître leurs pouvoirs et les avantages

qu'ils en retirent. Une démocratie *informée*, bien sûr, car se reposer sur les recommandations d'experts rassemblés en comités, ne mènerait qu'à une épistémocratie, produisant aussitôt de nouveaux biais en faveur, cette fois, des « sachants ». La technologie est consubstantielle à la nature humaine et depuis la première pierre lancée, notre corps – nos mains et notre cerveau – s'est progressivement spécialisé pour imaginer et fabriquer des artefacts. Le fameux dessin de l'« homonculus » qui représente l'importance de chaque élément du corps dans le cerveau le montre bien : nous sommes *Homo Faber* ; on ne peut être absolument contre la technologie. Nous sommes *Homo Faber*, et notre destin est de devenir *Homo Politicus*.

Technologie et concentration du pouvoir

Nous sommes condamnés à maîtriser la technologie ou disparaître. Il nous faut comprendre ses effets indirects et ses coûts cachés, discerner ce que ses usages nous font perdre et les dangers qu'elle nous fait encourir. Il nous faut mettre en place l'organisation sociale nous permettant de décider selon les cas, de la mobiliser pleinement, de la contrôler vigoureusement, ou de l'exclure de nos existences. L'énergie nucléaire par exemple, toujours aussi mal maîtrisée et nécessairement hyper-centralisée, nous fait courir un risque existentiel, il faut l'abolir. La chaussure par contre, avec sa semelle, améliore notre confort, mais amoindrit notre contact avec le monde. Si l'on peut douillettement vouloir se chauffer, il peut être également utile à notre équilibre psycho-physique de marcher pieds nus lorsque que cela est possible, afin de maintenir un contact direct avec une réalité qui nous constitue. C'est ce que font par exemple nombre de néo-zélandais. Le sujet nous semble donc être celui de la confiscation de la technologie par la classe dirigeante : la technologie qui augmente notre puissance d'agir, peut aussi la concentrer.

Certaines technologies produisent une asymétrie de pouvoir entre ceux qui la possède et ceux qui n'y ont pas

accès. Ainsi la matière symbolique dont est faite le langage, et dont le rôle premier a été de magnifier notre vie commune et nos capacités de coopération, a été travaillée par les démagogues¹ afin de mobiliser l'énergie collective au service de leurs propres objectifs ; ainsi l'argent et l'écriture ont rendu possible une accumulation des richesses et du pouvoir sans précédent ; ainsi l'invention des hoplites et de la phalange¹, en Grèce classique, a rendu possible l'empire athénien ; ainsi le précédent millénaire a vu l'Europe, forte de ses vaisseaux et de ses canons, envahir, asservir puis coloniser nombre de peuples et territoires sur plusieurs continents. La liste est bien longue, mais l'énumérer ne mène nulle part ; il nous semble qu'il soit vain de nous en prendre à la technique – en tant que telle – mais qu'il faille plutôt réellement devenir *Homo Politicus*, organiser la cité de telle façon que chacun, chaque communauté, soit à même de comprendre ce qui vient, de dire ce qui est bon et ce qui ne l'est pas et de choisir ce qui est à prendre et ce qui est à laisser.

Technologies de la force : essor des Etats

Les territoires gérés sur le mode stato-capitaliste, nous semblent au contraire cumuler toutes les difficultés et exposer leurs populations à tous les dangers. S'il doit malgré tout prendre soin de sa population qui peut parfois le contraindre à se soucier de son bien être, l'état est avant tout une construction belliqueuse. Jaloux de ses frontières, il est également avide d'étendre son emprise et doit entretenir une force d'attaque efficace et obéissante. L'agressivité de l'OTAN, par exemple, démontre que les 50 millions de morts de la dernière grande guerre et la stabilisation d'une large partie des frontières européennes n'ont pas conduit au désarmement. Les militaires le savent depuis bien longtemps, la technologie peut décider de l'issue d'une guerre. Aux USA, premier marchand d'arme mondial, c'est l'armée qui décide des directions scientifiques et initie les premières expérimentations techniques. En France la Direction Générale des Armements fi-

nance nombre de travaux de recherche et bourses de thèse. Ce sont les recherches en physique théorique qui ont ouvert la voie à la folie atomique, et c'est à la demande des scientifiques que les militaires étasuniens ont financé les recherches conduisant à l'horreur nucléaire. *Trop habitués*, nous ne voyons plus cette situation monstrueuse: nous vivons dans un monde où il ne suffit que d'une personne, un chef d'Etat un peu plus détraqué que ses collègues, pour déclencher le grand holocauste. L'Etat et ses militaires utilisent en premier lieu la technologie pour tuer le plus vite et le plus grand nombre possible et ils n'auront pas de limite, même si parfois, à la mort, il préfèrent *la terreur* : Hiroshima, Nagasaki. On peut deviner la formidable puissance des lobbies militaires étasuniens et de leurs complices européens dans l'incroyable silence qui recouvre cet acte de terreur pure. Ce massacre de masse sans aucune comparaison dans l'histoire est le « grand oublié » de la dernière guerre et des procès relatifs aux crimes contre l'humanité. C'est comme s'il n'avait jamais eu lieu...

Du côté de la police, la situation n'est guère meilleure. Alors que sous couvert d'anti-terrorisme, les Etats détricotent les lois qui protègent leurs citoyens contre l'arbitraire, ils accélèrent le développement et la diffusion des technologies d'intelligence artificielle leur permettant de les surveiller, contrôler et si nécessaire emprisonner. Deux pays particulièrement avides de technologies sont les révélateurs de ce qui vient : la Chine qui a automatisé la surveillance des personnes, et des espaces publics, qu'ils soient physiques ou virtuels, pour reconnaître, fichier, classer et maintenant noter ses citoyens, et Israël qui fait de même pour exercer un contrôle toujours plus précis sur une catégorie de sa population : les Palestiniens. Les USA bien sûr ne sont pas de reste, dont la police des frontières utilise les technologies de reconnaissance faciale d'Amazon ou Microsoft pour faire la chasse aux immigrants venus du Mexique et d'Amérique Centrale. Mais si ces pays, parmi les plus agressifs, sont justement critiqués et mon-

trés du doigt, ils ne représentent que la fine pointe d'un mouvement qui verra nombre d'états déployer sans vergogne les technologies de la surveillance de masse. Si elle est en retard, la France n'est pas non plus de reste, avec par exemple le nouveau déploiement du système de contrôle des frontières Parafe à base de reconnaissance faciale ou encore les premières expérimentations du même type dans certains commissariats de Lyon. Le cadre légal est maintenant en place et tandis que l'efficacité de la technologie croît chaque mois, son coût diminue d'autant. *Quel chef*, bien conscient de son manque de légitimité, de la colère et de la capacité de résistance de la population, refusera de déployer un panoptique qu'il n'aurait même pas osé rêver ?

Aucun.

Technologies du muscle: naissance du capitalisme

A coté de l'État – concentration de la force – le capitalisme – concentration de l'argent – est l'autre moteur de la technologie. C'est grâce à la technologie que le capitalisme a pris son essor au dix-neuvième siècle. La « Mule Jenny », inventée en 1779 en Angleterre pour automatiser le filage, a initié le mouvement de destruction de l'artisanat brutalement remplacé par les cauchemardesques usines de l'industrie qui s'inventait. Cette machine qui faisait le travail de dizaines d'artisans a scellé l'alliance des entrepreneurs et des capitalistes. L'entrepreneur qui manquait des fonds nécessaires à l'achat des machines et à la construction des usines allait tendre sa sébile aux détenteurs de capitaux qui ont vite compris les énormes profits qu'ils pouvaient amasser avec cette invention. En 1789, dix ans après son invention, l'Angleterre en comptait plus de 20 000 et la France déjà près de 7000. La machine avait déjà causé un niveau de destruction sociale difficilement imaginable. L'énorme et violente révolte des Luddites a duré des années, mais les artisans qui de nuit détruisaient les machines à coup de masses n'ont pu arrêter le tsunami. Le bris de machine fut vite puni de la peine de mort, et le dé-

ploiement massif de l'armée accompagné de « procès » collectifs n'auront eu raison de la détresse des artisans qu'au prix de près de six ans d'une véritable guerre civile. La puissance militaire de l'état associée à la force du profit alimentée par la productivité des usines, s'est avérée irrésistible. Elle était le fruit d'une automatisation des plus cyniques rendue infiniment profitable par l'exploitation sans vergogne des nouveaux prolétaires.

Technologies de la pensée: accélération du capitalisme

A peine deux siècles plus tard, c'est maintenant l'Intelligence Artificielle, fille illégitime de l'informatique et des neurosciences, qui est l'occasion d'une nouvelle et radicale course à l'automatisation et aux profits. Propulsée par l'Internet, le web et les mobiles, sa technologie profite d'une quarantaine d'années de recherche et d'ingénierie ayant conduit à l'informatisation des sociétés. Travail, information, jeux, loisirs et interactions sociales, l'informatique est partout et l'emprise de la digitalisation du monde ne fait que croître. Poursuivant le travail de cartographie des premiers géographes, le « digital » crée et met à jour en temps réel quantités de cartes actives et interactives qui *représentent et doublent* nos mondes physiques, et peut-être un jour en prendront la place. Ces artefacts imaginés par les scientifiques sont la matière première d'une nouvelle vague d'innovation, à laquelle le capitalisme s'est vite adapté, inventant au début des années 80, le « capitalisme d'innovation » qui injecte maintenant des centaines de milliards dans la course à la technologie. Parmi les dix premières capitalisations boursières mondiales, seule la dernière est une « pharma », sept sont des pionniers de l'intelligence artificielle, tels Amazon et Alphabet aux USA ou Alibaba et Tencent en Chine, et les deux restantes sont des hydres de la finance également pionnières dans l'utilisation de ces technologies. Le bras armé de ce nouveau capitalisme, le « capital risque », finance ce que l'on nomme « l'écosystème de l'innovation » qui réunit sous son ombrelle scienti-

fiques, entrepreneurs et ingénieurs, afin de les propulser dans une course sans cesse accélérée à l'innovation technologique, elle-même en cours d'industrialisation. L'entreprise est devenue le produit, et sa finalité, secondaire, n'est plus qu'un mal nécessaire ; il suffit de faire du neuf, de l'inédit.

Technologie et Startups nations sans frontières

Devenue « startup », l'entreprise n'est plus qu'un simple support, il ne s'agit que de l'acheter dès son plus jeune âge – c'est le rôle du « Seed Capital » – de la faire croître ensuite, avec du « Development Capital », puis de la mondialiser au plus vite avant ses inévitables concurrents, en y injectant les centaines de millions ou les milliards du « ScaleUp Capital », pour la revendre ensuite avec une forte plus-value. Quand aux grands groupes industriels, structurellement incapables d'innover, ils s'organisent pour cueillir les fruits mûrs : ils nomment des « directeurs de l'innovation », créent des « innovation labs », favorisent « l'intra-preneuriat », et mobilisent surtout millions ou milliards pour acquérir – puis le plus souvent étouffer... – les startups qui les sauveront peut-être de leur bureaucratie immobiliste. Le capital est aux startups ce que les stéroïdes sont aux body-builders, et les entrepreneurs sont équipés d'ocillères. L'unique objectif est « la sortie », la vente au plus haut prix de l'entreprise, par entrée en bourse ou cession à un grand groupe. Et cet argent diffuse largement au sein de l'écosystème ; en amont des startups, les scientifiques trouvent l'accès à des contrats leur permettant de compenser des dotations étatiques, jamais assez importantes par rapport à leurs ambitions. Les entrepreneurs y trouvent un mélange d'aventure et de liberté inexistant dans les grands groupes, et pour un nombre croissant, l'occasion de faire fortune au prix de cinq à quinze ans de travail acharné. D'autres, plus proche de l'état d'esprit des inventeurs, veulent démontrer au monde la valeur de leur « vision », montrer que seuls contre tous, *ils avaient raison*. Les ingénieurs, enfin sont pour nombre d'entre eux, profon-



dément formatés à se penser « l'élite » du pays. Conditionnés tout au long de leur formation à la docilité, au respect quasi militaire de la norme et du chef, ils trouvent tout à la fois dans les startups, un confortable entre-soi, les moyens de se réaliser en faisant au mieux ce qu'ils ont appris à l'école et l'accès direct aux tranches des 10 à 1% des personnes aux revenus les plus élevés. Tous sont aiguillonnés par l'État et le Capital. Les capitalistes bien sûr n'y voient qu'une nouvelle source de profit, et pour les plus audacieux la possibilité de prendre part à la nouvelle génération d'entreprises d'envergure mondiale qui imposeront bientôt leurs conditions de prix et de services¹. Les états les plus puissants mettent en place progressivement et à bas bruit, d'une société panoptique à l'intérieur, et une domination à l'extérieur, leur assurant l'accès aux ressources des autres pays. Les petits pays ou ceux, comme en France, dont les classes dirigeantes n'ont compris que tardivement l'accélération croissante de la technologie, réalisent progressivement que nombre de dimensions de leur souveraineté leur échappent. Ils produisent alors, en mode panique, les stratégies improvisées et les annonces les plus agressives de plans d'investissement dans l'innovation. A ce titre, notre nouveau Napoléon « le petit » s'est avéré d'une médiocrité sans nom ! Sa « Startup Nation » est en fait le nom que s'est donné Israël dans le cadre de la pro-

motion internationale de ses technologies de guerre mises au point par ses immigrés russes et européens. Incapable de trouver ne serait-ce qu'un nom adapté aux caractéristiques de notre pays, ce président a peu de chances de soutenir efficacement les ingénieurs qui forment pourtant la base de son socle électoral. Et son incompétence nous conduira de fait vers une vassalisation complète aux USA, ou peut-être plutôt à la Chine, qui après s'être implantée en Afrique et au Maghreb accélère depuis deux ans le déploiement de ses entreprises et de ses capitaux en France et en Europe.

Technologies et oligarchie

Dernier élément, on a connu une époque où quelques hauts fonctionnaires, compétents, intègres et « fiers » de servir le pays, pouvaient à l'occasion s'affronter aux grands industriels, décider d'un *Plan*, et leur en imposer les modalités. Ce temps est révolu ; on ne peut plus discerner les dirigeants de l'État de ceux du Capital et des grandes entreprises. Formés au sein des mêmes écoles, « fils et filles de » fréquentant les mêmes lieux de plaisirs – restaurants, opéras, « ressorts » des Alpes ou bout du monde – partageant une culture commune maintenant planétaire¹. Alternant entre la banque, la politique et l'industrie au gré des opportunités, ils forment un seul et même corps, aux frontières po-

reuses, mais prioritairement occupé à défendre ses privilèges et intérêts. Emmanuel Macron, bien entendu, est l'archétype de cette population qui sait que, grâce à la technologie, le pouvoir d'un groupe humain peut-être fonction inverse de sa taille. L'« en même temps technologique » Macronien est celui de la disparition de la frontière séparant finances publiques et intérêts privés. *Les mêmes* sont tantôt d'un côté, tantôt de l'autre. Un temps ministre, directeur ou membre d'un cabinet, ou encore dirigeant d'un institut ou d'une pépinière de startups financée par l'État. Tantôt membre d'un fonds de capital risque, d'une société de Conseil Stratégique, président du conseil d'administration ou scientifique d'un grand groupe, ou encore directeur des Affaires Publiques¹. Ce milieu homogène et incestueux est cimenté en continu par les innombrables colloques, séminaires et déjeuners ou dîners de travail ; par les longues réunions au sein des ministères qui parfois mobilisent également des scientifiques et des ingénieurs – les fameux « experts ». La technologie est entre ces mains pas très propres. On trouve bien aussi, il faut le dire, dans ce milieu marécageux quelques fonctionnaires de l'ancienne école, qui malgré l'arrogance propre à la noblesse d'État, fille de l'ancienne noblesse de robe, sont désireux d'être utile. On trouve des chercheurs passionnés de recherche, explorant les univers mathématiques avec la même vigueur que nos lointains ancêtres, les pieds nus, parcourraient les terres et les mers. Des ingénieurs ou des designers soucieux des usages qui seront faits de leurs travaux, et qui parfois se lèvent et s'engagent, comme on l'a vu récemment chez Google, Amazon ou Microsoft, pour exiger que l'entreprise annule tel ou tel contrat passé avec l'armée étasunienne ou avec la police des frontières. Mais pour l'essentiel la technologie est piloté par ceux qui la financent, au service des intérêts de personnes dont les guides sont aveugles à l'intérêt collectif et se nomment, égoïsme radical, esprit de lucre, soif de prestige et appétit de pouvoir.



Technologie : la solution est collective

Le choix ou le refus individuel d'une technologie n'est pas une option, ou alors, simplement défensive et uniquement d'ordre privé. Pour faire société, il faut partager les mêmes technologies – quand la plupart de tes relations utilisent l'Internet ou Facebook, la pente devient trop forte et, statistiquement, tu finis sur l'Internet ou Facebook. Mais dès qu'apparaît une classe dirigeante elle monopolise ces choix à son profit ; seules des sociétés égalitaires et anarchistes, conscientes du péril que font courir la concentration du pouvoir et de l'argent, nous semblent à même d'assurer que les technologies nous servent plutôt qu'elle ne nous détruisent et nous asservissent. Critiquer ou résister à telle ou telle technologie est certes nécessaire, et parfois vital, mais si l'on ne peut agir en amont, on est condamné à réagir et le plus souvent à reculer ; ça n'est qu'une position de repli. S'il est facile de critiquer les mésusages de la technologie – une posture souvent confortable – il nous paraît plus difficile de définir les critères d'acceptabilité des « bonnes technologies » et de s'assurer qu'ils soient prioritaires. On peut bien sûr en énumérer quelques uns tels que la robustesse, la simplicité de réparation, l'intelligibilité, la sobriété énergétique, le support à la décentralisation, l'impossibilité d'usages militaires ou policiers. Un long travail est également

à faire, esquissé par quelques anthropologues, pour comprendre et modéliser les sociétés archaïques ou contemporaines qui prennent en charge explicitement les choix technologiques, pour formaliser les modalités démocratiques permettant de décider de leur adoption ou rejet. Quelques exemples toutefois sont sous nos yeux, indiquant la possibilité effective de ces modes d'organisation. En effet, tant au sein des peuples premiers que des Amish ou des éco-villages, on trouve des sociétés dont l'acquiescement ou le rejet des innovations technologiques font l'objet d'une procédure de choix explicite, et résultent d'une décision politique collective¹ plutôt que du libre cours de la compétition des marchés – pour l'argent – et des états – pour le pouvoir.

Les indiens Kogis de Colombie, par exemple, restent à l'écart de la société européanisée en protégeant tant bien que mal leurs territoires, mais leurs modes de vie intègrent certaines technologies qui leur sont très utiles. Les Amish¹, quand à eux, décident collectivement, chaque année et localement, au sein de chaque communauté, de l'intégration ou du rejet de telle ou telle technologie. Ainsi, ils refusent tout à la fois l'électricité, le téléphone et les pensions de retraite de l'état et c'est à pied ou en calèche qu'ils se déplacent. Plus proche de nous, c'est sous la règle du contrôle extrêmement strict de leur empreinte

énergétique que vivent les habitants des éco-villages, et son application est non négociable, qui peut commencer par l'auto-construction de sa maison de torchis.

La technologie, pour conclure, est au service de qui la finance, et si comme on l'a vu en introduction de cet article, elle est notre prolongement naturel, il nous faut absolument nous en approprier les choix. Ces choix sont à ce jour entre les mains des dirigeants des états et des multi-nationales, des multimillionnaires et des milliardaires, dont l'intérêt est de nous maîtriser et d'extraire de chacun d'entre nous l'énergie qui finance leurs projets déments. A l'échelle planétaire, il ne s'agit que de quelques dizaines de milliers de personnes, atteintes de la folie de l'*Hubris* et qui patiemment et méthodiquement font sauter les un après les autres, tous les verrous entravant leur démesure. A nous de mettre en œuvre les modes de vie et d'organisation nous permettant d'inverser cette folie et nous réapproprier les choix technologiques. C'est devenu urgent, tant il est maintenant évident que c'est notre avenir dans une planète habitable qui en est l'enjeu.

Nuage Fou

Un peu de lucidité

« *Je crains le jour où la technologie dépassera l'homme. Le monde aura une génération d'idiots* »

— *Albert Einstein*

Il y a un demi-siècle, J. Ellul écrivait : « *Ce n'est pas la technique qui nous asservit mais le sacré transféré à la technique* ». Depuis, masquant les rapports de pouvoir sous une apparence d'objectivité, la machine a massivement envahi la vie quotidienne. Provoquant, avec sa soif inextinguible de capitaux, une dévastation de la planète, des peuples et des cultures : épuisement des ressources, perturbation des écosystèmes, nombreuses pathologies de la « modernité », perte considérable de sensibilité, de singularité, d'intimité, de capacités créatives et autonomes... Non seulement affaiblissement du contact direct, du lien social, mais développement de la malveillance (voir, entre autres, l'explosion des fraudes informatiques). Et peut-être surtout dilution de la responsabilité par la difficulté à appréhender les conséquences de nos actes. Ce qui fait qu'aujourd'hui le pseudo-confort d'une minorité s'établit sur la souffrance réelle d'une majorité... et même de la minorité elle-même !

L'acceptation docile de la technoscience

« L'outil est neutre, c'est l'usage que nous en faisons qui est déterminant ». Voilà l'illusion mortelle de ceux qui n'ont toujours perçu dans les perfectionnements techniques qu'un allègement des tâches quotidiennes. Eh bien non, l'outil n'est pas neutre, il est ambivalent. Ses « bons » usages sont indissociables des effets négatifs qu'il génère. Dans *Ellul par lui-même* – La Table ronde 2008 – J. Ellul écrivait : « *Chaque technique qui apparaît apporte avec elle des effets positifs et des effets négatifs, mêlés les uns aux autres. C'est une vue tout à fait simpliste de penser que l'on peut les séparer, éliminer les effets négatifs et retenir les effets positifs. A chaque progrès technique, il y a accroissement d'ef-*

fets positifs et accroissement d'effets négatifs dont nous ne savons généralement rien ».

Or depuis la naissance de la révolution industrielle, une coalition permanente entre tous les pouvoirs – politique, scientifique, financier, industriel – a éliminé, par la force ou par la persuasion, tous les refus, toutes les contestations qui jalonnent l'Histoire. A l'image des révoltes luddites du début du 19^e siècle, et de leurs prolongements sauvagement réprimés. Au nom de la science, le « progrès » s'est imposé sans aucune concertation, sans aucun questionnement sur sa pertinence, son utilité sociale ou sa soutenabilité écologique.

La déqualification du travail et la disparition progressive des savoir-faire correspondaient à l'émergence d'un prolétariat où chaque employé était interchangeable. Aujourd'hui Internet et la société du numérique constituent l'aboutissement et l'accélération d'un long processus de dépossession de l'homme, c'est-à-dire l'utilisation intensive des machines pour permettre la production en masse de marchandises de moindre qualité, à bas coût par le biais de la rationalisation et de la mécanisation des tâches, avec pour seuls mots d'ordre productivité-rentabilité. Le paradoxe est que cet outil est désormais perçu de manière favorable à la fois par les industriels et les partisans de l'ordre néolibéral qui y voient le plus sûr moyen d'asservir les populations, et par les opposants au capitalisme qui, eux, y distinguent une révolution inédite apte à favoriser l'émancipation collective à grand renfort de « logiciels libres » !

Un naufrage anthropologique

Pour renforcer notre fascination à l'égard de l'innovation technologique, le capita-

lisme a dissimulé toutes les conditions nécessaires à leur réalisation (à commencer par les délocalisations et le pillage lointain des pays pauvres), et a même réussi à nous faire accepter tous les renoncements, les sacrifices pour l'acquisition de ces « merveilles ». Or la diffusion massive d'Internet représente une organisation gigantesque financée par le secteur public mais exploitée par les compagnies privées, une concentration très élevée du pouvoir, c'est-à-dire une perte considérable d'autonomie... dont les luddites se montraient si exigeants, des quantités de machines très sophistiquées, et donc des investissements colossaux qui manquent cruellement dans d'autres domaines (santé, éducation, culture...). Elle requiert également une énergie considérable et contribue largement à la production de gaz à effet de serre. Internet ne préfigure donc en rien un monde dématérialisé ou virtuel et, comme l'écrit Hervé Krief dans *Internet ou le retour à la bougie* - Quartz 2018 : « C'est une pure illusion que de penser le monde numérique à la mesure des humains et s'inscrivant dans la plénitude et l'épanouissement de la condition humaine ».

Au nom de la gratuité et du partage, Internet concentre et amplifie toutes les tares qu'accumule la montée en puissance de la société industrielle : destruction des métiers, dégradation des relations humaines et remplacement par des automates, accentuation du chômage, contrôle et surveillance accrus des individus... Et même perte de relation avec la terre ou avec l'animal (puçage du « bétail » dans l'agriculture). Le smartphone a efficacement relégué le téléviseur pour développer l'addiction précoce, la perte de la capacité d'écoute, les troubles de l'attention et la détérioration de la mémoire. La surexposition aux écrans organise le saccage de l'enfance. La vitesse du monde-machine et sa démesure rendent de moins en moins supportable la déshumanisation en cours. Par ailleurs, la quasi-obligation faite aux

citoyens par l'administration de recourir au numérique et l'empreinte culturelle énorme des Google-Apple-Facebook et autres autorisent à qualifier de « totalitaire » cet univers de la connexion. Non seulement la société du numérique ne procure aucun bien-être réel aux utilisateurs, mais elle impose aux régions les plus pauvres du monde (comme d'ailleurs les énergies renouvelables) des conditions de vie proches de l'esclavage dans un contexte de désastre écologique.

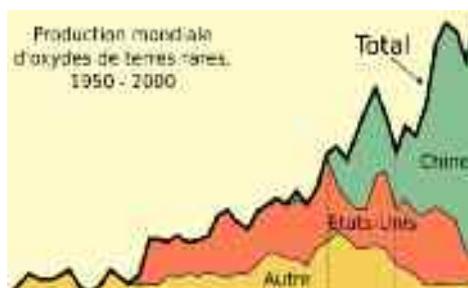
« La face cachée de l'économie verte est terrifiante »

« C'est à ce prix que vous mangez du sucre en Europe », c'est par ces propos que, dans *Candide*, Voltaire veut faire prendre conscience que, si les commerçants, les pouvoirs politiques et l'Église sont totalement inexcusables, le consommateur européen est aussi complice de l'esclavage, des traitements inhumains, des châtiments, des punitions, que le plaisir des uns n'est souvent dû qu'à la souffrance des autres. Près de trois siècles plus tard, connaissant l'exploitation de la force de travail, notamment dans l'extraction et la transformation des terres rares, on peut témoigner de la même indignation : « C'est à ce prix que la moitié de l'humanité s'adonne aux joies des écrans tactiles ». L'Histoire serait-elle vouée à se répéter ?

Dans un contexte de raréfaction des énergies fossiles, de dérèglements climatiques et de « crise » économique, la dynamique capitaliste s'emballé : une compétition féroce autour d'enjeux financiers énormes. Véritable fuite en avant, les « solutions » avancées, prétendument porteuses d'avenir, se résument aux technologies de l'information et de la communication (TIC) ainsi qu'aux instruments de l'énergie renouvelable, avec des domaines plus discrètement évoqués tels que l'aviation civile et militaire ou l'aérospatial. Or il se trouve que ces « technologies vertes » nécessitent, à l'échelle planétaire, l'utilisation de « terres rares », et de quelques autres éléments associés (cobalt, lithium, graphite, manganèse, molybdène, vanadium, silice...). Et que leur mise en œuvre implique à la fois une surexploitation de la main-d'œuvre de travail

agiste et une pollution environnementale extrême. Une production entachée de sueur, de larmes, de sang et de cadavres.

Le sacrifice de millions de vies
Dans diverses régions du monde, le simple fait de vivre (manger, respirer, se déplacer), expose aujourd'hui la santé à de nombreuses atteintes. Mais pour ceux qui travaillent dans les industries, et plus encore pour ceux qui sont contraints de résider dans l'environnement de leur lieu de travail, la peine se trouve largement aggravée. L'OMS estime que la seule pollution de l'air occasionnerait sept mil-



lions de morts par an ; dans certains villages en Chine (où ne pénètre à peu près aucun journaliste), la mortalité par cancer avoisine les 70 %. Pour parfois à peine un euro par jour, des esclaves modernes – parfois des enfants de 4 ou 5 ans – travaillent dans des conditions d'insécurité totale (métaux lourds, acide sulfurique, éléments radioactifs...) ; certains meurent dans l'effondrement de tunnels... ou sur des embarcations précaires en voulant fuir l'enfer.

Dans la surexploitation de la force de travail, la palme revient sans doute à la société chinoise Foxconn, le plus grand fabricant d'appareils électroniques : journées de travail de plus de quinze heures dans des conditions militaires, exposition sans protection à des substances toxiques (cuivre, nickel, vapeurs de cyanure...), cadences infernales, vol de papiers et documents d'identité d'employés afin de les faire disparaître des recensements, humiliations publiques, brimades, centaines de suicides. Ces « camps de travail forcé » étant rebaptisés « entreprise révolutionnaire, symbole des progrès futurs, exemple de productivité » par les autorités politiques qui en assurent la haute protection.

Un désastre écologique

La multiplication spectaculaire des produits « high tech » (chaque année sortent des usines un milliard de portables et 300 millions d'ordinateurs) engendre – extraction, transformation, assemblage, transport, commercialisation et utilisation – des pollutions (eau, air, sols) à des niveaux hallucinants et porte à son paroxysme l'obsolescence programmée. En sachant que, pour l'instant, nous ne sommes capables de recycler qu'une infime partie de ces produits (et que ce recyclage se montre gourmand en énergie et lui-même polluant). Quelques chiffres significatifs.

Une simple puce de 2g nécessite 1600g d'énergie fossile secondaire, 72g de produits chimiques, 32 000g d'eau et 700g de gaz élémentaires. Une éolienne de 3MW exige 2700 kilos de terres rares. Pour extraire un kilo de vanadium, il faut traiter 8,5 tonnes de roche. La fabrication des batteries est tellement émettrice de CO2 qu'il faut avoir parcouru de 50 000 à 100 000 km en voiture électrique pour commencer à être moins producteur de CO2 qu'une voiture thermique ! Officiellement en Chine, les bénéfiques financiers liés à l'exploitation des terres rares ne couvrent pas le coût du désastre écologique ! La majeure partie de ces informations est extraite de la brochure *Progrès et barbarie – Échanges et mouvement* septembre 2018.

Qu'il s'agisse d'intelligence artificielle, de nanotechnologies, de génie génétique, de neurotechnologies, qu'il s'agisse de reproduction artificielle du vivant ou de vie sous assistance numérique, les mêmes processus sont à l'œuvre : marchandiser le vivant pour optimiser les profits, éliminer l'humain pour supprimer l'erreur. Lutter contre le technototalitarisme issu des laboratoires, des usines et des conseils d'administration exigera beaucoup de lucidité, de courage, d'imagination et de solidarité. Et les délais sont courts !

Jean-Pierre TERTRAIS

Critique de l'alternumérisme

Pourquoi nous ne vous proposerons pas d'« écogestes numériques » ni de solutions pour penser une « démocratie numérique »

Note du Monde Libertaire : Dans ce numéro du ML nous avons voulu donner la parole à plusieurs points de vue contemporains sur la technologie et le numérique. Nous avons ainsi proposé au Collectif Lyonnais « Les décâblé.e.s » d'écrire une version courte de leur position de principe pour le journal.

Depuis plusieurs décennies, on s'est bien habitué aux discours des promoteurs du nouveau monde numérique. Monde où l'information et la communication seraient facilités, où les dispositifs et outils informatiques devraient amener à une sorte d'autorégulation émancipatrice. Mais le numérique semble échouer à remplir ces admirables missions. Il est admis que les moteurs de recherche et les réseaux sociaux ne sont pas neutres, autrement dit il y a toujours une intention derrière les algorithmes - politique ou commerciale. On reconnaît aussi que les télécommunications n'ont pas diminué le nombre de déplacements, mais ont engendré plus de communication et plus de déplacements¹. L'informatique n'a pas fait disparaître le papier, au contraire elle génère un besoin croissant d'impression, et donc de papier¹. De même elle n'a pas permis d'économiser d'énergie, mais en demande toujours plus¹. Face à cette toile assombrie de magouilles politico-économiques, difficile de ne pas se rendre compte des nombreux problèmes et absurdités induits par la « révolution numérique » tant elle est devenue notre « paysage », notre quotidien.

« Pourtant, notre démarche est souvent mal comprise, être stigmatisés par les techno-béats ne nous dérange pas,

il est par contre plus gênant d'être incompris des tenants d'une critique superficielle de la Technique, ou Alter-Numérisme (logiciel libre, Open Data, « Neutralité du Net », « Civic Tech »...) : nous tenterons donc d'explicitier les raisons qui nous en différencient. »

Selon la plupart des personnes, ce ne serait que l'expression de « déviances ». Parce que le numérique ne serait pas dans les mains des « bonnes » personnes, parce qu'on en aurait un « mauvais » usage. Il serait possible d'en avoir une pratique « responsable », en privilégiant certains équipements plutôt que d'autres, ce serait à nous d'utiliser les « bonnes alternatives » pour être « acteur » du monde de demain. Il serait possible de maîtriser le numérique pour le rendre plus éthique. Et ces projets de « reverdissement » et de « ré-humanisation » du numérique proposent une série de solutions : datacenters à l'énergie verte, e-mails et moteurs de recherche qui compensent leur bilan carbone en plantant des arbres, green IT, fairphone, utilisation des données pour réguler les consommations énergétiques, sobriété numérique, éco-gestes divers et variés, réglementations, législations sur les données, logiciels libres... Ceux-ci sont proposés par

nombre d'associations et institutions : de Greenpeace à la CNIL...

« C'est la « fureur réglementaire » : l'homme pense pouvoir dominer par la réglementation cette prolifération, il pose des règles, fait des organigrammes, trace des cadres et se convainc qu'ainsi l'on verra enfin clair dans les activités »¹

Et au milieu de tout ça, nous, militants technocritiques, tentons tant bien que mal de faire vivre une critique radicale de la Technique. Une critique des mécanismes profonds à l'œuvre dans la société technique. Pourtant, notre démarche est souvent mal comprise, être stigmatisés par les techno-béats ne nous dérange pas, il est par contre plus gênant d'être incompris des tenants d'une critique superficielle de la Technique, ou Alter-Numérisme (logiciel libre, Open Data, « Neutralité du Net », « Civic Tech »...) : nous tenterons donc d'explicitier les raisons qui nous en différencient.

Le Numérique est insaisissable, car c'est un mot sans définition claire, et mélangeant foule de concepts. Il regroupe des techniques et des usages, et sert généralement de cache misère à une profonde incompréhension mêlée de foi aveugle en les vertus du progrès. Des entreprises éco-responsables aux associations environnementales en passant par l'ADEME¹, toutes proposent des solutions pour réduire son impact carbone sur le net. Il devient alors très facile d'être écolo, malgré le paradoxe de l'effet rebond¹. C'est typique du bluff écologique dans lequel nous sommes pris :

celui du développement « durable ». Cet oxymore est né d'une volonté de dédramatiser le mode de vie occidental. Or, le mode de vie dont se targuent les « développés » qui se croient « la civilisation » par excellence est écologiquement impossible et humainement non-viable.¹ Ce mythe contribue au fait que nous accélérons toujours plus vers le crash collectif.

« la Technique est autonome, et sa définition telle qu'exprimée par J. Ellul, « la recherche de l'efficacité maximale en toute chose » »

Nombre de faux-critiques s'essaient à disserter sur les bons et mauvais usages du numérique. Étant reconnu comme un levier de développement économique et social, et la transition numérique jugée comme incontournable, il s'agit simplement de justifier son déploiement et d'intégrer la critique à son développement... Comme si le système n'était au fond « pas si mauvais que ça », et qu'il suffisait de quelques ajustements pour que nous vivions enfin en paix avec nos smartphones. Mais nous ne pouvons continuer de croire que l'alternumerisme nous permettra de répondre à la crise écologique, ni à l'oppression des populations des pays du Sud. Il ne fait que vendre l'illusion qu'il est encore possible de continuer d'être connectés. C'est gravement « mécomprendre » l'écologie, du grec *oikos* (maison) et *logos* (étude, connaissance), entendue au sens d'un souci de la maison commune. Réduire les arbres à de simples dispositifs d'absorption de Co2, aimer l'idée de pouvoir planter un arbre par procuration, assis derrière un ordinateur qui fait littéralement écran au monde; qu'est-ce donc si ce n'est l'inverse de l'écologie ?

Plus que la formation à l'utilisation des outils numériques, au code ou à l'impression 3D, c'est l'esprit critique qui doit être entraîné. Malheureusement cet esprit critique s'exerce sans vision d'ensemble, se focalisant sur des points de détail, tels les données personnelles ou le logiciel libre, mais sans considérations systémiques. Or, comme nous tenterons de le décrire plus bas, la Technique est autonome, et sa définition telle qu'exprimée par J. Ellul, « la recherche de l'efficacité maximale en toute chose », est éclairante. C'est cette quête d'efficacité, partagée par les industriels de la Sili-

con Valley comme par les promoteurs du logiciel libre ou de la Civic Tech, qui doit être questionnée.

Le Web représentait une promesse d'horizontalité, de partage, de connaissance. Malheureusement, ces valeurs se sont révélées industrialisables et sont devenues le carburant d'un nouveau capitalisme. Par dessus tout, il a participé à répandre la croyance que la technologie est un vecteur de changement social positif. Pour l'historien Fred Turner, « le fantasme d'émancipation par la technologie (...) est toujours vivace dans de nombreux endroits comme les hacker spaces, le mouvement des makers... En fait c'est presque l'idéologie dominante aujourd'hui. »

C'est, entre autres, cette notion d'efficacité que nous remettons en cause. Les critères la définissant sont idéologiques, culturels, et conditionnés par les valeurs du capitalisme mondialisé. Le logiciel libre, qui n'est qu'une modalité de développement informatique et de licence de diffusion, ne remet pas en cause la notion d'efficacité. Au contraire, ses promoteurs ne cessent de vanter l'efficacité supérieure d'un développement contributif, comparé au logiciel propriétaire. Si la Technique en général est ambivalente, le logiciel libre l'est aussi. Une organisation de développement coopératif ainsi qu'une diffusion libre n'est en aucun cas une garantie que le code produit soit « bon » ou utilisé à bon escient.

« Contrairement à une urne transparente, la sincérité d'un vote électronique ne peut être confirmée que par un « audit du code » réalisé par un expert. Et qui pour expertiser l'expert ? Le vote électronique est une dépossession d'un processus démocratique, des citoyens vers une société d'experts. »

Ce que nous critiquons aussi, ce n'est pas le caractère public ou privé d'une donnée, c'est la pertinence de la « prise de donnée ». Résistants au puçage des troupeaux, aux RFID, à la numérisation de l'école et du travail, à la mesure de toute chose, nous affirmons que la prise de donnée procède d'une réduction du réel et d'une dépossession. Chaque fois qu'une réalité « analogique » se trouve numérisée, il y a rationalisation. Les données deviennent

traitables par un ordinateur, mais plus par un cerveau humain. Là où l'*Open Data* cherche à donner du sens à des données particulières, nous nous interrogeons sur le sens général des données, la numérisation étant la négation de l'essence analogique du monde.

A coup de plateformes citoyennes, la *Civic Tech* prétend combler l'écart entre citoyens et gouvernants. Nous considérons ce courant au mieux comme une impasse, au pire comme une nouvelle modalité propagandiste. Prenons pour exemple le vote : Il est une composante essentielle de toute plateforme ayant pour but de fédérer les citoyens et de permettre leur expression. C'est pourtant un problème informatique insoluble. Contrairement à une urne transparente, la sincérité d'un vote électronique ne peut être confirmée que par un « audit du code » réalisé par un expert. Et qui pour expertiser l'expert ? Le vote électronique est une dépossession d'un processus démocratique, des citoyens vers une société d'experts.

S'il est bien sûr préférable que les opérateurs internet offrent un accès indiscriminé aux contenus, nous n'utilisons pas le terme « neutralité » dans le même sens. Pour les militants de la neutralité du net, cela désigne la non-discrimination des paquets IP selon le type d'abonnement souscrit, l'origine ou la destination, le port applicatif... Pour les technocritiques, *L'Internet Protocol* formate tous les échanges sur le réseau, et s'il permet une grande souplesse d'utilisation, il n'en est pas moins structurant. La topologie anarchique du réseau portait le germe de l'horizontalité, pourtant le montant des investissements et la difficulté à trouver des modèles économiques viables ont créés une centralisation à outrance. Au point qu'il devient compliqué d'en avoir un usage horizontal¹. De notre côté, nous revendiquons le droit de ne pas utiliser de plateforme numérique, d'aller normalement faire la queue à un guichet et parler à quelqu'un.

Nous ne pouvons continuer de croire que l'alternumerisme nous permettra de répondre à la crise politique et écologique, à la crise des relations sociales et sociétales... Il ne fait que vendre à travers le mythe d'une démocratie digitale, l'illusion que la Technique nous permettra enfin d'augmenter nos relations sociales et de faciliter

les processus d'émancipation collective. Mais celle-ci se substitue de plus en plus à la politique, bien que les problèmes auxquels elle s'attache ne soient pas de son ressort. En s'imposant comme seul modèle de réponse, elle montre bien son caractère idéologique : il s'agit plus de développer la Technique (ici, le numérique) que d'entrer dans un questionnement philosophique profond quant au monde dans lequel nous vivons, quant à l'éducation de nos enfants ou encore quant à ce que serait une *vie bonne*.

« *Tout progrès technique se paye.* »

Au cours de quasiment chaque débat que nous avons sur le sujet, arrive un moment où une personne nous dira que « *le numérique, ce n'est qu'un outil, qu'il suffit de bien l'utiliser* ». Il suffirait de le réguler, en distinguant « les mauvais des bons usages » pour ne garder que les « bons côtés ». Croire que tout dépend de l'usage que l'on en fait, c'est penser que la Technique est neutre. « Avec un couteau on peut peler une pomme, ou tuer son voisin. » Ellul, et les penseurs de la Technique, montrent que ce genre de comparaison est absurde car la Technique porte ses effets en elle-même, indépendamment des usages.¹ C'est-à-dire qu'elle induit intrinsèquement, et quel que soit l'usage que l'on veuille en faire, certaines conséquences positives ou négatives. Ce n'est pas une affaire d'intention : la Technique contient en elle-même des potentialités qui seront inévitablement exploitées. « *Le progrès et la catastrophe sont l'avers et le revers d'une même médaille* » nous disait Hannah Arendt.

La numérisation nous connecte ET nous déconnecte du monde. Elle nous rend plus efficaces ET nous fait perdre du temps. C'est pour cela qu'elle n'est ni bonne, ni mauvaise, ni neutre, mais *ambivalente*. Croire le contraire, « *c'est l'être soi-même à son endroit, c'est refuser de la juger, et donc la laisser chaque jour davantage livrée à elle-même!* ». Pas de rationalisation de la production sans aliénation des producteurs, pas d'économie numérique sans concentration capitaliste, pas de nucléaire civil sans son pendant militaire, son secret défense, sa raison d'Etat et ses déchets radioactifs. C'est un package, qu'on le veuille ou non. Il est primordial de se rendre compte que derrière chaque innovation technique, se cache une face occultée par

le bluff technologique, celle des « externalités », celle de ce qu'on sacrifie au profit de ce progrès. **Tout progrès technique se paye.**

L'autre écueil commun à propos de la Technique, c'est de ne pas se la représenter comme autonome. Bien sûr, elle n'est pas une sphère fermée, elle bénéficie des apports d'autres secteurs, et essaime partout, mais elle est devenue *système*. S'autodéterminant, englobant et conditionnant la société à ses besoins. Ce ne que nous cherchons à expliquer c'est ce en quoi les techniques numériques sont devenues des *monopoles radicaux*¹.

« *La civilisation technicienne est faite d'un ensemble inséparable de facteurs techniques. Et ce n'est pas le bon usage de l'un d'entre eux qui changerait quoi que ce soit. Il s'agirait d'un comportement général de tous les hommes.* »¹

Il ne suffit pas que je décide d'en faire une technique positive par un usage suffisamment raisonné afin qu'il ne soit ni trop aliénant ni trop polluant : **l'erreur est de penser sans aucune considération d'effet de système.**

Comprendre l'autonomie de la Technique, c'est comprendre que dans notre usage de la Technique, aussi « raisonnable » soit-il, nous sommes à notre tour modifiés. En ce sens les techniques numériques ne sont pas juste des techniques posées dans le vide, que je peux utiliser ou non. Elles font système et je suis impliqué dans ce système. Elles influencent nos vies, puisqu'elles infèrent un projet de société, et impactent notre façon de penser, d'analyser, de réfléchir¹, d'appréhender les autres¹, jusqu'à notre manière d'être-au-monde.

L'alternumerisme, nous le trouvons dangereux d'abord parce qu'il ne remet pas du tout en question le système global, et ne propose aucun changement de paradigme. Or, la maîtrise de la Technique n'est plus possible, et ni les commissions d'éthique, ni les normes, ni les utilisations « réfléchies » ne le permettraient. Malgré toutes les bonnes intentions, régler de manière parcellisée et spécialisée les difficultés est illusoire devant la puissance d'un tel système,

dont on ne contrôle rien si on ne contrôle pas tout. L'alternumerisme, nous le trouvons dangereux également parce que même s'il donne l'image d'une « critique » subversive, il sert surtout à apaiser le conflit psychique d'écolo-graphiste ou d'humaniste-geek. Si c'est ce qu'on attend des collectifs technocritiques, des solutions prémâchées, des conseils sur des « outils numériques au service de la démocratie participative » ou des « gestes à adopter pour être écolo sur le web », **nous ne le ferons pas. Nous refusons la facilité de ces technosolutions.** Croire que la Technique ou l'Etat technicien pourraient résoudre les problèmes qu'ils ont engendrés, c'est être soi-même piégé dans une foi aveugle. Les solutions passent par une désescalade, avec des techniques simples et conviviales, ce que, par essence, les outils numériques ne peuvent pas être.

Utopistes, non. Nous ne trouvons pas qu'il soit utopique de renoncer à quelque chose qui est hors de contrôle, qui n'est plus à notre *mesure*, c'est plutôt la solution qui nous semble la plus réaliste et saine. Radicaux, oui, car nous en avons marre de la bien-pensance qui se complaît dans ses *technosolutions*. Le phénomène de numérisation, le pilotage de nos vies par algorithme, implique une *complexification du réel* qui amène toujours plus de chaos, peu importe qu'elle soit *opensource* ou *éco-responsable*. Nous n'avons jamais autant consommé de ressources naturelles, les techniques se surajoutent les unes dans les autres, les informations ne manquent pas et pourtant le monde est toujours plus illisible. Les désastres sociaux, environnementaux, nous laissent complètement impuissants face à la Méga-machine.

Extrayons-nous de l'utopie numérique, rien ne sera possible sans une remise en cause des dogmes du développement et du tout-numérique. **Refusons la numérisation, la réduction numérique, brisons les chaînes que représentent ces câbles.**

Déconnectons-nous systématiquement. Décâblons le monde.

Alep et Lainaë.

La technique est-elle toujours porteuse de progrès ?

S'il est devenu de bon ton, aujourd'hui, depuis quelques décennies, de condamner assez régulièrement tout ce qui relève de la technique ou des techniques, cela n'a pas toujours été le cas. Souvent on avance que c'est à cause des bombes nucléaires balancées sur Hiroshima et Nagasaki. Il me semble qu'il faudrait revenir à une position plus positive sur la technique. Pour cela il convient donc de se demander ce qu'elle apporte ou pourrait apporter aux êtres humains, et donc replacer l'humain au centre du débat ce qui éviterait de rejeter la technique tout autant que de ne jurer que par elle, comme si c'était une nécessité absolue.

« classer les objets techniques en plusieurs catégories »

La technique ne peut nous servir que si elle libère les hommes et les femmes de leurs conditions, celles qui les condamnent à assurer leur subsistance, leur survie afin qu'elles se transforment en moyens leur permettant de vivre et non pas survivre, les libérer pour des activités qui leurs permettent d'être des acteurs de la société dans laquelle ils vivent. Ceci veut donc dire qu'il n'y aura de progrès apporté par la technique que si elle émancipe les hommes et les femmes du travail qu'ils sont obligés de faire pour avoir le droit de vivre. Il n'y aura de progrès générés par la technique que si elle n'est pas mortifère. Cela nécessite donc de classer les objets techniques en plusieurs catégories, classement qui ne peut donc qu'être relatif

comme tout classement car il se basera sur des considérations premières qui nécessitent d'être clarifiées. Il me faudra donc considérer les objets techniques susceptibles d'être au service des humains de ceux qui non content de ne pas être à leur service seront plutôt mortifères. Prenons deux exemples emblématiques. Un tracteur est-il un objet technique qui générera un progrès pour les humains et en l'occurrence ici pour les paysans ? Certainement oui car cela permet de réduire la quantité de travail et la fatigue qu'occasionne le travail de la terre ; faut-il encore se poser la question de savoir si les engins actuels répondent à la question. Peut-on en dire autant d'un char d'assaut ? Non, certainement non. Si le premier autorise une agriculture permettant d'émanciper

le paysan et de nourrir d'autres humains, le second n'a pour fonction que de tuer et détruire ce qui aura été construit par d'autres humains. La distinction est de taille. Les deux étant animés par un moteur ; le moteur est-il dans l'absolu un progrès ? Évidemment non, s'il est le résultat pratique de l'application de travaux tirés de la thermodynamique il n'est pas en lui-même essentiellement un progrès. Et lorsque le tracteur est utilisé, dans le cas de notre exemple, nous n'oublierons pas que pour son fonctionnement il est nécessaire de faire appel à la chimie pour la fabrication du carburant. A nouveau va se poser d'autres problèmes : quels progrès pour animer des engins agricoles, mais à quel prix ? Au prix d'une pollution, d'une dégradation de l'environnement



ronnement et de l'épuisement de ressources pétrolières d'où sont issus les carburants. Donc cela signifie acceptation de cette dégradation et gestion de ces ressources. Ce progrès généré par les techniques de la mécanique et de la combustion doivent nous interroger sur l'utilisation et aussi sur le mode de décision permettant leur utilisation et la gestion des stocks, car ceux-ci n'existeront plus dès lors que tout aura été puisé. Par delà cette gestion et la dégradation de l'environnement se pose alors la problématique du déchet : pas de réalisation d'objets techniques sans déchets. Alors comment les gérer, les recycler ? Peut-on accepter de les enfouir ? Non, il nous faut être inventif. Être inventif veut dire être responsable, c'est-à-dire réfléchir au traitement des déchets dès lors qu'ils sont issus de la fabrication d'objets techniques, l'un ne peut aller sans l'autre contrairement à ce qui se produit aujourd'hui.

« toutefois cette fourche peut aussi servir à tuer un être humain »

Dans un autre classement, je distinguerai donc les objets techniques par destination des objets techniques par accident. Par destination, j'entends un objet technique fabriqué en vue d'une utilisation ou d'une application pour lesquelles il aura été pensé, et pour autant, cela n'empêchera pas son utilisation pour une autre application, ce que j'appellerai par accident. Pour illustrer ce propos prenons encore des exemples. Une fourche est fabriquée par destination, à savoir aider à manipuler du foin, des brindilles, en bref des travaux de jardinage ou d'agriculture ; toutefois cette fourche peut aussi servir à tuer un être humain et donc se transformer en arme par accident mais elle n'a pas été fabriquée pour ça. En va-t-il de même pour les armes ? Je ne le pense pas, elles sont fondamentalement conçues par destination et ne peuvent pas servir par accident à émanciper les humains de leur condition. Si on reprend le char d'assaut, il

ne me semble pas qu'il y ait eu dans l'Histoire l'utilisation de char d'assaut pour remplacer des tracteurs, mais peut-être qu'on me contredira. Toujours est-il, même si cela a été le cas peut-on accepter de construire des chars d'assaut en considérant que c'est un progrès pour l'humanité ? Notre réponse, à nous, militants anarchistes, c'est évidemment non.

On aura compris à la lecture de cet article que je ne pense pas que les anarchistes doivent s'affranchir de la technique voire des techniques. Ils ont intérêt à effectivement s'en servir mais en restant responsables, ceci veut dire se poser des questions sur leurs utilités, les déchets engendrés et évidemment de savoir qui doit prendre les décisions sur la fabrication et l'utilisation d'objets techniques.

Un mieux au travail

Ce numéro du Monde Libertaire sera sans doute l'occasion de croiser des visions autour de la technologie, de la robotique et de l'automatisation. Sans doute des critiques positives et négatives seront mises en avant et permettront de se faire un avis autour de tout cela. Mais je crains qu'une fois de plus, ces articles ne soient pas compris par les principaux concernés de ces avancées : les personnes qui travaillent.

Certes, on le sait, l'augmentation de l'automatisation et des technologies de l'information et de la communication ont diminué le nombre d'emplois disponibles. Mais là, le souci

est plus du côté de la répartition du temps de travail et des richesses que de la technologie en elle-même. Par contre, pour celles et ceux qui restent, et pour les nouveaux métiers émergents, l'apport des technologies s'est aussi soldée par des métiers moins usants physiquement. Et ce n'est pas pour rien que beaucoup de salariés voient cela d'un bon œil, même si d'un autre côté, l'accumulation de nouvelles choses à apprendre est parfois très complexe.

Il semble étonnant pour beaucoup de penseurs de ne pas être compris par le monde du travail. C'est

justement parce que souvent, l'aspect amélioration des conditions de travail est mis de côté par ces penseurs, au profit d'une « simple » dénonciation des emplois perdus. Ceci peut d'ailleurs devenir étonnant quand une telle assertion est tenue par des anarchistes : nous qui souhaitons sortir du travail, tuer le salariat, nous nous retrouvons parfois à tenir des propos anti-technologie en lien avec la défense de l'emploi salarié...

Comme si un asservissement des humains était préférable à la mécanisation et une utilisation des machines.



« Et ce n'est pas pour rien que beaucoup de salariés voient cela d'un bon œil, même si d'un autre côté, l'accumulation de nouvelles choses à apprendre est parfois très complexe. »

Il semble dans ce contexte que deux choses s'entrechoquent à tord. D'un côté une peur de perte de revenus du fait de l'automatisation, de l'autre une peur de l'outil mécanisé vu

comme nouvel outil du capital. En fait, ces deux aspects relèvent de la même chose : le problème est l'existence du capitalisme et du patronat ! Que ce soit nos vies ou les outils, ils ne doivent appartenir à personne et offrir l'émancipation à toutes et tous ! Cette peur de la technologie semble donc souvent plus motivée par le fait qu'elle soit détenue par les intérêts privés de quelques uns plutôt que la technologie elle-même. Et ce biais est gênant. Au

final, si nous arrivons à lier d'un côté une libération du travail par la technologie et de l'autre la nécessité absolue de mettre en place une vision fédéraliste et anarchiste du monde, notre discours me semble devenir plus audible que d'expliquer à une salariée de l'automobile, du commerce, du ménage ou autre que « quand même c'était mieux avant ». Il ne nous faut surtout pas négliger les gains de qualité de vie. Ce qui ne nous dispensera pas d'une critique du monde du travail et du travail lui-même. Et de la technologie bien entendu !

« Que ce soit nos vies ou les outils, ils ne doivent appartenir à personne et offrir l'émancipation à toutes et à tous ! »

Le virage technologique est pour l'heure dans les mains des grandes firmes multinationales. Mais après tout comme bien des aspects de nos vies. Est ce si difficile d'imaginer dépasser cela ?

Fab - Graine d'anar - Lyon

Bitcoins et changement climatique

Publié dans le journal *Nature Climate Changes* (volume 8, pages 931-933, 2018), un article montre que la pollution générée par la production des bitcoins vaut bien celle des autres industries. Les paiements faits au moyen de cette monnaie virtuelle, par ailleurs produite par des ordinateurs qui tournent en permanence, sont gourmands en énergie du fait des calculs de vérification complexes. Le tout consomme des quantités faramineuses d'électricité venant principalement de centrales à charbon. L'idée d'une monnaie indépendante des états est sé-

duisante, mais elle reste tout de même un rouage du capitalisme, ce qui implique donc qu'il en faut toujours plus ! On peut donner à l'argent bien des formes, mais il sera toujours un moyen de domination d'un petit groupe de possédants sur le reste de l'humanité. A quand un monde sans ?

Quentin

Crypto-cagnottes au secours des boxeurs !

Le gouvernement, les députés Macronistes et les syndicats de police continuent leurs attaques tous azimuts contre les Gilets Jaunes, et sur tous les modes, qu'ils soient de l'ordre du symbole, de la violence, du « droit », ou encore de l'argent. Dernière en date, au moment de l'écriture de cet article, l'interdiction de la cagnotte versée à Christophe Dettinger, Gilet Jaune et ancien boxeur professionnel en garde à vue prolongée pour avoir boxé un policier. Prévoyant un procès coûteux et la privation des revenus de son travail, des proches ont aussitôt lancé une cagnotte Leetchi, l'application de crowdfunding utilisée pour financer collectivement un cadeau, qu'il soit de mariage, d'anniversaire ou toute autre cause amicale. L'élan de solidarité envers le Gilet Jaune qui a déclaré dans une auto-vidéo avoir péché un câble devant la répétition week-end après week-end des violences policières, a été si soudain et si puissant, dépassant les 115 000€ en 24h, que l'état s'en est aussitôt mêlé, pour le dénigrer dans un premier temps, puis pour le bloquer. Ce bel élan de solidarité venu de milliers de Gilets Jaunes a été perçu par les gouvernants comme une agression, un défi à la toute puissance de leurs lois et polices, les amenant à prononcer les déclarations les plus abracadabrantes. Le secrétaire d'état au numérique Mounir Mahjoubi, plus intéressé à choyer ses amis du Capital Risque – les vrais propriétaires de la « StartUp Nation » – qu'à soutenir la forme digitale de la solidarité de « ceux qui ne sont rien », décrète cette cagnotte citoyenne « indigne », et insinue crassement une mise en scène motivée par l'attrait de l'argent. Quand à Marlène Schiappa, secrétaire d'état à la lutte contre les discriminations, plutôt que de se con-

centrer sur son immense tâche, confond solidarité avec une famille et encouragement à la violence. Elle n'hésite pas à demander au Crédit Mutuel, propriétaire de Leetchi, de dénoncer les donateurs.

Telle est la France de Macron...

Le délit de solidarité avec les réfugiés était déjà gravé dans la loi, on peut maintenant s'attendre à sa généralisation pour la solidarité envers toute cause déplaisant aux puissants. Non content de promouvoir comme premier comportement la compétition, comme première valeur l'enrichissement personnel et comme première forme de socialisation le contrat, l'état veut maintenant criminaliser la coopération et sa modalité la plus radicale, le don. L'état, et bien entendu les banques, car c'est le Crédit Mutuel, qui va décider de l'usage de l'argent contribué au jeune boxeur. *Que faire alors ?* Comment manifester concrètement sa solidarité, comment échapper à un état qui prétend décider du bien et du mal et fait ignoblement du don un délit. Pour échapper à cet arbitraire dont il devient difficile de savoir où il s'arrêtera, *ce que l'on peut*, c'est mobiliser les cryptomonnaies¹, des monnaies libres, issues d'un monde sans frontières. Des monnaies créées sur l'Internet pré-GAFA¹, dont certaines sont autogérées par les communautés impliquées dans leur mise en œuvre et leurs usages, et qui sont par construction indépendantes des banques des états.

Bitcoin : du hold-up mondial de 2008 à Wikileaks

La plus célèbre d'entre elle, le Bitcoin, est née en réaction directe à la crise de 2008, dite « des subprimes »¹, qui a vu

les banquiers s'enrichir considérablement en vendant aux ménages étasuniens les plus pauvres, des prêts immobiliers qu'ils savaient impossibles à rembourser. Une colossale escroquerie camouflée par la création d'un second marché à haut risque et haut rendement commercialisant ces prêts titrisés¹. Chacun connaît les immenses dégâts humains créés à l'échelle mondiale par cette crise, ce sont les Banques Centrales – nos impôts – qui ont racheté aux banques les prêts pourris qu'elles avaient acquis avec l'argent que nous sommes contraint d'y déposer. On attend encore les indignations de nos ministres et secrétaires d'états devant les millions de vies détruites par quelques milliers de banquiers...

Voilà l'origine des Bitcoins ! Et pour la proclamer très clairement, le tout premier « bloc¹ », qui signe l'acte de naissance de cette monnaie d'un genre inédit, mentionne le titre d'un article du New York Times sur la crise des subprimes, relatif au « sauvetage » des banques avec l'argent des citoyens¹. Passé inaperçu en dehors des micro communautés qui l'ont fait naître : la communauté crypto-anarchiste des cypherpunks et celle des scientifiques travaillant à la protection des informations en ligne, il a fallu un événement d'importance mondiale pour mettre le Bitcoin sous la lumière. Ce fut l'émergence spectaculaire de Wikileaks, en 2010, lors de la grande salve de révélation de 91 000 documents militaires étasuniens secrets.

A la demande expresse du gouvernement étasunien, et pour tuer le message en l'asphyxiant financièrement, Visa, Mastercard et Bank of America ont bloqué les donations à l'organisation, alors que Paypal et PostFinance gelaient les fonds qu'ils avaient en



dépôt. Wikileaks s'est alors tourné vers les Bitcoins. Pour la petite histoire, Satoshi Nakato, le « créateur¹ » de la monnaie virtuelle a alors demandé à Julian Assange d'attendre que le code et l'infra-structure soient prêts, et ça n'est qu'en juin 2015 que le site a lancé les donations en Bitcoin. C'est donc en passant aux crypto-monnaies – Bitcoin en premier lieu, puis plus tard Monero ou Zcash, à la fois anonymes et intraquables – que Wikileaks a recouvert son autonomie financière.

On le voit donc très clairement, l'affaire de la cagnotte de solidarité bloquée puis mise sous tutelle en France résonne fortement avec celle de Wikileaks aux USA et met en évidence la nécessité qu'on les citoyens soucieux de leur liberté, de disposer de monnaies indépendantes des États et des banques. A ce jour, les crypto-monnaies sont les seules fournissant des garanties pour conserver le contrôle de l'usage du fruit de son travail car la technologie mathématisée sous-jacente met les états en défaut. Son coût quasi nul et sa neutralité – partout, tous sont égaux – met également en évidence l'inefficacité bureaucratique et l'injustice des banques d'autant plus douces avec les plus riches qu'elles sont cruelles et rapaces avec leurs clients les plus démunis. En moins de dix ans, le Bitcoin, dont la maxime est « BYOB »¹, est passé sous les pro-

jecteurs, mais s'il a rapidement trouvé des premiers usages inédits et vitaux pour la démocratie, il n'est toutefois pas exempt des problèmes inhérents à une technologie révolutionnaire et pré-adolescente. Un peu d'histoire peut aider à mettre en contexte... on peut dater la première monnaie¹ d'il y a 25 siècles ; et si en France, le chèque date d'à peu près deux siècles, le Bitcoin n'entre, en ce début 2019, que dans sa dixième année. Très jeune, il s'appuie de surcroît sur un ensemble de technologies informatiques, qui sont elles aussi extrêmement jeunes. On conçoit donc que cette innovation inédite doit encore régler de nombreux problèmes, petits et gros, avant d'atteindre peut-être le niveau de qualité lui assurant d'atteindre son objectif : une diffusion planétaire, indépendante à la fois des états et des banques. Il faudra par exemple régler le problème de son très grand coût énergétique¹, dû à un principe de fonctionnement qui utilise la puissance de calcul comme protection contre la fraude.

Automathématiser la « confiance »

Le problème que doit résoudre une monnaie virtuelle est en fait très simple (à énoncer !). On le connaît sous le nom de « Problème de la double dépense » et il se résume comme suit : si l'on dépense une pièce ou un billet, bien évidemment, il a changé de main et on ne l'a plus. Lorsque Marie donne à Paul un Bitcoin, *Paul devient son nouveau possesseur et Marie n'en dispose plus*. Lorsque la monnaie est matérielle, les lois de la physique s'en chargent sans effort, mais lorsqu'elle devient virtuelle, il faut de nouvelles lois... Et ici, très naturellement, c'est la quatrième dimension – le temps – qui remplace les trois autres – celles de la matière – pour garantir l'unicité de chaque « pièce ». Ça n'est plus sa « matière » qui identifie une pièce ou un billet, mais son « histoire »... il faut donc inventer les méthodes efficaces, économiques et infalsifiables, qui conservent l'intégralité de l'histoire de chaque pièce ; une histoire racontée par celle des transactions, par l'intégralité des échanges de la monnaie virtuelle. On le devine aisément, l'affaire n'est pas

simple ! Dans le cas des banques, dont les ordinateurs stockent également de la monnaie virtuelle, la méthode est plus simple ; il leur suffit, si l'on ose dire, d'inspirer confiance... les banques servent de « tiers de confiance », elles-mêmes garanties par la toute puissance des états qui leur sous-traitent ce service, comme c'est également le cas pour les notaires avec certains documents officiels¹. Mais on s'aperçoit bien sûr à certaines occasions, comme dans le cas de cette cagnotte solidaire, que la fiabilité de ce tiers est tout autant partielle et partielle. Un tiers humain est manipulable et potentiellement manipulateur, il est naturellement sensible à ses intérêts propres : appât du gain ou peur du bâton. Il faut alors lui substituer un tiers dans lequel on pourra avoir absolument confiance, et c'est bien sûr le propre des mathématiques qui ont été inventées dans ce seul but : on peut avoir une confiance aveugle dans un calcul mathématique démontré. L'innovation majeure du Bitcoin est donc « d'automathématiser¹ » cette confiance pour la rendre *absolue*. Les mathématiques fournissent un tiers qui n'a aucun biais propre et n'obéit ni à un état ni à un conseil administratif, un tiers qui calcule méthodiquement, sans erreur, et de façon vérifiable les conséquences d'axiomes que chacun peut consulter. Les crypto-monnaies créent ainsi une confiance dans la validité d'une information, qui repose sur le simple fait que ce qui a été validé, ne pourra absolument pas être changé. Ce qui a été vrai le reste. Plus besoin de banque ni de notaire. Plus de tripatouillages.

Nuage Fou

Des paysans s'invitent au "Forum international de la robotique agricole"

Des paysans s'invitent au "Forum international de la robotique agricole" Le capitalisme, ayant fait disparaître les paysans, se prépare à envoyer des robots agricoles pour que nos campagnes ne soient pas trop désertes. Ainsi, le 11 décembre dernier a été organisé à Toulouse le "Forum international de la robotique agricole" (FIRA) organisé par la start-up Naïo Technologies qui fabrique ces robots au nom de la "transition écologique".

Il a été interrompu environ 1 heure par une trentaine d'opposants. Ci-dessous, transmis par les collectifs paysans Hors-norme, le communiqué rendant compte de l'intervention ainsi que le tract distribué qui nous demande de faire connaître cette action.

Elan noir

INTERVENTION AU FORUM INTERNATIONAL DE LA ROBOTIQUE AGRICOLE

Ce mardi 11 décembre, le Forum International de Robotique Agricole à Toulouse-Labège a été interrompu pendant une heure par une trentaine d'opposants. Nous avons occupé la scène du grand amphithéâtre du centre des congrès Diagora, en déployant plusieurs banderoles : « Des paysans, des animaux, pas des robots » ; « Des chantiers collectifs, pas des robots sélectifs » ; « Débranchez-les tous ». Le tract en pièce jointe a été distribué aux centaines de personnes qui assistaient aux conférences depuis le matin.

Quelques participants à cette perturbation étaient vêtus d'un gilet jaune.

“Nous avons été insultés par des élèves des écoles d'ingénieurs toulousaines, qui ne savent visiblement pas bien ce qu'ont été le fascisme et le nazisme.”

Nous sommes intervenus pendant le discours d'un haut cadre du fabricant de tracteurs John Deer. Nous avons lu des passages du tract, puis des agriculteurs de notre groupe ont pris la parole pour expliquer plus personnellement pourquoi le développement de la robotique leur était hostile. Nous avons été

pris vivement à partie par des gens dans la salle, à l'image de ces Américains furieux d'avoir pris l'avion pour se retrouver face à nous. Nous avons été insultés par des élèves des écoles d'ingénieurs toulousaines, qui ne savent visiblement pas bien ce qu'ont été le fascisme et le nazisme.

Les salariés et dirigeants du fabricant de robots Naïo Technologies, organisateurs du forum, nous ont fait un accueil moins agressif. L'une nous a certifié que si nous avions prévenu par avance de notre envie de prendre la parole, on nous aurait ouvert la porte et réservé une place dans le programme. L'autre (un des fondateurs de l'entreprise) nous a carrément dit qu'il était d'accord avec tout ce que nous disions, que c'était précisément pour toutes ces raisons qu'il travaillait à concevoir des robots agricoles. Nous lui avons demandé de le répéter au micro et de proposer un débat avec la salle sur les problèmes que nous soulevions, mais... il n'a pas voulu.

Les roboticiens de Naïo ne voient pas la différence entre une bêche et un robot : « mais regarde, une bêche, c'est aussi une technologie ». Ils considèrent que nous sommes libres d'adopter les robots ou pas : « mais les gens qui n'en veulent pas comme vous, qu'ils restent à l'écart, ce n'est pas un problème » ; cela nous a donné l'occasion de revenir sur les lourdes sanctions infligées aux éleveurs qui refusent le puçage électronique leurs bêtes, imposé par la loi. Enfin, ils nient farouchement leur ap-



partenance à la classe des puissants - ceux qui ont les moyens de configurer, normer et abîmer la vie des autres : « mais non, on n'a pas de moyens particuliers, on n'est pas soutenus par les institutions, c'est juste qu'on bosse énormément ; arrêtez de croire qu'il y a une ligne qui sépare les gens, on fait tous des efforts pour que la vie soit meilleure ».

“Nous maintenons que la révolution robotique favorisera l'agriculture la plus capitaliste ...”

Les startupper, qui invitent la présidente de la FNSEA et une cadre dirigeante de Microsoft à leur raout, se présentent comme des petits au service des petits. Ils prétendent que leurs machines permettront à de modestes maraîchers bio de consolider leur position économique, sans voir toutes les tâches et les emplois qu'elles suppriment inmanquablement. Nous maintenons que la « révolution robotique » favorisera l'agriculture la plus capitaliste, l'accroissement de la taille des exploitations, l'intégration de l'activité agricole à l'industrie et sa soumission aux géants du numérique. Celles et ceux qui disent mettre au point des robots au nom de la fumeuse « transition écologique » sont simplement des complices de ce processus de concentration économique, d'élimination des paysans, de domination de classe.

Nous avons quitté le Forum aux cris de « Microsoft, au compost ! », « Aah... anti, anti-start up nation ! », « Tout le monde déteste... les robots ». Nous in-

vitons toutes celles et ceux que ces problèmes intéressent à entreprendre d'autres perturbations ailleurs, lors des prochains salons de promotion de la robotique agricole à travers la France.

11 décembre 2018

Des paysans, des paysannes et leurs complices, réfractaires à la robotisation

Et le tract :

Au Forum toulousain de la Robotique Agricole

On achève bien la paysannerie

Nous qui nous opposons depuis des années au puçage électronique des animaux et nous inquiétons de l'addiction croissante des humains aux écrans, nous venons ici interrompre vos (d)ébats avec les machines et soulever bruyamment le scandale de votre activité : pour la culture des sols comme pour celle(s) des sociétés, Mesdames & Messieurs les ingénieurs, les startupper, et autres expertes en accompagnement du développement – vous êtes des nuisibles.

Quel sera le résultat de vos innovations (robots désherbeurs, fermes connectées, tracteurs automatisés) ? En apparence et dans l'immédiat, des gains de puissance et de précision pour ceux qui les utiliseront. Mais le résultat le plus massif et durable sera la dépendance encore accrue des agriculteurs à l'égard des grandes industries. Depuis plusieurs dizaines d'années déjà, ils sont dépendants d'un complexe bancaire et industriel écrasant : Crédit agricole, géants de la chimie, des semences et de l'agroalimentaire... Les

exploitants qui auront la brillante idée d'acquiescer/d'accepter vos joujoux électroniques seront en prime tenues par les GAFAM (Google, Amazon, Facebook, Apple et Microsoft) et les multiples acteurs capitalistes qui gravitent dans leur orbite. Plus que jamais, ils n'auront la maîtrise de rien sur leur ferme ; ils comprendront de moins en moins le fonctionnement de leurs outils de travail ; ils se couperont de la réalité sensible et vivante des champs, des plantes et des animaux.

Vos machines vont encore aggraver la situation économique des agriculteurs, leur endettement, la concurrence féroce qu'ils se livrent, les faillites, les suicides... Ce ne sont pas vos robots qui vont subitement rendre l'élevage ou le maraîchage rentables – au contraire, ils feront probablement encore baisser les prix des produits à la vente. Ces activités sont déjà tellement industrialisées, et pourtant elles sont sous perfusion permanente d'argent public. Plutôt que des satellites, des capteurs et des robots, elles nécessitent une main d'œuvre nombreuse pour partager le travail, des rapports coopératifs, une déspecialisation. Mais comme d'habitude, dans la civilisation du Progrès, on propose des machines pour résoudre un problème de nature sociale : trop peu de gens veulent et peuvent cultiver la terre, s'occuper de produire leur nourriture.

En plus de ça, nous sommes certains que les machines en question, loin de donner naissance à des pratiques agricoles moins polluantes (y croyez-vous vous-mêmes ?), vont aggraver à



l'échelle mondiale le saccage des milieux naturels. La fabrication de toute la quincaillerie informatique apporte aujourd'hui une contribution majeure à la catastrophe écologique en cours. Ordinateurs, tablettes, smartphones, puces, drones, etc. reposent notamment sur une activité minière terriblement gourmande en eau, et terriblement polluante en produits toxiques nécessaires à l'extraction des « métaux rares ». Baotou, la ville voisine des mines de Mongolie-intérieure qui fournissent les industries du monde entier en « terres rares » depuis trente ans, est surnommée en Chine « la ville du cancer ».

La mine de Mountain Pass en Californie, qui a longtemps fourni la Silicon Valley, a fermé en 2002 suite à une série de scandales écologiques et sanitaires. Les mines de Bolivie et du Pérou assèchent des lacs et privent les populations locales d'eau potable.

La quantité d'énergie nécessaire pour extraire, broyer, traiter et raffiner les métaux rares représenterait 8 à 10 % de l'énergie totale consommée dans le monde ! Sans parler des conditions de travail dans ces mines et dans les usines d'électronique, en Chine et ailleurs ; sans parler des montagnes de déchets intraitables de ce secteur prétendu « immatériel », au Ghana par exemple... Avec des capitalistes verts comme vous, prêts à multiplier les robots pour déverser à peine moins de pesticides, on n'a pas fini de se demander si le diesel du populo est assez écolo.

“C'est la sacro-sainte innovation technologique qui creuse le fossé entre classes sociales, qui assure la concentration des richesses, la prolétarianisation d'un nombre croissant de gens.”

L'élite du pouvoir politique essuie ces jours-ci une violente tempête. Le reste de la technocratie est malheureusement plutôt à l'abri de la colère populaire, pour l'instant. Nous partageons la mise en cause des élites qui ressort du mouvement des Gilets jaunes, et nous pensons qu'un des éléments qui rendent ces élites si puissantes à notre époque, ce sont précisément les outils qui se conçoivent, se fabriquent et se promeuvent dans une technopole comme Toulouse – dans les endroits comme ici. C'est la sacro-sainte innovation technologique qui creuse le fossé entre classes sociales, qui assure la concentration des richesses, la prolétarianisation d'un nombre croissants de gens. Tant que notre rage ne se dirigera pas aussi contre les innovateurs, contre les start ups de robotique (agricole et autre), contre les laboratoires de recherche en intelligence artificielle, le pouvoir réel sera épargné – il lui suffira de changer de marionnette, après Macron un(e) autre. Tant que nous ne rejetterons pas la vie de synthèse qui nous est proposée par la classe d'ingénieurs au pouvoir (informatisation du travail et des services publics, compteurs Linky, « applis » pour prendre en charge chaque parcelle de nos existences), les contraintes économiques continueront de peser sur nous de manière implacable.

Nous appelons les acteurs du milieu agricole et paysan à se positionner par rapport à la vague d'innovations présentées dans les salons comme celui-ci : est-ce d'une agriculture « augmentée » / connectée dont il y a besoin pour le présent et le futur ? Nous appelons à la solidarité avec les refuseurs du puçage électronique, aujourd'hui menacés de procès pour leur désobéissance.

Nous appelons les Toulousains et les Toulousaines à ouvrir les yeux sur ce qui est produit dans leur métropole et qui en fait la prospérité ; à mettre en cause le prestige et le pouvoir social des ingénieurs, chercheurs, designers, et autres « premiers de cordée » qui travaillent pour ce complexe militaro-industriel occitan. Avions, robots, nanotechnologies, chimie lourde pour les pesticides et les armes : quelles industries ne faudrait-il pas fermer, ici comme ailleurs ?

A toutes celles et ceux qui se révoltent ces jours-ci, nous proposons de ne pas se focaliser sur la personne du monarque parisien, avec sa morgue plus ou moins calculée, mais de (se) poser les questions suivantes : voulons-nous habiter une start up nation ? Voulons-nous encore de cette vie vouée à l'économie, aux gains de productivité, au management par ordinateur et réseaux sociaux ? Voulons-nous d'un monde peuplé de robots, qui nous rendraient massivement inutiles et nous feraient perdre encore du pouvoir sur nos existences ? Pour nous, c'est non.

Quelques « chimpanzés du futur »
occitans

Obso, l'essence du capitalisme

En 1901, le hangar des pompiers de Livermore (Californie) fut doté d'une ampoule électrique au bout d'un fil. L'ampoule à filament incandescent n'avait été breveté par Thomas Edison que 22 ans plus tôt.

Edison fut aussi à l'origine d'une autre invention tristement célèbre, la chaise électrique utilisant du courant alternatif, et ceci dans l'unique but de prouver que le courant alternatif – découvert par son grand rival Nikola Tesla – peut être utilisé pour tuer alors que le courant continu – développé par la « Edison Electric Light Company » – est sans risque pour ses utilisateurs...

« Nous devons faire passer l'Amérique d'une culture du besoin à une culture du désir. Il faut apprendre aux gens à vouloir un nouvel objet avant que l'ancien n'ait fait son temps »

Revenons à notre ampoule de Livermore : Depuis 1901, date de sa mise en service, elle est allumée sans discontinuer hormis quelques arrêts dus à des pannes d'alimentation. Son secret : « l'ampoule est restée vivante toutes ces années car ceux qui l'ont fabriquée lui ont donné une étanchéité parfaite, empêchant l'air d'entrer dans l'ampoule et de désintégrer le filament de carbone. L'ampoule opère donc dans le vide et ne chauffe pas. Voilà le secret » dit Tom Bramell, le pompier à la retraite qui veille sur la célébrité de la caserne. N'étant ni californien ni pompier à la retraite, je n'ai pu qu'observer des ampoules à incandescence tristement « mortelles », pourquoi ?

L'ampoule de tous les records a donc un filament de carbone de la même

épaisseur que les filaments de tungstène des ampoules « périssables » qui lui succédèrent. Du dépôt du brevet jusqu'au milieu des années 20, les fabricants devaient répondre à un besoin : doter le plus de foyers possibles de l'éclairage électrique. Gros marché, gros profits...

1924, les ampoules très résistantes éclairaient maintenant la quasi-totalité des clients potentiels, comment relancer la production ? En baissant la qualité des ampoules...

Le 23 décembre, les représentants hollandais de Philips, leurs homologues français de la Compagnie des Lampes, allemands de Osram, étasuniens de General Electric se rencontrent en Suisse, fondent le cartel Phoebus pour ce que l'on pourrait considérer comme le premier complot économique mondial de l'histoire : comme la grande durée de vie des ampoules menaçait le chiffre d'affaire de ces requins, ils décidèrent de la réduire de moitié donc de ne plus réfléchir à l'amélioration de leurs produits mais à leur dégradation. Exit le carbone, bonjour le tungstène. On peut donc dire que le cartel Phoebus venait de lancer l'obsolescence programmée.

Il va de soi que cette naissance fut saluée, applaudie par les principaux économistes du monde capitaliste. Paul Mazur, un partenaire de Lehman Brothers, a même qualifié l'obsolescence programmée de « nouveau dieu » des affaires étasuniennes. Il avait alors écrit : « Nous devons faire passer l'Amérique d'une culture du besoin à une culture du désir. Il faut apprendre aux gens à vouloir un nouvel objet avant que l'ancien n'ait fait son temps ».

On appela ce « nouveau dieu » à la rescousse – in gold we trust ! – pour lutter contre la Grande dépression. Étonnamment, ce modèle ne s'est pas arrêté avec

la fin de la dépression mais est devenu la base de toute l'économie de marché moderne...

« Il faut apprendre aux gens à vouloir un nouvel objet » ... sinon ils devront se passer du travail procuré par la réalisation de ce nouvel objet. Vaste chantage : « Si tu n'achètes pas cet objet que tu as fabriqué en laissant une bonne partie de ta sueur se transformer en dividendes alors traverse la rue et va pointer au chômage. » L'obsolescence programmée a donc encore de beaux jours devant elle.

Même si une loi, la lui déclare la guerre : « I. L'obsolescence programmée se définit par l'ensemble des techniques par lesquelles un metteur sur le marché vise à réduire délibérément la durée de vie d'un produit pour en augmenter le taux de remplacement. II. L'obsolescence programmée est punie d'une peine de deux ans d'emprisonnement et de 300 000 € d'amende. III. Le montant de l'amende peut être porté, de manière proportionnée aux avantages tirés du manquement, à 5 % du chiffre d'affaires moyen annuel, calculé sur les trois derniers chiffres d'affaires annuels connus à la date des faits. »

Même si des grandes marques – Apple, Samsung, Canon, Espon...- sont attaquées en justice par des associations de consommateurs.

Il restera dans la tête de qui travaille pour « gagner sa vie » dans cette société capitaliste que sans obsolescence moins de production, moins de production moins de travail, moins de travail...

Il reste bien une solution ou plutôt la solution : l'obsolescence programmée à très court terme de cette société capitaliste et de sa drogue dure qu'est le salariat...

Bienvenue à Shenzen

Ça nous pendait au nez. Le monde fictionnel de Gattaca se fait de moins en moins futuriste. Les premiers enfants au génome modifié sont nés à Shenzen (Chine), et se portent bien jusqu'à présent. Les risques de dérives sont tellement évidents que les scientifiques du monde entier s'en sont outrés. Le chercheur en question a été lâché par son université, qui nie avoir eu connaissance de ses travaux, où il ne travaillait plus officiellement depuis février 2018 ! Et il a annoncé ça sur youtube. Le mec inspire pas vraiment confiance ! Les modifications faites visent à immuniser les enfants de pères séropositifs (pour le virus du VIH) contre la maladie. C'est surprenant dans le sens où il est possible d'avoir des enfants non-contaminés de père séropositifs par d'autres procédés plus « classiques ». On aurait pu imaginer que le premier cas de modification génétique d'embryon humain aurait eu pour but de soigner une maladie génétique, en remplaçant un gène déficient par une copie saine de ce gène. Il s'agit en fait des premiers bébés « augmentés », c'est à dire auquel on a donné un avantage par la génétique. Comme on aurait pu leur donner une super-vue ou une super-ouïe par exemple. Ici c'est un super système immunitaire.

« On pourrait se dire que tout d'abord, cela concernerait plutôt les personnes riches, mais en fait cette technique est relativement simple et une clinique qui se spécialiserait dans ce domaine pourrait faire ça pour quelques dizaines de milliers d'euros. »

Est-ce que dans le futur les sportifs seront modifiés avant la naissance pour produire davantage de muscles ? Est-ce que les gens changeront leur couleur de peau en utilisant le génie génétique ? Quels idéaux conformistes risquent de

se développer ? Est-ce qu'on pourra choisir ses enfants comme les coupes de cheveux, en feuilletant un magazine ? A ce stade là, c'est normal de se gratter la tête en prenant un air perplexe ! On pourrait se dire que tout d'abord, cela concernerait plutôt les personnes riches, mais en fait cette technique est relativement simple et une clinique qui se spécialiserait dans ce domaine pourrait faire ça pour quelques dizaines de milliers d'euros. Moins qu'un crédit pour une nouvelle voiture... Cependant cela resterait sans doute réservé aux citoyens des pays les plus développés. Pour beaucoup d'êtres humains, éviter les maladies ne demanderait pas autant d'investissement. Le choléra se soigne facilement, pour s'en protéger il suffit d'avoir accès à de l'eau propre, on pourrait se dire que mettre des dizaines de milliers d'euros pour soigner au cas par cas des maladies rares, ça aurait plus d'impact investi pour prévenir les contaminations de maladies qu'on connaît bien. C'est sûr que le choléra ou la tuberculose c'est moins en vue que les

bébés OGM !

Quelles perspectives d'évolutions ?

D'un côté il y a l'espoir de soigner de nombreuses maladies génétiques, de prévenir d'autres maladies et on peut imaginer que cela restera plutôt rare dans le sens où nombre de personnes ne souhaitent pas faire de leurs gamins des OGM. De nos jours, dans le cas de certaines maladies génétiques rares, les embryons sont testés après fécondation et ceux qui ne portent pas de gène déficient sont replacés dans l'utérus de la mère. Pour d'autre, si les parents se rendent compte de malformations au début de la grossesse, l'avortement peut être pratiqué. Est-ce que réparer un élément génétique déficient est très éloigné du principe de ces méthodes ? N'est-ce pas logique pour les soignants de vouloir éradiquer les maladies génétiques comme nous l'avons fait de la variole ?

De l'autre côté, les mythes perfectionnistes, eugénistes¹ et transhumanistes¹ se



concrétisent de manière toujours plus prégnantes. Une fois que l'on s'attaque une première fois à une partie du génome que l'on désigne comme impropre, il va devenir difficile de trouver la limite. Par exemple, dans une société raciste (ça devrait se trouver plutôt facilement !), on pourrait arguer que transformer son enfant d'une couleur vers une autre serait lui éviter de subir les effets négatifs du racisme et justifier ainsi cet eugénisme. Il est ainsi possible que nous nous dirigeons vers un monde où tout écart à la norme serait vu comme absolument dramatique et à bannir. Tendre vers une humanité sans différences devrait surtout nous questionner sur le rejet de la différence et sur l'intolérance. Les personnes vues comme handicapées ou ayant une tare quelconque ne sont pas le problème. Le problème est la façon dont la société les traite. C'est là que l'eugénisme se fait plus clair. Selon les cultures et ce qui est défini comme la norme, on pourrait choisir la couleur, le sexe, les capacités physiques etc. Mais toujours, le racisme, le sexisme et l'handiphobie seront là.

« Comme on aurait pu leur donner une super-vue ou une super-ouïe par exemple. Ici c'est un super système immunitaire. »

Si nous pensons que l'idéal vers lequel il est souhaitable de se diriger est un monde où chaque être humain a sa place et doit pouvoir vivre sans subir de discriminations ou d'oppressions, alors ces efforts technologiques ne peuvent être vus comme des solutions. La science est la recherche de la compréhension du monde qui nous entoure et ses fondement rationnels devraient en faire un allié des peuples et non un ennemi. Cependant, nous avons une fâcheuse tendance à causer des catastrophes avec ses applications technologiques ! Doit-on refuser de mieux comprendre notre monde au nom du risque des usages que l'on pourrait faire de la connaissance ?

La technique de modification du génome CRISPR-CAS9

Cette méthode a pour but de remplacer une séquence génétique par une autre dans une cellule ou organisme cible. Ce type de modification est possible depuis plus de 50 ans, mais cette méthode est incroyablement plus précise et efficace que tous les autres outils moléculaires développés jusque là. L'acronyme CRISPR désigne une famille de séquence d'ADN utilisé pour cibler une partie du génome qui sera ensuite exciser et remplacer par l'action d'une protéine appelé CAS9. Jusque là, c'est normal de rien comprendre !

Une petite comparaison s'impose. Le génome est une très longue suite de lettre (A,T, C ou G) organisé en motifs, gènes, chromosomes etc. De la même manière, un livre est une suite de lettres, organisées en phrases, puis paragraphes etc. Imaginons donc que le génome est un livre, un gros pavé, on va dire *Germinal* de Zola par exemple.

Je pourrais facilement choisir une suite de mots qui ne se retrouvent dans cet ordre seulement 1 fois dans tout le livre : « Il était quatre heures du matin. La fraîche nuit d'avril s'attédisait de l'approche du jour. Dans le ciel limpide, les étoiles vacillaient, tandis qu'une clarté d'aurore empourprait l'orient. ». Il s'agit de la toute première phrase du chapitre VI. Si je recherche cette petite séquence de mots, je me retrouverais toujours à la page 578 du livre. Je peux faire de même avec la dernière phrase du chapitre : « Des hommes poussaient, une armée noire, vengeresse, qui germait lentement dans les sillons, grandissant pour les récoltes du siècle futur, et dont la germination allait faire bientôt éclater la terre. ». Maintenant, si je demande à un éditeur d'enlever tout ce qui se trouve entre ces 2 petites séquences, je retire donc la totalité du chapitre VI, que je pourrais laisser vide, ou remplacer par un autre chapitre de mon choix.

De la même manière en biologie moléculaire, les phrases qui permettent de cibler le chapitre sont des séquences d'ADN de la famille CRISPR et le chapitre est le gène à remplacer. La protéine CAS9 va réaliser l'édition en enlevant ou remplaçant ce gène. Et voilà !

Cette technique est rapide et efficace. Le principal défaut, c'est que le génome est tellement grand, que les séquences servant à cibler un gène peuvent malgré tout correspondre à d'autres parties du génome ce qui peut entraîner plusieurs modifications génétique non-voulus à différents endroits du génome. Cela pourrait causer des dégâts dans certaines parties essentielles du génome entraînant ainsi des effets délétères graves. Il est cependant possible de tester en amont ces erreurs de ciblage, mais on ne peut jamais être sur a 100 % qu'il n'y aura pas d'erreur au moment de la modification effective.

Dans le cas des embryons humains, il est possible de détecter ces erreurs potentielles dans le génome très tôt dans le développement de l'embryon.

Pour des Sciences en liberté

« *Science sans conscience n'est que ruine de l'âme* »

François Rabelais

Quand des troubles ramènent leur science...

Dans certains milieux scientifiques et politiques, une terrible angoisse suinte : la Science, la Technique, le Progrès... et les profits seraient gravement menacés par des troubles irresponsables qui remettent en cause les bienfaits des gaz de schiste, de l'aéroport de notre Dame des Landes, du compteur « intelligent » Linky, de la poubelle nucléaire de Bure, etc.

La contre-attaque s'organise, dernier exemple en date ce texte de septembre 2018 : « Pour une Haute Autorité de la Culture Scientifique », de la politologue Virginie Tournay et du sociologue Gérard Bronner.

Mais, l'inquiétude des décideurs et de leurs experts collaborateurs se répand depuis quelque temps déjà. L'optimisme de l'UNESCO dans un rapport de 2016 n'est qu'une façade : « *La Science, la technologie et l'innovation ont la capacité de changer la donne pour relever pratiquement tous les défis modernes les plus urgents* ». Il suffit d'écouter les gémissements d'académiciens devant « *les freins portés à l'innovation en raisons d'une atmosphère de suspicion* » (*le Figaro*, janvier 2008), les plaintes de politiciens face à « *l'impossibilité de conduire des débats scientifiques sans être entravés par des minorités bruyantes, parfois violentes* », Juppé, Rocard, Chevènement, Badinter (*Libération*, octobre 2013), les colères de députés contre « *des discours partisans voire sectaires fondés sur une défiance croissante vis-à-vis de l'expertise scientifique, alors que la France a toujours incarné le Progrès et la Science au service de l'Humanité* » (Résolution Assemblée nationale, février 2017).

« *Dans ce climat de conflits d'intérêts et d'inquiétude, quel avenir pour la filière*

nanotechnologie dans laquelle la France a investi ? », *Le Monde Science et Techno*, Sébastien Delpont, Cabinet conseil.

En mars 2018, quelques dizaines de scientifiques, directeurs de laboratoires, politiciens se fendent d'une tribune-pétition « *La culture scientifique est à reconquérir* », proposée par... Virginie Tournay : « *Le principe de précaution s'accompagne hélas d'un populisme précautionniste omniprésent, pour reprendre la formule de Gérard Brenner* ». Une semaine plus tard, le collectif « *Science - Technologies - Action* » s'insurge : « *L'expertise scientifique n'est plus assez prise en compte dans les processus de décision politique. Qu'il s'agisse du glyphosate, des OGM, du nucléaire ou encore des perturbateurs endocriniens, la France s'isole. Les pouvoirs publics s'alignent sur les marchands de peur* ».

Labos de recherche... de profits ?

Nous avons partagé reçu récemment sur *Radio Libertaire* Jérôme Santolini*. Ce chimiste, chercheur en biologie, est l'auteur du livre « *Pas de plastique dans nos assiettes ! Des perturbateurs endocriniens à la cantine* » dans lequel il rappelle qu'au cours du XXème siècle 10 millions de composés chimiques ont été synthétisés, dont 150 000 commercialisés, sans aucun contrôle sur leurs effets sanitaires pour la plupart : aujourd'hui un individu moyen est exposé à 300 fois plus de molécules chimiques qu'il y a 40 ans.

Il a récemment écrit un texte « *Pour une culture scientifique démocratique et citoyenne* » en réponse à l'appel à la création d'une « *Haute Autorité* », affirmant que ses auteurs instrumentalisent les rapports Science-Société afin de promouvoir une vision centralisée

et autoritaire de l'information scientifique. Signalons que Virginie Tournay a siégé au « *Haut Conseil des biotechnologies* » et appartient au Conseil scientifique de l'OPECST (Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques) et que Gérard Bronner est membre du Conseil scientifique d'Areva et a notamment publié les livres « *L'inquiétant principe de précaution* » et « *La démocratie des crédules* », dans lequel il met sur le même plan des rumeurs farfelues et les doutes sur la sécurité des centrales nucléaires ». Un extrait de leur appel :

« *Un climat de défiance entoure les institutions scientifiques, plus particulièrement dans le domaine du nucléaire, des nanotechnologies, des biotechnologies et des bioproduits* ».

Il s'agit de secteurs clés pour le capitalisme, qui a besoin en permanence d'investir dans des innovations technologiques pour augmenter ses profits. De plus en plus de sciences sont amenées à se mettre au service de la croissance et beaucoup de chercheurs sont sommés de s'adapter à l'économie libérale. Il faut favoriser les savoirs susceptibles d'entrer dans un univers marchand, en imposant de travailler avec des partenaires privés dans une logique de profits économiques : les multinationales et les fonds privés investissent massivement pour financer des recherches les favorisant.

D'autre part, les nombreuses crises sanitaires, plomb, amiante, pesticides... accentuent encore cette défiance, d'autant qu'elles sont souvent liées à des conflits d'intérêt concernant certains experts qui sont juge et partie.

Science, affaire d'État ?

Pour Jérôme, ce n'est pas le savoir scientifique qui est mis en cause mais sa mise sous influence. Celle-ci se traduit notamment par la tentative récurrente de discréditer tout résultat



scientifique nuisant aux industriels. Par exemple, aux États-Unis les lobbystes tentent avec la « Sound Science » (« Bonne Science ») de réduire au silence toute science autonome, qu'ils qualifient de « Junk Science » (« Science poubelle »).

Autre exigence de l'appel :

« Nécessité d'aborder la culture scientifique et technologique comme une affaire d'État au sens fort du terme » .

Ainsi la Science devrait être utilisée comme instrument d'autorité et de puissance dans la conduite des affaires publiques. Déjà Napoléon le souhaitait : *« Si la science était conduite par la main du pouvoir, elle aurait de grands résultats pour le bien de la société » .*

Jérôme rappelle que faire de la culture scientifique une affaire d'État a déjà été expérimenté sous Staline avec Trofim Lyssenko, qui mettait la Science au service du régime, affirmant par exemple que la génétique n'était pas compatible avec le communisme.

« S'opposer aux pratiques d'intimidation des minorités actives contestant les sciences et innovations techniques. Cibler les points de porosité entre les radicaux et les indécis » .

Être contre les OGM serait donc être contre le Progrès, contre la Science ! Sus aux impies refusant de se soumettre à la « Vérité » scientifique sacralisée, à une Science réduite aux applications

industrielles et à leurs intérêts politiques et financiers. La bien nommée par Jérôme « Haute Autorité de la Vérité Scientifique » serait chargée d'imposer la « bonne parole », désigner les « bons » experts :

« Seule une telle agence centralisée pourra réinstaller l'autorité culturelle de la Science libérée des contestataires portés par des minorités » .

Comment obtenir l'« acceptabilité sociale » ?

Virginie Tournay a récemment publié un autre texte, « Mesurer scientifiquement l'acceptabilité sociale des biotechnologies, une exigence éthique et publique ». On apprend par exemple que Monsanto, Syngenta, Bayer présentent les OGM comme la nouvelle grande révolution scientifique et technologique, seul moyen de nourrir la planète, et elle taxe ceux qui les combattent d'être des « néo-luddites » entravant le progrès (luddites = ouvriers « briseurs de machines » dans le textile au 19ème siècle en Angleterre).

Cette notion d'acceptabilité sociale est de plus en plus utilisée : le nombre d'articles qui lui sont consacrés a triplé en quelques années. Cela fait partie de la stratégie des décideurs face à la multiplication des contestations de leurs choix industriels. En clair, il s'agit d'utiliser des méthodes à même de rendre acceptable des projets et politiques qui ne le sont pas.

Il est question de mieux diffuser, dans les médias et l'enseignement, une « science pacificatrice » censée prévenir l'émergence de controverses technoscientifiques publiques et d'éviter des attitudes « irrationnelles » du public. D'autre part, afin de déconsidérer les contestataires, ils sont présentés comme un agrégat d'égoïstes, indifférents à l'intérêt général, atteints du syndrome NIMBY (« Not In My BackYard » = « pas dans mon jardin »). On peut y ajouter un zeste de « débat participatif », proposé alors que les grands choix ont déjà été faits. Il ne reste plus aux communicants qu'à insérer dans revues et médias quelques experts bien choisis et voilà le travail ! Ces belles manœuvres se heurtent au

fait que les opposants disposent de compétences et peuvent aussi avoir l'aide d'autres scientifiques. Le savoir scientifique est pluriel et s'y reformulent les conflits qui démontrent les implications politiques et sociales de choix scientifiques et techniques, donc les débats de société : « Contre l'aéroport et son monde ! » (Notre Dame des Landes), « Contre le nucléaire et son monde ! » (Bure). Les mobilisations d'aujourd'hui ne se limitent pas à combattre un projet, mais sont porteuses de projets alternatifs s'insérant dans une autre vision du progrès, de la justice, du bien-être, un autre projet de société. Ce n'est pas un combat d'experts, mais une lutte pour une autre vie.

Et la Science dans tout ça ?

Jérôme Santolini oppose à cette « Haute autorité », rappelant un certain « Ministère de la Vérité » évoqué par Georges Orwell dans « 1984 », une conception de la Science que nous partageons :

- La Science est un lieu de controverse, d'incertitude active, de scepticisme organisé. Il n'y a pas une Science sacrée, incarnant « la Vérité », discours d'autorité sur l'humain, le social, le monde,
- La Science est opposée à la notion d'autorité, s'épanouit dans le débat, la confrontation, la collaboration,
- La Science n'est pas affaire de contrôle et de centralisation du savoir, mais de partage et d'échange.

Le savoir ne doit pas être une source de pouvoir.

Élan noir

* Émission de Radio Libertaire du 22 octobre 2018 :

<http://trousnoirs-radio-libertaire.org/>

Ce mois-ci le ML a lu, a vu et a aimé...



Les ombres de Stig Dagerman

Le Monde libertaire était invité à une conférence donnée à la Sorbonne Malesherbes par Lo Dagerman et Nancy Pick pour la présentation de leur livre *Les ombres de Stig Dagerman – Paris 1947* (1). C'est en effet en 1947 que Stig Dagerman rencontre Etta, militante anarchiste qui a tout d'abord fuit le nazisme à Berlin puis, militante des Mujeres Libres, le franquisme à Barcelone pour se réfugier en France avec ses deux fils. D'origine juive, elle survit tant bien que mal à l'occupation nazie. Jean, son aîné, combattant de la résistance est assassiné par la milice du gouvernement de Vichy.

Venu en France pour faire un reportage sur le Paris d'après-guerre, Stig accompagné de sa première femme, Annemarie Götze -(qu'il a épousé afin qu'elle puisse bénéficier de la nationalité suédoise et rester en Suède, son père militant anarcho-syndicaliste étant activement recherché en Allemagne nazie)- rencontre Etta. Cette dernière vit alors chichement dans un minuscule appartement parisien avec Michel, son fils cadet. Elle entretient des rapports difficiles avec ce dernier, cultivant l'image de héros de Jean.

C'est de leur histoire que Stig s'inspirera pour écrire sa pièce de théâtre *L'ombre de Mart*, cinq ans avant son tragique suicide. Dans cette pièce, œuvre au noir s'il en est, Angélica une mère « monstrueuse », pousse Gabriel, son plus jeune fils au suicide à force de le

dévaloriser et de glorifier Mart, son aîné mort à la guerre en véritable héros « *Car il était courageux, lui* » !... Mais, la fin de la pièce prend une toute autre tournure puisque c'est Gabriel qui finira, arrivé à bout, par tuer sa mère. Madame Angelica et son fils Gabriel ont-ils été inspirés par Etta et Michel ? C'est pour essayer de répondre à cette question que Lo Dagerman, la fille du célèbre écrivain anarchiste suédois (et de sa seconde femme, l'actrice suédoise Anita Björk) et Nancy Pick, parente d'Etta Federn se sont associées pour creuser la personnalité autant de Stig que d'Etta. Chacune motivée par des raisons différentes, elles se donc sont lancées dans une enquête passionnante. A la suite de la présentation de leur livre, *Le Monde libertaire* a absolument tenu à les interroger, profitant de leur passage à Paris, ce qu'elles ont spontanément accepté de faire avec enthousiasme et une grande gentillesse.

Dans cette interview, nous avons privilégié la première partie de leur ouvrage consacré à la découverte de ces deux personnes « *pratiquement inconnues* » qu'étaient pour elles, le père de Lo Dagerman et la parente d'Etta. Nous préférons laisser nos lecteur.trices découvrir, non pas leurs conclusions, mais leur supputations qui constituent la seconde partie de leur livre ainsi que l'annexe qui contient des documents fondamentaux afin d'en mieux comprendre le contexte.

ML : Lo et Nancy, pouvez-vous nous expliquer par quel hasard (ou plutôt non-hasard !) vous vous êtes rencontrées ?

Nous étions toutes les deux indépendamment engagées dans un voyage passionnant à la recherche de nos parents respectifs : moi, mon père, Stig Dagerman et Nancy, sa cousine éloignée, Etta Federn. Nos chemins se sont croisés à cause (ou grâce) à une erreur que j'avais commise concernant la pièce *L'ombre de Mart* sur mon site Web consacré à Stig (version anglaise). En effet j'avais trop vite écrit que Jean, le fils aîné d'Etta, était décédé pendant la guerre civile d'Espagne. C'est tout à fait naturel que Nancy ait souhaité que je corrige cette erreur : en effet, Jean est mort en héros pendant la Résistance française ! Je lui en suis très reconnaissante car ceci nous a aussi permis de nous retrouver embarquées ensemble dans le même bateau pour partir à la découverte des rapports entre Stig et Etta.

Lo, vous êtes la fille de Stig Dagerman et du fait des terribles conditions de sa mort prématurée à l'âge de 31 ans, vous écrivez au début de l'enquête, que votre rapport à son œuvre a été compliqué pour vous. On le comprend. Pouvez-vous expliquer pourquoi il vous a fallu être loin de Suède pour le faire ?

Je n'ai hélas aucun souvenir de Stig. J'ai grandi sans père, même si ma mère me parlait souvent de lui. Ce n'est que vers la trentaine que j'ai commencé à m'intéresser à son travail et ai voulu en savoir plus sur lui. Mais, j'avais besoin de temps et d'espace pour pouvoir l'approcher. Bien sûr il y avait aussi des attentes qui pesaient sur sa descendance. Des questions récurrentes du style : «

Vous aussi vous écrivez ? » C'est sans doute cela qui m'en avait éloignée. Il y avait aussi des questions sur son suicide. « *Avais-je hérité des mêmes pulsions ?* » J'avais donc besoin avant tout de découvrir qui j'étais avant d'aller à sa découverte. Et puis, je suis une enfant de 68 et de fait, j'ai milité dans le milieu de la gauche, mais sans être pour autant anarchiste. L'écriture de Stig ne correspondait donc pas à ce que je lisais à l'époque. Ce n'est que lorsque j'ai fondé ma propre famille et que nous nous sommes installés aux États-Unis que j'ai commencé à faire de l'introspection et aller vers Stig. Une fois loin de la Suède, je me suis sentie plus libre pour partir à sa découverte.

-Vous nous dites que pour comprendre Stig, ses œuvres qui se basent beaucoup sur des faits autobiographiques, vous ont aidé à mieux le connaître.

Oui, il a écrit plusieurs essais autobiographiques comme *Notre besoin de consolation est impossible à rassasier*. Mais aussi nombre d'histoires courtes basées sur des souvenirs de son enfance et de son adolescence. Et je connais bien les lieux et les gens qu'il décrit. Il y a aussi les articles de Stig, comme *L'anarchisme et moi* ou *L'écrivain et la conscience* qui expliquent parfaitement ses conceptions politiques et philosophiques. Tous les écrits de Stig reflètent ses sujets de préoccupation, aussi à travers son œuvre, on peut parfaitement entrevoir quel être il était.

-A présent, Nancy, pouvez-vous nous expliquer quel élément déclencheur a éveillé en vous l'envie de connaître Etta, votre lointaine cousine ?

Curieusement, j'ai aussi grandi sans rien savoir sur Etta – j'ignorais même son existence. Ma famille américaine ne m'a jamais parlé d'elle... C'est tout à fait par hasard que je suis tombée sur son nom dans les archives familiales à Chicago. Quand j'ai appris qu'elle aussi était écrivaine (aucun autre membre de ma famille ne l'est), j'ai ressenti le besoin de partir à sa découverte. J'étais aussi intriguée par le fait que dans ma

famille elle était comme un sujet tabou, alors qu'elle était une survivante de l'Holocauste. J'ai donc fini par être complètement obsédée par Etta et j'ai voulu en connaître plus sur sa vie illustre mais difficile, si différente de la mienne.

-Etta, alors qu'elle était militante anarchiste a notamment été en contact avec Emma Goldman durant son séjour à Berlin et avec Rudolf Rocker. Elle est d'ailleurs restée amie avec Milly Witkop Rocker. Pouvez-vous nous en dire plus ?

Etta était l'amie intime de leaders du mouvement anarcho-syndicaliste, mais je ne suis pas sûre pour autant qu'elle se soit dite anarchiste militante. Une militante féministe, oui ! Elle a en effet eu des contacts avec Emma Goldman à laquelle elle écrivit de Berlin en 1932, après avoir sa biographie : «... *Je me sens comme une de vos meilleures amies. Je n'ai pas souvenir qu'un autre livre m'ait aussi impressionné que le vôtre. Votre autobiographie m'a excitée, rendue plus active, pleine de vie. Cependant, je ne peux pas en juger du point de vue politique, car même si j'ai toujours été une sorte de révolutionnaire, je suis loin d'être une militante politique dans le sens courant du terme.* » De Paris, Emma Goldman lui a répondu : « *Chère Etta Federn-Kohlhaas, Tandis que mon cher ami S. Flechine avait écrit sur vous et sur votre fantastique travail, je ne m'attendais pas recevoir une si belle lettre. J'ai été très touchée par toutes les belles choses que vous m'avez dites sur Living my Life. Je les apprécie d'autant plus que vos penchants politiques et sociaux ne vous font aucun préjudice. Votre réaction à mon travail comme une chose purement littéraire et humaine le rend d'autant plus précieux.* » (Archives correspondance d'Emma Goldman). Pour ce qui concerne les Rocker, Etta était la meilleure amie de Milly et les Archives de Rudolf Rocker contiennent leur correspondance pendant les années de la guerre. Etta se confiait sans réserve à Milly, elle pouvait lui écrire en toute confiance au sujet de ses douleurs et de ses soucis. Etta a également aidé Rudolf Rocker à obtenir des traductions. Elle espérait

qu'ils viendraient la rejoindre en Espagne. Mais à sa grande déception, les Rockers sont partis pour les États-Unis. Etta n'était pas proche de sa famille biologique mais beaucoup plus de membres du mouvement anarchiste qui sont devenus sa seconde famille, ayant en commun leurs épreuves communes. Par exemple, Etta avait connu en Allemagne les parents d'Annemarie, la première femme de Stig, deux éminents anarcho-syndicalistes. Après qu'ils aient fui l'Allemagne nazie, Elly Götze a été temporairement emprisonnée en Espagne et alors que Ferdinand Götze était caché, Etta a abrité leur jeune fille, Annemarie. Ce ne sont là que deux exemples parmi d'autres.

-Pensez-vous que l'engagement d'Etta dans les Mujeres Libres durant son séjour à Barcelone a influencé son comportement avec ses enfants ?

Etta était une Mujere libra bien avant son séjour en Espagne ! Elle avait entrepris des études classiques à Berlin, gagnait sa propre vie, participait aux manifestations de rue, se rendait dans les salons littéraires et s'est mariée et a divorcé deux fois... C'était une femme forte, une véritable force de la nature. Je pense qu'elle était au courant des nouvelles idées concernant l'éducation des enfants en Allemagne avant la prise du pouvoir par les nazis. En Espagne, Etta a travaillé comme éducatrice et assistante scolaire dans des écoles ayant adopté les méthodes d'éducation alternatives. Je pense aussi qu'elle a toujours eu une grande conscience du rôle de mère. Ce qui a dû aussi beaucoup l'influencer, c'est que sa vie est devenue de plus en plus difficile. Elle avait déjà 50 ans quand elle et ses garçons ont fui en Espagne. Elle était mère célibataire avec un fils cadet anxieux qui avait besoin de beaucoup d'attention. Puis, tout le reste de son histoire a continué à l'influencer : la guerre civile espagnole, son évasion en France, l'occupation nazie, leur vie cachée, la mort de Jean, la détérioration de sa santé. Tous ces facteurs ont dû exercer une influence toute aussi profonde,

voire plus forte sur ses relations avec ses enfants.

-Pourquoi selon vous, est-on allé jusqu'à assimiler Etta à une sorcière, La Bruja en espagnol ?

Je pense que cela venait de son apparence. Etta était une femme âgée avec de longs cheveux blancs qui aimait porter des robes noires et amples. Mais cela est également sans doute dû à sa forte personnalité, charismatique et peut-être au fait qu'elle avait appris la chiromancie, la lecture dans les paumes des mains pour compléter ses revenus en Espagne. A coup sûr, c'était une femme hors du commun.

Lo, selon vous pourquoi Stig a eu tant de mal à réaliser son livre *Printemps français sur la France en 1947* ?

Je pense qu'il y a eu plusieurs raisons. *Printemps français* était censé être la suite de son livre *L'automne allemand*, paru en 1946. Mais les conditions d'écriture se sont avérées plus difficiles en France. Il maîtrisait mal la langue (alors que de par son mariage avec Annamarie, il était plus à l'aise en allemand). De plus, il n'avait pas beaucoup de contacts avec les résistants français. Il s'était aussi rendu compte que les Français avaient beaucoup de mal à parler de ce qu'ils avaient fait ou non durant l'occupation nazie. Il lui semblait que la France tentait de masquer son comportement collaborationniste. Il y avait d'autres facteurs. Pour obtenir des récits, Stig aurait dû faire preuve de fermeté dans ses interviews et ses relations avec les gens or, il ne se sentait pas très à l'aise dans ce rôle. Il a donc beaucoup hésité. Sa rencontre avec Etta a été un grand soulagement. Ils pouvaient s'exprimer en allemand et elle n'avait aucune réticence à parler de son courageux fils, Jean, décédé durant la Résistance. Stig a donc été en mesure de rédiger un bon article sur son séjour français (il n'en a écrit en tout et pour tout que cinq), notamment sur Jean *A la mémoire du capitaine Jean*. Mais sa véritable vocation était d'écrire pour le théâtre. C'est donc au milieu de la rédaction du

Printemps français qu'il a écrit *L'Ombre de Mart*. Une pièce sur le frère cadet de Jean. Ce qui n'empêche pas ce drame et l'article sur Jean d'être de puissantes déclarations politiques sur le mythe de l'après-guerre et l'histoire de la résistance française durant l'occupation nazie.

-Pensez-vous que dans *L'ombre de Mart*, Stig a essayé de régler ses comptes avec sa mère qui l'avait abandonné quand il avait un mois ?

Nancy pense que oui, mais sur ce point, nous ne sommes pas nécessairement d'accord... Je doute que Stig ait pensé en termes de revanche. Il était simplement attiré par la relation dysfonctionnelle entre une mère et son fils et a certainement utilisé son propre vécu d'enfant rejeté par sa mère. Il en avait développé un sentiment d'être délaissé, peu accessible. Quand Gabriel tue sa mère dans la pièce, cela peut sembler à première vue comme un acte de vengeance, mais je pense que Stig aimait rendre les choses plus complexes. Quand dans la pièce, la jeune femme qui est le seul espoir d'amour de Gabriel craque pour un autre homme que la mère de celui-ci lui a présenté, il perd complètement pied. Il se sent trompé et devient fou. Il tire sur sa mère, mais comme absurdement. Par cet acte il veut l'impressionner, montrer son courage et sa virilité... Pour enfin gagner son amour ! A la fin de la pièce, la réalité entre en scène et Gabriel s'effondre comme un petit garçon. Il est seul et crie. La question que semble poser Stig est : « *Comment les personnes mal-aimées se libèrent-elles ?* » *L'Ombre de Mart* est une pièce très psychologique. Mais, comme je l'ai déjà mentionné, elle a également un fort contenu politique. La mère de Gabriel est une bourgeoise française (pas une réfugiée juive !) qui a vécu grâce à l'argent des Allemands durant l'occupation. Elle cache ce fait honteux derrière la mort héroïque de son fils dans la Résistance. C'est une hypocrite et Gabriel la défie, la menaçant de tout révéler. Elle devra utiliser toute sa ruse pour l'arrêter car la vérité ne peut tout

simplement pas être connue sinon tout son monde s'écroule. Stig a estimé que ce type d'hypocrisie a été pratiqué dans la France d'après-guerre par les classes dirigeantes et c'est à mon avis ce qu'il a voulu dénoncer...

-Lo et Nancy, dans la seconde partie de votre enquête, on a vraiment l'impression de pénétrer dans « une espèce de roman policier ». Vous évoquez d'ailleurs vous-même plusieurs fois la part de fiction contenue dans toute cette histoire.

Beaucoup de gens ont dit que c'était effectivement un roman policier et nous adorons ça ! C'était un peu dans cet esprit que nous avons cherché à reconstituer l'histoire. Les gens s'attendent parfois à lire notre livre comme un texte académique, mais ce n'est pas ce que nous avons voulu faire. Ecrire l'histoire de Stig et d'Etta était pour nous un moyen de nous rapprocher d'eux et il était important pour nous de les visualiser ensemble dans cette chambre d'hôtel à Paris en 1947. En l'absence d'un tel récit, nous devions simplement imaginer comment ils auraient interagi et discuté à partir des quelques sources que nous possédons. Notre histoire est très personnelle, nous alternons les voix et incluons des sections non fictionnelles et fictives. Nous avons utilisé tous les styles littéraires possibles pour nous aider à sortir de « l'ombre de Stig et Etta » à notre contact...

Pour conclure, avez-vous un message particulier à adresser à nos lecteurs ?

Nous pensons toutes les deux qu'au cœur des convictions de Stig et d'Etta se trouve la protection des Droits de l'homme et nous souhaitons conclure par ces quelques mots de Stig « *Le destin de l'homme se joue partout et tout le temps et qu'il est impossible. On peut être humain. Je crois que la solidarité, la sympathie et l'amour sont les dernières chemises blanches de l'humanité.* » Stig Dagerman, 1950.

Traduction de l'anglais par Patrick Schindler

Les Affiches des Combattants de la Liberté : 3ème édition

Plus de dix ans déjà que nous avons publié les deux volumes consacrés aux « Affiches des Combattants de la Liberté » de l'Espagne révolutionnaire (1936) dont il y a déjà eu deux éditions. L'intérêt suscité par ces deux ouvrages a dépassé toutes nos espérances, à tel point qu'ils sont épuisés depuis longtemps. Et bien sûr la demande nous en a été maintes fois faite : « quand les rééditez-vous ? »

Et bien ça y est, cette 3^{ème} édition est désormais disponible. Nous avons opté cette fois-ci pour une refonte de l'ensemble en un volume unique regroupant les affiches nous semblant les plus représentatives de cette époque. Résultat : 208 pages rassemblant plus de 300 reproductions accompagnées de leurs légendes et de textes explicatifs – toujours aux Éditions Libertaires et toujours pour le même prix de 35 euros -. En vente dans les bonnes librairies à commencer par celle du Monde libertaire (145 rue Amelot – 75011 – Paris).

Ce livre permet de revisiter cette période historique (1936-39). A travers l'expression graphique de l'époque il nous aide à comprendre la situation sociale, politique et culturelle de cette Espagne antifasciste qui se dressa en juillet 1936 contre les militaires factieux et leur coup d'État contre la République, et où l'on vit en même temps, un vaste mouvement ouvrier et paysan mettre en application un immense programme de collectivisations et d'expériences autogestionnaires, au moyen d'une révolution sociale et libertaire inégalée à ce jour.

Wally Rosell
Ramón Pino



L'intégrale de *Live my Life* d'Emma Goldman enfin parue !

Le « Tout Paris anarchiste » l'espérait, les *Editions L'échappée* l'ont fait...

Elle se faisait attendre telle l'Arlésienne, la traduction intégrale de *Live my Life*. L'autobiographie d'Emma Goldman (1) est enfin sortie. Nous l'avons reçue. Sous une très belle couverture, elle rassemble 1095 pages de souvenirs d'une des grandes féministes, l'anarchie finit par se résoudre à coucher sur le papier en 1928 - lorsqu'après des années d'errance, elle trouva enfin l'endroit et le temps de s'y consacrer entièrement, dans la petite bourgade de Saint-Tropez, un tout petit village de pêcheurs à l'époque. Après trois années de travail - ses documents ayant été confisqués, elle dû pour se faire se fier à sa seule mémoire et à celle de ses amis de lutte ainsi qu'à la correspondance qu'ils voulurent volontiers lui restituer pour la cause - huit éditeurs lui proposent alors d'éditer ses mémoires de révolutionnaire. Début 1931, c'est finalement avec Alfred A. Knopf que le contrat est signé.

A la base, Emma avait voulu conclure son récit par son expulsion des Etats-Unis, mais sur l'insistance de son éditeur, elle rajoutera les chapitres sur ses deux années passées en Russie soviétique et sa désillusion au sujet des bolchéviques, ainsi que sur ses années de pérégrinations à travers l'Europe à la recherche récurrente de visas. Cependant, à parution, elle apprend furieuse que son éditeur n'a pas respecté le prix convenu à 7,50 € « *Un prix abordable pour la classe ouvrière* », mais l'a fixé au double... Et de fait, les premières ventes sont décevantes malgré les bonnes critiques de la presse améri-

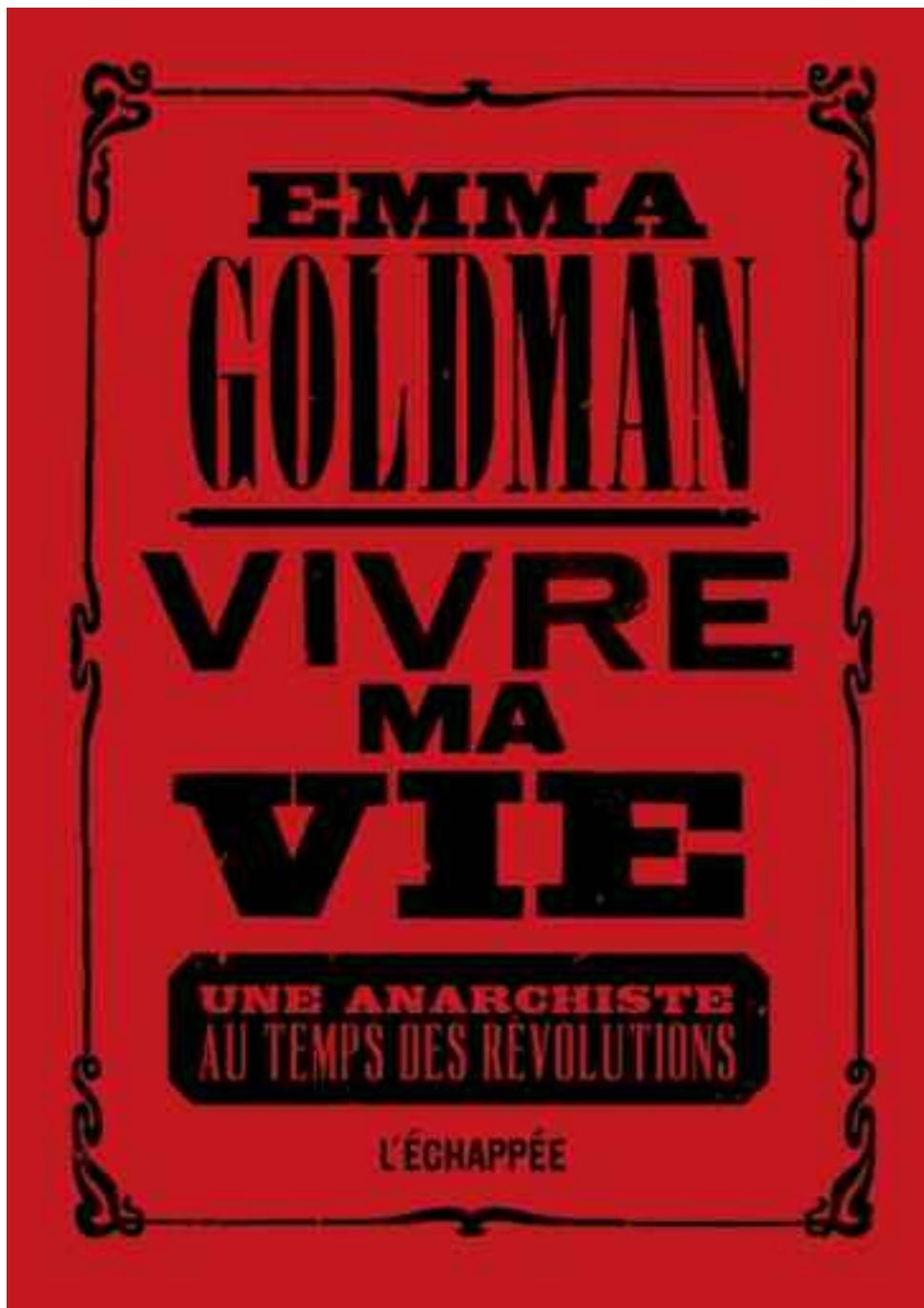
caine. Cela dit, l'ouvrage circulera très largement de mains en mains. Mais il faudra attendre les années 1960 et le renouveau du féminisme pour qu'il ré-intéresse de nouveau les éditeurs, puis 2018 pour qu'il soit enfin traduit dans son intégralité en français.

Ci-fait ! Emma Goldman débute son récit par son arrivée à New-York, après le massacre d'Haymarket square et la pendaison « pour l'exemple » de cinq des militants anarchistes accusés d'agitation - lors d'une manifestation en faveur de la journée de huit heures à Chicago durant laquelle la police tire sur la foule - et les arrête. Le début de son récit est ponctué de flash-backs sur son enfance et son adolescence et retrace ses premiers contacts avec les anarchistes immigrés tout comme elle aux Etats-Unis. Leurs espoirs, leurs désillusions et leur engagement plus que jamais motivé pour la défense des prisonniers politiques (après l'épisode d'Haymarket) et de droit commun, pour le droit des immigrés, la promotion des idées et pratiques du mouvement anarchiste ouvrier et radical - (bien qu'Emma finira par rejeter la propagande par le fait « *La violence ne relevant pas [pour elle] de la philosophie anarchiste* ») -, ou encore la condition des femmes et des homosexuels. Son combat antimilitariste durant la guerre de 14/18 lui vaudra - (ainsi qu'à son compagnon Alexandre - Sacha - Berkman) - une condamnation de deux ans de prison ainsi que leur expulsion des Etats-Unis.

On suit ensuite les désillusions d'Emma en Russie devant l'autoritarisme du diktat bolchévique et l'écras-

ement de la révolte des marins de Kronstadt par Léon Trotski. Elle doit alors faire face aux critiques de ses anciens camarades qui l'accusent d'être une contre-révolutionnaire pour ses critiques vis-à-vis du nouveau régime de Lénine. Heureusement, chemin faisant à ses côtés, ce n'est pas sans un immense plaisir que nous retrouvons ses amis fidèles dont son cher Sacha Berkman, l'imposant Johann Most, Pierre Kropotkine, Louise Michel, Rudolf Rocker, Alexandra Kollontaï, John Reed ou encore Jack London, etc. Ses souvenirs sont également l'occasion de faire une immersion dans le monde artistique de l'époque, la musique, le théâtre, la poésie ou la littérature qui sont pour elle « *Autant d'expressions de la révolte.* » Car Emma Goldman, si elle trouve sa voie dans le militantisme, n'en reste pas moins cette femme amoureuse de la vie qui prononça la célèbre phrase « *Si je ne peux pas danser, je ne veux pas prendre part à votre révolution.* » Elle peint sans pudeur ses passions amoureuses, ses difficultés, ses contradictions et ses doutes.

Le travail réalisé par les deux traductrices de l'intégrale de ses mémoires, aidées de l'équipe des éditions de L'échappée a été énorme. Ainsi nous préviennent-ils dans leur avant-propos qu'ils ont dû faire face à de multiples erreurs qui jalonnent l'autobiographie d'Emma, s'étendant sur une cinquantaine d'années dont une vingtaine passées en exil. Ils ont donc pris le parti, après avoir mené des vérifications approfondies de les corriger lorsqu'elles étaient mineures et avaient trait aux dates, noms et prénoms, titres d'ou-



vrage et lieux dits. Un petit exemple au hasard, lorsqu'Emma Goldman décrit son arrivée à New-York en 1885, elle dépeint la statue de la liberté alors que celle-ci ne fut scellée que fin 1986... On lui pardonne volontiers ces petits défauts de mémoire. Cela dit, l'équipe a en revanche respecté les omissions volontaires d'Emma, comme par exemple l'attentat raté de Lexington Avenue en 1895, sur lequel elle fournit peu de détails. Les traductrices, Jacqueline Reuss et Laure Batier ainsi que

l'équipe de l'Echappée, Cédric Biagini et Lionel de La Fouchardière et les correcteurs ont également décidé de garder les références de « race juive » ou « race noire » qui aujourd'hui nous choquent et nous indignent, mais étaient à l'époque des termes courants (Louise Michel et Ernest Girault les utiliseront aussi durant leur tournée de conférences en Algérie en octobre-décembre 1904). Le nazisme et sa théorie de la race supérieure n'apparaissant que dans les années 1930, tandis qu'il faut

attendre la fin de la deuxième Guerre mondiale pour enclencher le processus de décolonisation.

Les traductrices nuancent cependant : « *Malgré ses dénonciations du racisme et de l'oppression des noirs, Emma Goldman ne se penchait pas outre mesure sur le terrible héritage de l'esclavage ni sur la nature et le poids du racisme institutionnalisé. Elle critiquait en outre le périmètre réformiste des luttes pour le droit des Noirs et l'égalité, souvent menées dans le cadre de l'Eglise, des associations d'entraide communautaire, des partis politiques et des élections.* »... Emma affirme d'ailleurs en 1909 : « *Nous tenons pour évidentes par elles-mêmes les vérités suivantes : tous les êtres humains, indépendamment de leur race, de leur couleur de peau ou de leur sexe sont nés avec un droit égal de prendre part au banquet de la vie.* » What else ?...

En fin d'ouvrage, on peut trouver une liste d'autres textes à présent traduits en français et disponibles en ligne. Les traductrices de l'intégrale nous conseillent encore de lire ou relire les œuvres de son compagnon Alexandre Berkman comme les *Mémoires de prison d'un anarchiste*, le *Mythe bolchévique* ou *La Rébellion de Kronstadt*. Mais, pour se remettre dans l'ambiance de l'époque, rien de mieux que de se lancer à corps perdu dans la délectation de ces 1100 pages de pure anarchie...

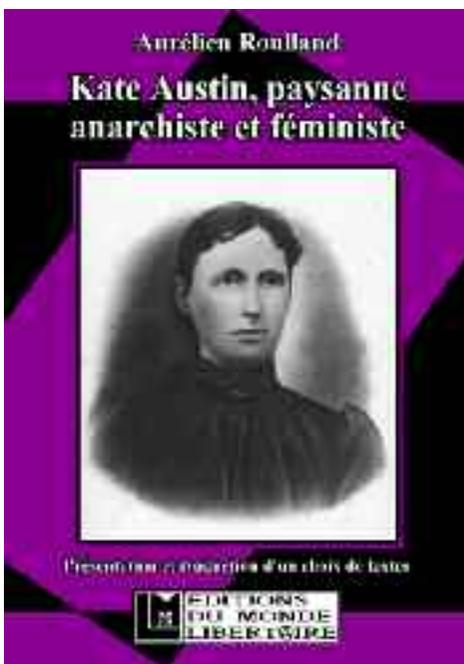
Patrick Schindler,
groupe Botul de la FA

(1) Emma Goldman Vivre ma vie – une anarchiste au temps des révolutions, traduit de l'anglais par Laure Batier et Jacqueline Reuss, éd. L'Echappée, 1095 pages, 29,90 € - Disponible à la Librairie Publico 145 rue Amelot 75011 Paris.

EDITIONS DU MONDE LIBERTAIRE

Les Éditions du Monde Libertaire, œuvre de la Fédération Anarchiste, participent à la diffusion des idées et des projets libertaires au plus grand nombre.

Les Éditions du Monde Libertaire sont un secrétariat qui fonctionne de manière autonome. Le (la) secrétaire, mandaté(e) en congrès, est seul(e) responsable devant le Congrès de la Fédération anarchiste. Son rôle est d'organiser l'édition de textes importants pour l'anarchisme, en assurer la promotion et la diffusion. Les bénéfices des ventes sont intégralement investis dans la réalisation de futures publications. Les EdML veulent contribuer à fournir des outils pour l'action dans la lutte sociale.



“Cette femme brillante, dont la plume redoutée est devenue célèbre dans les cercles radicaux de cette fin de l’Amérique du XIX^{ème} siècle et du tout début du XX^{ème}, au point que la publication restreinte d’un de ses articles, va envoyer au tournant du siècle les éditeurs du Firebrand un temps à la case prison pour violation du Comstock Act, est aussi, et peut-être même surtout, une farouche militante locale qui n’hésite pas à propager dans son voisinage de la littérature. subversive et des contraceptifs de contrebande. On comprend mieux alors pourquoi, Emma Goldman disait de cette admiratrice de Louise Michel et de la Commune de Paris -qu’elle décrivait comme étant aussi douce et chaleureuse pour les humains qu’elle côtoyait qu’elle était saignante dans ses écrits où elle prônait la révolution, qu’elle représentait tout pour elle. Kate, en effet, loin de l’anarchisme de salon parfois professé dans les grandes villes, était une véritable anarchiste à part entière. À la fois révolutionnaire à souhait, nourrissant une haine viscérale de l’au-

torité et pleine d’empathie, de sensibilité et toujours prête à venir en aide à ceux qui souffraient le joug du Pouvoir. Et aujourd’hui, on peut difficilement comprendre pourquoi cette femme si admirée de son temps pour l’anarchiste et la féministe qu’elle était, ayant reçu chez elle Emma Goldman et ayant même été invitée à une conférence au Canada, se battant sur tous les fronts, et étant de tous les combats, est demeurée dans l’ombre. Les témoignages de femmes étant pourtant rares, celles de femmes anarchistes de la campagne, encore plus...”

**AURÉLIEN ROULLAND, PRÉ-
SENTERA “KATE AUSTIN, PAY-
SANNNE ANARCHISTE ET
FÉMINISTE”** (Editions du Monde
Libertaire. 108 pages. 10 euros. En
vente le 21 février) **ET LIRA SES
TEXTES LE 8 MARS 2019 -
JOURNÉE INTERNATIONALE
DES FEMMES - à 19h00. LIBRAI-
RIE PUBLICO 145 Amelot. Paris
XI° 01 48 05 34 08.**

ANNUAIRE DES GROUPES ET LIAISONS DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Si un groupe n'a pas d'adresse postale,
merci d'écrire à la
Librairie Publico/RI FA, 145 rue Ame-
lot, 75011 PARIS

02 AISNE

- *Groupe Kropotkine C/O Athénée li-
bertaire* 8 rue Fouquerolles 02000
MERLIEUX
ou

04 ALPES DE HAUTE PROVENCE

- *Liaison Metchnikoff*

07 ARDECHE

- *Groupe d'Aubenas.*

09 ARIEGE

- *Liaison Ariège*

12 AVEYRON

- *Liaison Ségala Aveyron*
- *Liaison Sud Aveyron*
- *Liaison Millau*

13 BOUCHES DU RHONE

- *Groupe Germinal.* germinal@federa-
tion-anarchiste.org
- *Liaison La Ciotat.*

14 CALVADOS

- *Groupe Sanguin de Caen*

16 CHARENTE

- *Liaison Charente*

17 CHARENTE MARITIME

- *Groupe « Nous Autres »* 35 Allée
de l'angle Chaucre 17190 St Georges
d'Oléron ou

20 CORSE

- *Liaison Corsica*

21 COTE D'OR

- *Groupe « La Mistoufle »* Maison des
Associations Les Voix sans Maître
Boîte BB8 2, rue des Corroyeurs,
21 068 DIJON Cedex ou

22 COTES D'ARMOR

- *Liaison Jean Souvenance*

23 CREUSE

- *Liaison Granite*

24 DORDOGNE

- *Groupe Emma Goldman – Périgueux*

25 DOUBS

- *Groupe Proudhon* c/o CESL BP 121
25014 Besançon Cedex
ou
- *Groupe anarchiste solidaire* c/o
CESL BP 121 25014 Besançon Cedex
ou

- *Liaison Nord-Doubs*

26 DROME

- *Groupe « la rue rôle »*

28 EURE ET LOIR

- *Groupe Le Raffût*

29 FINISTÈRE

- *Groupe Le Ferment*

30 GARD

- *Groupe Gard-Vaucluse*

31 HAUTE GARONNE

- *Groupe de Toulouse*

32 GERS

- *Liaison Anartiste 32*

33 GIRONDE

- *Cercle Barrué* c/o Athénée libertaire
7 rue du Muguet 33 000 Bordeau
Ou

- *Groupe Nathalie Le Mel*

34 HERAULT

Groupe Montpellier-Hérault

35 ILLE ET VILAINE

- *Groupe La Sociale.* c/o local « La
Commune », 17 rue de châteaudun
35000 rennes
ou
- *Liaison Vie A*
- *Liaison Redon*

37 INDRE ET LOIRE

- *Liaison Libertalia*

38 ISERE

- *Groupe de Grenoble* [fagrenoble@ri-
seup.net](mailto:fagrenoble@ri-seup.net)

40 LANDES

- *Groupe Euskal Herria – Bayonne*

42 LOIRE

- *Groupe Makhno* Bourse du Travail
Salle 15 bis Cours Victor Hugo 42028
Saint Etienne cedex 1
ou

44 LOIRE ATLANTIQUE

- *Liaison de Saint-Nazaire*
- *Groupe Déjacque*

45 LOIRET

- *Groupe Gaston Couté*

46 LOT

- *Liaison Lot-Aveyron*
Actif dans la région de Figeac
(Lot)/Villefranche de Rouergue (Avey-
ron)/ Decazeville (Aveyron) /Maur
(Cantal)

49 MAINE ET LOIRE

- Liaison Francisco Ferrer

50 MANCHE

- Groupe de Cherbourg ou

51 MARNE

- Liaison Reims reims@federation-anarchiste

53 MAYENNE

- Liaison Stilgar stilgar@federation-anarchiste.org

54 MEURTHE ET MOSELLE

- Groupe Emma Goldman de Nancy

56 MORBIHAN

- Groupe Lochu Ferrer. c/o Maison des associations 31, rue Guillaume Le Bartz 56000 VANNES ou

57 MOSELLE

- Groupe de Metz c/o Association Culturelle Libertaire BP 16 57645 Noisseyville
ou
- Groupe Jacques Turbin – Thionville
- Liaison Sarrebourg

60 OISE

- Liaison Beauvais

62 PAS DE CALAIS

- Groupe Lucy Parsons in the Sky

63 PUY DE DÔME

- Groupe Spartacus
- Groupe « Mauvaise Graine »

66 PYRENEES ORIENTALES

- Groupe John Cage
- Liaison Pierre-Ruffederation-anarchiste.org

67 BAS RHIN

- Liaison Bas-Rhin
- Groupe de Strasbourg.

68 HAUT RHIN

- Groupe du Haut Rhin.
- Liaison Colmar - Maria Nikiforova (Entre Colmar et Mulhouse)

69 RHONE

- Groupe Graine d'anar.
- Groupe Kronstadt kronstadt@federation-anarchiste.org
- Liaison « Juste une étincelle noire »

71 SAONE ET LOIRE

- Liaison « La vache noire » vache-noire@federation-anarchiste.org

73 SAVOIE

- Groupe de Chambéry c/o La salamandre – Maison des associations 67 Rue St François de Sales boîte X/33 73000 Chambéry ou

74 HAUTE SAVOIE

- Liaison Haute Savoie

75 PARIS

- Liaison William Morris
- Groupe Anartiste
- Groupe Berneri Publico 145 rue Amelot 75011 Paris ou
- Groupe Salvador Segui grouposalvadorsegui@gmail.com
- Groupe Botul Publico 145 rue Amelot 75011 Paris
- Groupe Orage Publico 145 rue Amelot 75011 Paris ou
- Groupe « Commune de Paris » Publico 145 rue Amelot 75011 Paris
ou
- Groupe Louise Michel Publico 145 rue Amelot 75011 Paris
ou
- Groupe La Révolte Publico 145 rue Amelot 75011 Paris ou
- Groupe no name.
- Groupe Pierre Besnard. ou

76 SEINE MARITIME

- Groupe de Rouen. c/o Librairie l'In-soumise 128 rue St Hilaire 76000 Rouen
ou

78 YVELINES

- Groupe Gaston Leval

79 DEUX SEVRES

- Liaison Bakounine

80 SOMME

- Groupe Georges Morel.

81 TARN

- Groupe les ELAF

84 VAUCLUSE

- Groupe Gard-Vaucluse

85 VENDEE

- Groupe Henri Laborit

86 VIENNE

- Liaison Poitiers

87 HAUTE VIENNE

- Groupe Armand Beauré

92 HAUTS DE SEINE

- Groupe Fresnes-Antony

93 SEINE SAINT DENIS

- Groupe Henri Poulaille c/o La Dionysité 4 Place Paul Langevin 93200 SAINT-DENIS
ou

94 VAL DE MARNE

- Groupe Elisée Reclus Publico 145 rue Amelot 75011 Paris
ou ou

95 VAL D'OISE

- Liaison 95

97 GUADELOUPE

- Liaison Guadeloupe Caraïbes

98 NOUVELLE CALEDONIE

- Individuel Albert

BELGIQUE

-Groupe Ici et Maintenant.

SUISSE

-Fédération Libertaire des Montagnes (FLM) rue du Soleil 9 2300 La Chaux-de Fonds Suisse
ou

ANGLETERRE

-Liaison Coventry

Une mine d'informations sur ces groupes, sur leurs blogs, leurs sites, leurs librairies, leurs activités : Le site de La Fédération anarchiste à la page suivante

https://www.federation-anarchiste.org/?g=FA_Groupes

Aurélien Roulland

Kate Austin, paysanne anarchiste et féministe



Présentation et traduction d'un choix de textes

EDITIONS
DU MONDE
LIBERTAIRE

AURELIEN ROULLAND - KATE AUSTIN, PAYSANNE ANARCHISTE ET FEMINISTE



Ses écrits, révélèrent une penseuse logique, bien informée, à la fibre révolutionnaire, et ses lettres un être sensible et affectueux... KATE, la voix la plus audacieuse, la plus courageuse des femmes d'Amérique ! ... Elle aimait la vie, et son âme s'enflamment pour l'opprimé, le souffrant, et le pauvre.... Sa mort a été la perte non seulement d'une camarade, mais aussi d'une amie précieuse. KATE n'était pas seulement l'anarchiste, la rebelle, la penseuse, l'écrivaine ; elle était pour moi une mère, une amie vers qui je pouvais aller trouver le repos et la paix lors que j'étais fatiguée et lasse des dures batailles.

Elle était tout pour moi ; comment, alors, puis-je m'asseoir et écrire sur elle ?

EMMA GOLDMAN

ISBN 9782915514872



10 €